

# service de l'eau

## Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

CA HAGUENAU PRODUCTION  
BASSE MODER



# Sommaire

<b>1</b>	<b>  Synthèse de l'année</b>	<b>5</b>
1.1	L'essentiel de l'année	7
1.2	Les chiffres clés	9
1.3	Les indicateurs de performance	10
1.3.1	Les indicateurs du décret du 2 mai 2007	11
1.3.2	Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E	11
1.4	Les évolutions réglementaires	12
1.5	Les perspectives	14
<b>2</b>	<b>  Présentation du service</b>	<b>15</b>
2.1	Le contrat	17
2.2	L'inventaire du patrimoine	18
2.2.1	Les biens de retour	18
<b>3</b>	<b>  Qualité du service</b>	<b>25</b>
3.1	Le bilan hydraulique	27
3.1.1	Les volumes prélevés	27
3.1.2	Les volumes d'eau potable produits	28
3.1.3	Les volumes d'eau potable importés et exportés	29
3.1.4	Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève	29
3.1.5	Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève	30
3.1.6	La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)	30
3.1.7	L'ILC et rendement grenelle 2	32
3.2	La qualité de l'eau	33
3.2.1	Le contrôle de la qualité de l'eau	33
3.2.2	Le plan vigipirate	34
3.2.3	La gestion de la présence de pesticides et métabolites dans l'eau potable	34
3.2.4	La ressource	36
3.2.5	La production	37
3.2.6	La distribution	41
3.2.7	Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007	42
3.3	Le bilan d'exploitation	43
3.3.1	La consommation électrique	43
3.3.2	La consommation de produits de traitement	44
3.3.3	Les contrôles réglementaires	44
3.3.4	Le nettoyage des réservoirs	46
3.3.5	Les autres interventions sur les installations	47
3.3.6	La recherche des fuites	48
3.3.7	Les interventions en astreinte	48
3.4	Le bilan de la relation client	49
3.4.1	Le prix du service de l'eau potable	49
<b>4</b>	<b>  Comptes de la délégation</b>	<b>51</b>
4.1	Le CARE	53
4.1.1	Le CARE	54
4.1.2	Le détail des produits	55
4.1.3	La présentation des méthodes d'élaboration	56
4.2	Les reversements	63
4.2.1	Les reversements à la collectivité	63
4.3	La situation des biens et des immobilisations	64
4.3.1	La situation sur les installations	64

## 5 | Votre délégataire . . . . . 69

5.1	Notre organisation .....	72
5.1.1	La Région .....	72
5.1.2	Nos implantations .....	79
5.1.3	Nos moyens humains .....	79
5.1.4	Nos moyens matériels .....	81
5.1.5	Nos moyens logistiques .....	82
5.1.6	Les autres moyens .....	83
5.2	La relation clientèle .....	85
5.2.1	ODYSSEE : notre système d'information Clientèle .....	85
5.2.2	Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation... ..	85
5.2.3	Mesurer et maîtriser les consommations d'eau .....	87
5.2.4	Faciliter la relation avec nos clients .....	89
5.2.5	Optimiser la gestion du budget eau de nos clients .....	92
5.2.6	Accompagner les clients fragiles.....	93
5.2.7	Informier et alerter nos clients.....	93
5.2.8	Ecouter nos clients pour nous améliorer .....	96
5.2.9	Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement.....	97

## 6 | Glossaire . . . . . 101

## 7 | Annexes . . . . . 112

7.1	Annexe 1 : Synthèse réglementaire .....	113
7.2	Annexe 2 : Fiches ARS .....	142
7.3	Annexe 3 : Informations agence de l'eau .....	150
7.4	Annexe 4 : Présentation des installations .....	153
7.5	Annexe 5 : Inventaire .....	160



# Synthèse de l'année



## 1.1 L'essentiel de l'année

### **La gestion de la crise COVID**

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

### **Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service**

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques. Pour accompagner cette organisation du travail, SUEZ a mis en place des moyens informatiques adaptés, un guide du télétravail à la disposition de ses collaborateurs en période de Covid-19 (conseils sur les gestes et posture à adopter, équilibre vie pro-perso, gestion guide sur le management à distance) et a renforcé ses formations sur les outils digitaux. Enfin, un guide des consignes de prévention Covid-19 établi en 2020 a été régulièrement mis à jour pour préciser les modalités d'application des règles sanitaires pour les métiers de l'ensemble des collaborateurs.

### **Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes**

Les clients particuliers ont été informés via le site [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr) et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

### **Pilotage à distance des infrastructures et des services**

Ces centres de pilotages intelligents qui récupèrent les données des capteurs placés sur les installations (réseau et usines) se sont révélés être des dispositifs clés pour traverser la crise sanitaire. Ils ont été un soutien pour nos collaborateurs de terrain et les garants de la continuité de service.

### **Une chaîne achats-logistique mobilisée**

Les achats et la logistique Suez se sont mobilisés pour assurer la continuité des approvisionnements. Malgré les fermetures d'usines de fournisseurs et les perturbations du transport, la disponibilité des pièces et matières nécessaires aux interventions et au fonctionnement des installations a ainsi pu être assurée, ainsi que la distribution des équipements de protection sanitaire pour les collaborateurs.

### **Une digitalisation renforcée pour répondre aux demandes de nos clients consommateurs.**

Les communications vers les clients ont été renforcées pour les inviter à se rendre prioritairement sur le site « Tout sur mon Eau » accessible 24h sur 24 et 7 jours sur 7 pour y réaliser chaque fois que possible leurs démarches et leurs recherches d'informations. De même les clients ont été incités à privilégier le contact par mail plutôt que par téléphone.

Les clients ont plébiscité le site Tout sur mon Eau et les transactions digitales comprenant les souscriptions et résiliations d'abonnement, les déposes de relevé, les paiements par carte bancaire, les souscriptions prélèvement et mensualisation, le passage en e-facture, les demandes de contacts par formulaire email...

### **Innover pour se préparer aux risques à venir :**

Véritables outils de protection de la santé des citoyens, le projet OBEPINE et l'offre COVID-19 City Watch proposent aux collectivités locales de mieux évaluer la circulation du virus sur leur territoire, de mieux anticiper et d'adapter les mesures sanitaires à adopter à l'échelle des quartiers.

- **Le réseau OBEPINE**

Au cours de l'année 2021 SUEZ a collaboré avec le réseau Obépine en réalisant des échantillons d'eau usées en entrée de 55 stations d'épuration exploitées par le Groupe, à raison de deux fois par semaine. Cela a contribué aux indicateurs produits par le réseau Obépine auprès du Ministère de la Santé.

- **L'offre Covid-19 City Watch**

Le programme de recherche réalisé par SUEZ en 2020 a permis le développement d'un protocole performant d'analyse de l'ARN du virus SARS-CoV-2 dans les eaux usées.

Suite à cela, l'offre Covid-19 City Watch a été développée et commercialisée tout au long de l'année 2021.

Covid-19 City Watch permet la détection de l'apparition du virus sur un territoire et le suivi de sa circulation via l'analyse des eaux usées. Ce suivi peut être réalisé au niveau des stations d'épuration, de divers points du réseau d'assainissement et de divers établissements, comme notamment les groupes scolaires.

Les prélèvements sont réalisés par les agences SUEZ et les analyses sont faites en interne par Rivages Pro Tech. Le CIRSEE apporte son expertise en épidémiologie pour interpréter les résultats transmis par la suite aux collectivités et aux ARS.

En 2021, 13 contrats Covid-19 City Watch ont été signés, représentant le suivi de plus de 2 millions de personnes en France.

## PRODUCTION

Faits marquants	
Site	Description
TOUS SITES	Etude technique pour le traitement provisoire et définitif des métabolites de pesticides
FORAGE ZI SCHWEIGHOUSE	Affaissement du forage ZI à Schweighouse et crépine pompe percée
FORAGE 1 ROHRWILLER	Nettoyage de la pompe forage 1 Rohrwiller
USINE BISCHWILLER	Renouvellement des pompes de refoulement P6 et P8

## DISTRIBUTION

Faits marquants		
Mois	Site	Description
Janvier 2021		Fuite sur DN350 Rue principale Rohrwiller
	FORAGE SUD EST	Réparation fuite au forage Sud Est

## La réglementation générale sur la protection des données

SUEZ Eau France, en sa qualité de Responsable de Traitement des Données à Caractère Personnel, garantit le respect de la vie privée des usagers et des abonnés au service de l'eau et/ou de l'assainissement.

SUEZ Eau France et ses prestataires s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles afin d'assurer la sécurité des traitements de données à caractère personnel et la confidentialité de ces données, en application de la Loi informatique et Libertés et du Règlement européen sur la protection des données (RGPD).

Ce document RAD est conforme à la politique de gestion des données personnelles de SUEZ Eau France.

## 1.2 Les chiffres clés

	<b>100 %</b> de conformité sur les analyses bactériologiques	
<b>35,7 %</b> de conformité sur les analyses physico-chimiques		
	<b>3,11 m<sup>3</sup>/km/j</b> de pertes en réseau	
<b>98,8 %</b> de rendement du réseau de distribution		
	<b>42,1 km</b> de réseau de distribution d'eau potable	

## 1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m<sup>3</sup> sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
  - Le délai et le taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

### Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparaît également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site <http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs>  
Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

### 1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :

(1) : producteur de l'information = Collectivité

(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	42,06	42,05	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m <sup>3</sup> pour 120 m <sup>3</sup>	0,42615	0,44012	€ TTC/m <sup>3</sup>	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	57,1	35,7	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	99,83	98,8	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	85	85	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P108.3 - Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (1)	80	-	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	0,54	3,18	m <sup>3</sup> /km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	0,47	3,11	m <sup>3</sup> /km/j	A

### 1.3.2 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	Indicateur	2021	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

## 1.4 Les évolutions réglementaires

### ACTUALITE MARQUANTE EN COMMANDE PUBLIQUE

**LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** renforce les clauses environnementales dans les marchés publics. Tous les marchés publics devront intégrer d'ici 5 ans une clause écologique.

**LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République** pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

**Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité** impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées

**Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021** supprime l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

**Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics** ont approuvé les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics.

### ACTUALITE MARQUANTE POUR LA GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

**Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau**

Ce décret a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes en vue de leur valorisation agricole.

**Décret n° 2021-1179 du 14 septembre 2021 relatif au compostage des boues d'épuration et digestats de boues d'épuration avec des structurants**

Ce décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues. Le ratio de mélange « structurants-boues R » évoluera selon la chronologie suivante :

- **A compter du 1er janvier 2022,  $R \leq 100\%$  ;**

- **A compter du 1er janvier 2024,  $R \leq 80\%$  ;**

- **Au plus tard le 1er janvier 2026**, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie remet au ministre chargé de l'environnement un rapport sur la disponibilité du gisement de déchets verts pour la valorisation organique des déchets alimentaires triés à la source et sur l'opportunité de modifier le seuil du ratio R au vu des besoins en matières fertilisantes utilisables en agriculture biologique.

**Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement**

**Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane, ...) des installations de méthanisation classées en rubrique ICPE 2781-2

**Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel**

Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.

**Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments**

Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP à travers la plateforme Trackdéchet.

## 1.5 Les perspectives

### PRODUCTION

Perspectives	
Site	Description
USINE ROHRWILLER	Mise en place d'un traitement provisoire des métabolites de pesticide sur l'usine de Rohrwiller
FORAGE OBERHOFFEN	Création et mise en service du forage de substitution F2 Oberhoffen
TOUS SITES	Présentation du PGSSE
USINE - FORAGE ROHRWILLER	Mise en place d'une liaison fibre optique pour fiabiliser la communication entre les 2 sites

### DISTRIBUTION

Perspectives		
Mois	Site	Description
Trimestre 1 2022	BISCHWILLER - RUE DU RHIN	Travaux de renouvellement et raccordement de la DN350 rue du Rhin à Bischwiller



# Présentation du service





## 2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	Date de prise d'effet	Date d'échéance	Objet
Contrat	01/01/2015	31/12/2024	Affermage

**Commentaires :** le contrat a été renouvelé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015 par un nouveau contrat de délégation de service public pour une durée de 10 ans.

## 2.2 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage). Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégué :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

### 2.2.1 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

#### • LES RESSOURCES

Les ressources d'eau brute disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Ressources							
Nom de la ressource	Localisation	Type de ressource	Capacité de pompage (m3/j) Théorique (base :24h/j)	Capacité de pompage (m3/j) réelle (base : 20h/j)	Avancement de la DUP	Principales caractéristiques	Problématiques éventuelles
Forage puits centre (234.4.32)	Bischwiller	Eau souterraine profonde	6000	2 400	OK	Equipé de 2 pompes immergées de 150m <sup>3</sup> /h	Collapse du puits survenu en février 2013. Forage à l'arrêt.
Forage puits Piézo (234.4.90)	Bischwiller	Eau souterraine profonde	7200	5 000	OK	Equipé de 2 pompes immergées de 150 m <sup>3</sup> /h	Présence de sulfates et métabolites de pesticides. Utilisé uniquement pour les lavages depuis juillet 2021.
Forage puits Sud Est (234.4.89)	Bischwiller	Eau souterraine profonde	3600	3 000	OK	Equipé de 2 pompes immergées de 150 m <sup>3</sup> /h	
Forage 1 (234.3.155)	Oberhoffen sur Moder	Eau souterraine profonde	14400	12 000	OK	Equipé de 2 pompes immergées de 300 m <sup>3</sup> /h	Présence de chlorure de vinyle

Forage 2 (234.4.154)	Oberhoffen sur Moder	Eau souterraine profonde	14400	5 000 (à confirmer par un essai de pompage)	OK	Equipé de 2 pompes immergées de 300 m <sup>3</sup> /h	Forage ayant perdu plus de 50% de sa capacité de pompage. Forage de substitution en cours de réalisation.
Forage 1 (67.407.003)	Rohrwiller	Eau souterraine profonde	5400	4 500	OK	Equipé d'une pompe immergée de 225 m <sup>3</sup> /h à vitesse variable	Présence de métabolites de pesticides. Traitement provisoire à l'étude.
Forage 2 (67.407.004)	Rohrwiller	Eau souterraine profonde	5400	4 500	OK	Equipé d'une pompe immergée de 225 m <sup>3</sup> /h à vitesse variable	Présence de métabolites de pesticides. Traitement provisoire à l'étude.
Forage Z.I (198.7.72)	Schweighouse sur Moder	Eau souterraine profonde	2160	10	En cours de réactualisation	Equipé d'une pompe immergée de 100 m <sup>3</sup> /h	Absence de traitement fer et manganèse. Effondrement du forage au 1er semestre 2021.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de production	Unité
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	-	14 400	m <sup>3</sup> /j
HERRLISHEIM	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	-	4 800	m <sup>3</sup> /j
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	1995	10 800	m <sup>3</sup> /j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs				
Commune	Site	Année de mise en service	Volum utile	Unité
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	1978	1 200	m <sup>3</sup>
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	1978	2 200	m <sup>3</sup>
OHLUNGEN	RESERVOIR D'OHLUNGEN	1978	184	m <sup>3</sup>
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR + FORAGE DE SCHWEIGHOUSE ZI	1978	1 100	m <sup>3</sup>
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR DE BOCKSBURG	1978	460	m <sup>3</sup>

- EQUIPEMENT ET GENIE CIVIL**

<b>Inventaire et génie civil</b>		
<b>Type de site</b>	<b>Nom d'usage du site</b>	<b>Commune</b>
PUITS SUD EST	Ressource	BISCHWILLER
PUITS PIEZO	Ressource	BISCHWILLER
PUITS CENTRE	Ressource	BISCHWILLER
FORAGES ROHRWILLER 1 ET 2	Ressource	BISCHWILLER
FORAGES OBERHOFFEN 1 ET 2	Ressource	OBERHOFFEN SUR MODER
FORAGE ZI	Ressource	SCHWEIGHOUSE SUR MODER
USINE BISCHWILLER	Unité de production eau potable	BISCHWILLER
USINE OBERHOFFEN	Unité de production eau potable	OBERHOFFEN SUR MODER
USINE ROHRWILLER	Unité de production eau potable	HERRLISHEIM
RESERVOIR BISCHWILLER	Réservoir	BISCHWILLER
RESERVOIR HAGUENAU	Réservoir	HAGUENAU
RESERVOIR OHLUNGEN	Réservoir	OHLUNGEN
RESERVOIR BOCKSBURG + SURPRESSEURS	Réservoir	SCHWEIGHOUSE SUR MODER
RESERVOIR SCHWEIGHOUSE ZI	Réservoir	SCHWEIGHOUSE SUR MODER
SURPRESSEUR KALTENHOUSE	Surpression	BISCHWILLER
SURPRESSEUR OHLUNGEN	Surpression	OHLUNGEN
COMPTEUR BUREAUX BISCHWILLER	Accessoire de réseau	BISCHWILLER
COMPTEUR HAGUENAU- WEITBRUCH	Accessoire de réseau	HAGUENAU
COMPTEUR HAGUENAU-SCHLOESSEL	Accessoire de réseau	HAGUENAU
COMPTEUR HAGUENAU-MODER	Accessoire de réseau	HAGUENAU
COMPTEUR KALTENHOUSE-RUE PRINCIPALE	Accessoire de réseau	KALTENHOUSE
COMPTEUR KALTENHOUSE-RUE PRINCIPALE	Accessoire de réseau	KALTENHOUSE
COMPTEUR MARIENTHAHL-CHEMIN DES PAYSANS	Accessoire de réseau	HAGUENAU
COMPTEUR MARIENTHAL BASILIQUE	Accessoire de réseau	HAGUENAU
COMPTEUR OBERHOFFEN-CAMP	Accessoire de réseau	OBERHOFFEN SUR MODER
COMPTEUR OBERHOFFEN-RUE DE LA MODER	Accessoire de réseau	OBERHOFFEN SUR MODER
COMPTEUR ROHRWILLER-DEBS	Accessoire de réseau	ROHRWILLER

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

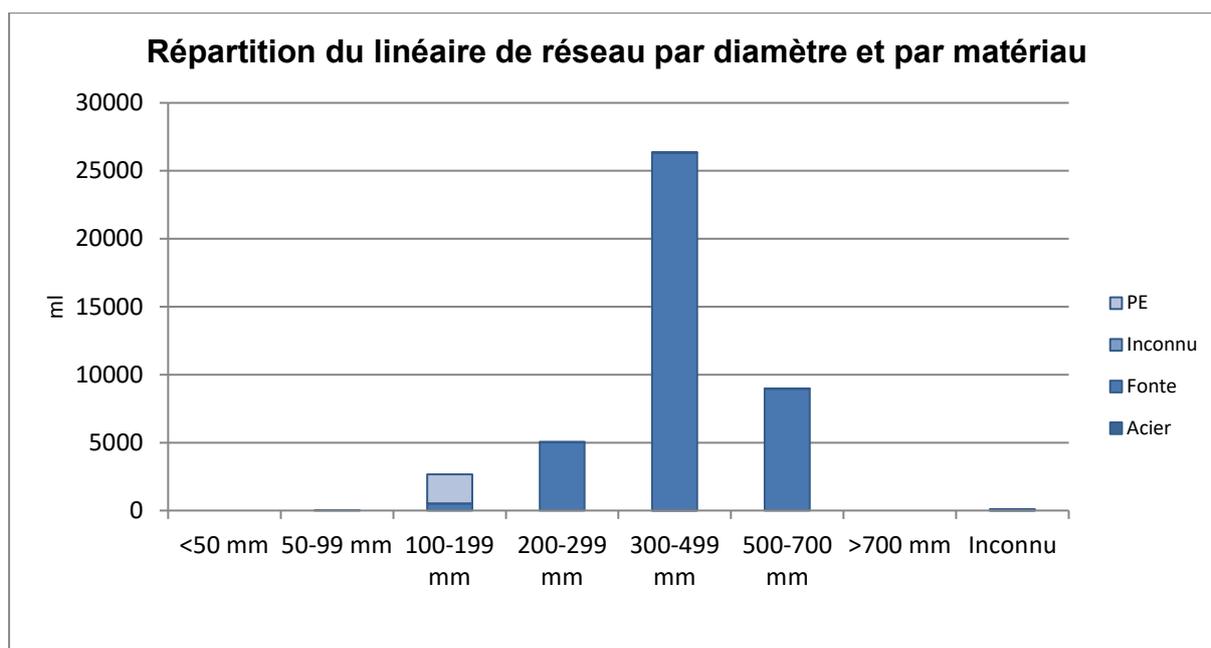
Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité
KALTENHOUSE	SURPRESSEUR DE KALTENHOUSE	2005	180	m³/h
OHLUNGEN	SURPRESSEUR D'OHLUNGEN	1978	60	m³/h

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	Fonte	PE	Amiante ciment	PVC	Acier	Béton	Autres	Inconnu	Total
50-99 mm	24	-	-	-	-	-	-	-	24
100-199 mm	530	2 126	-	-	-	-	-	4	2 659
200-299 mm	5 017	33	-	-	-	-	-	-	5 050
300-499 mm	26 321	27	-	-	9	-	-	-	26 358
500-700 mm	8 952	3	-	-	-	-	-	-	8 955
Inconnu	3	-	-	-	-	-	-	104	106
<b>Total</b>	<b>40 847</b>	<b>2 188</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>108</b>	<b>43 152</b>



**Commentaires** : l'ensemble du réseau a été relevé au GPS en classe A en 2015.

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Les variations sur les canalisations	
Motif	ml
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	43 173
Régularisations de plans	- 21
Situation actuelle	43 152

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	-	1	0,0%
Détendeurs / Stabilisateurs	2	2	0,0%
Equipements de mesure de type compteur	32	30	- 6,3%
Hydrants (bouches et poteaux incendies)	13	13	0,0%

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Régulateurs débit	4	4	0,0%
Vannes	185	186	0,5%
Vidanges, purges, ventouses	88	89	1,1%

**Commentaires :** Entre 2020 et 2021, les compteurs de retour de Schloessel et Weitbruch ont été supprimés en raison de la mise en place de débitmètres doubles flux.

Une nouvelle vanne d'isolement a été mise en place au niveau du compteur Moder.

### • L'ANALYSE DU PATRIMOINE

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement impose de nouvelles obligations en matière de description des réseaux d'eaux usées à travers l'Indice de connaissance de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice de connaissance doit atteindre la note minimale de 40/45. La cotation minimale repose avant tout sur le descriptif détaillé de 50% du linéaire, d'une part pour le diamètre et le matériau et, d'autre part, sur l'âge ou la date de pose des canalisations (cf. Arrêté du 2 déc. 2013).

**Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.**

Si votre indice de connaissance patrimoniale est inférieur à 40, un plan d'actions doit être établi pour enrichir la connaissance du patrimoine sur la nature, le diamètre et la date de pose ou l'âge des collecteurs. Votre plan d'action doit vous amener à obtenir un taux de connaissance de 80% sur chacun des critères. Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2021
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (%)	100

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	Descriptif	2021
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (%)	100
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	40
<b>TOTAL (indicateur P103.2B)</b>	<b>Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable</b>	<b>85</b>

**Commentaires :** comme il s'agit d'un contrat d'adduction, les variables concernant les branchements ne sont pas prises en compte (VP 244 et VP 245) dans le calcul. L'indice est donc calculé sur 100 au lieu de 120.



# Qualité du service



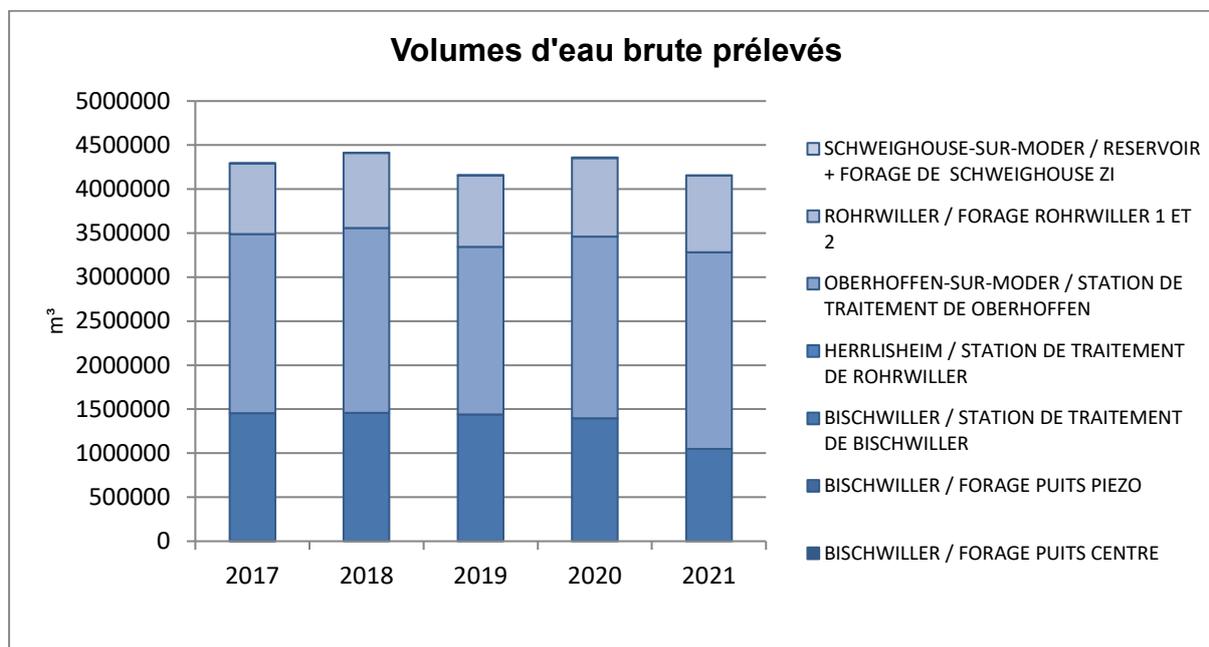
## 3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

### 3.1.1 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumés d'eau brute prélevés (m <sup>3</sup> )							
Commune	Site	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS CENTRE	4 524	0	0	-	-	0,0%
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	1 448 862	1 458 410	1 441 650	1 395 276	1 047 610	- 24,9%
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	2 034 199	2 098 033	1 901 575	2 064 819	2 236 302	8,3%
ROHRWILLER	FORAGE ROHRWILLER 1 ET 2	801 880	853 642	810 848	893 270	869 444	- 2,7%
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR + FORAGE DE SCHWEIGHOUSE ZI	3 023	1 071	4 245	7 132	2 058	- 71,1%
Total des volumes prélevés		4 292 488	4 411 156	4 158 318	4 360 497	4 155 414	- 4,7%



**Commentaires :** arrêt complet de la Chaine Wanson suite à la présence de sable au niveau du puits Centre depuis 2018.

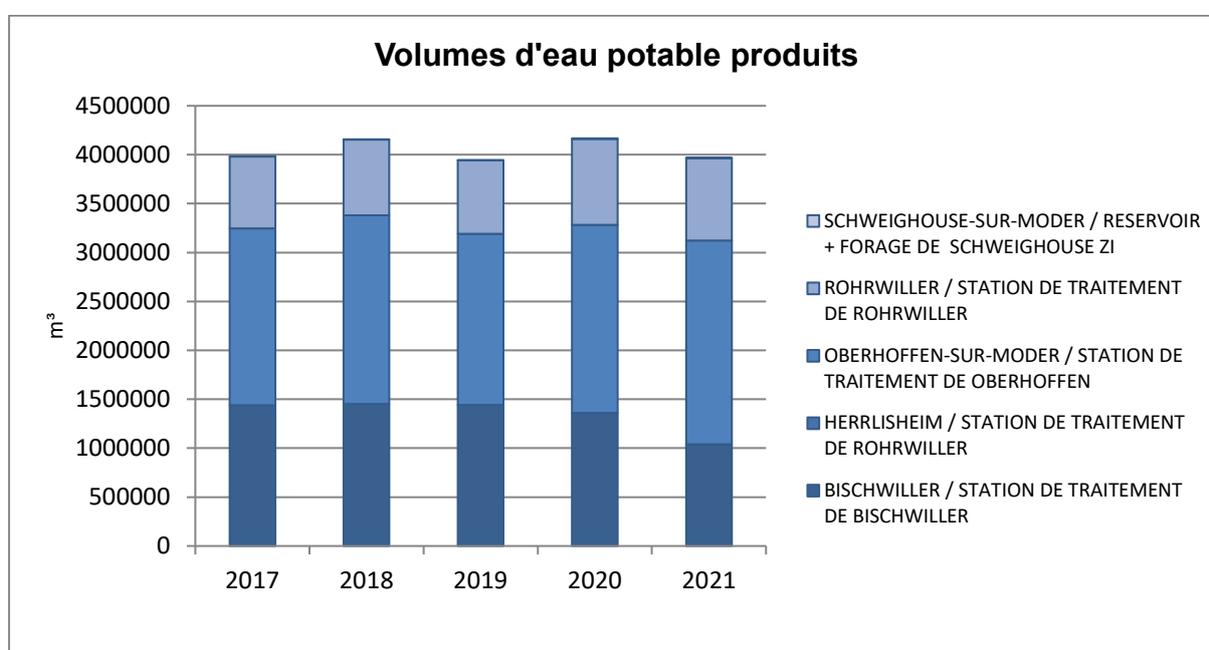
Baisse du volume prélevé en lien avec la baisse du volume vendu aux communes.

Forte baisse de l'utilisation de l'usine de Bischwiller (notamment puits piezo en raison de la présence en forte quantité de métabolites de pesticides.

### 3.1.2 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumen eau potable produits (m³)							
Commune	Site	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	1 438 982	1 452 758	1 442 443	1 360 965	1 040 867	- 23,5%
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	1 808 311	1 927 612	1 749 225	1 920 663	2 082 098	8,4%
ROHRWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	732 770	774 899	750 942	877 788	842 641	- 4,0%
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR + FORAGE DE SCHWEIGHOUSE ZI	3 023	1 071	4 245	7 132	2 058	- 71,1%
Total des volumes produits		3 983 086	4 156 340	3 946 855	4 166 548	3 967 664	- 4,8%



**Commentaires :** Baisse des volumes produits en lien avec une baisse des volumes vendus. L'usine d'Oberhoffen est prioritaire car ce sont les forages d'Oberhoffen qui sont les moins touchés par la présence de métabolites de pesticides.

### 3.1.3 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumés d'eau potable importés et exportés (m <sup>3</sup> )							
Site	Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
ROHRWILLER	Volume d'eau potable exporté	71 928	82 063	82 478	72 490	73 838	1,9%
SCHWEIGHOUSE	Volume d'eau potable exporté	397 235	411 014	381 231	390 603	385 471	-1,3%
BISCHWILLER	Volume d'eau potable exporté	706 076	751 955	709 813	734 248	784 315	6,8%
BASSE ZORN	Volume d'eau potable exporté	6 462	6 741	6 223	6 825	6 273	-8,1%
HAGUENAU	Volume d'eau potable exporté	2 447 762	2 443 310	2 369 361	2 574 427	2 286 643	-11,2%
OHLUNGEN	Volume d'eau potable exporté	60 676	66 284	60 951	64 598	65 720	1,7%
OBERHOFFEN	Volume d'eau potable exporté	177 058	195 936	185 314	178 702	177 600	-0,6%
KALTENHOUSE	Volume d'eau potable exporté	121 310	137 800	122 055	136 702	138 996	1,7%
	Total volumes eau potable exportés (C)	3 988 507	4 095 103	3 917 426	4 158 595	3 918 856	-5,8%

### 3.1.4 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relèvement

Comme expliqué dans le paragraphe précédent, et de façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont également été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relevés ramenée à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumés mis en distribution (m <sup>3</sup> )						
Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Total volumes eau potable produits (A) = (A') - (A'')	3 983 086	4 156 340	3 946 855	4 166 548	3 967 664	- 4,8%
dont volumes eau brute prélevés (A')	4 292 488	4 411 156	4 158 318	4 360 497	4 155 414	- 4,7%
dont volumes de service production (A'')	309 402	254 816	211 463	193 949	187 750	- 3,2%
Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable exportés (C)	3 988 507	4 095 103	3 917 426	4 158 165	3 918 856	- 5,8%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	- 5 421	61 237	29 429	8 383	48 808	482,2%

### 3.1.5 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenées à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrévés.
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m <sup>3</sup> )			
Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	0	0	0,0%
- dont Volumes facturés (E')	0	0	0,0%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrévés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	0	0	0,0%
Volumes de service du réseau (G)	1 120	1 020	- 8,9%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	1 120	1 020	- 8,9%

**Commentaires** : les volumes de service réseau correspondent aux nettoyages de réservoirs pour 1 020 m<sup>3</sup>.

### 3.1.6 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

L'indice linéaire de pertes en réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours, représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m<sup>3</sup>/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites

- de la politique de renouvellement du réseau
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours, intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m<sup>3</sup>/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les pertes d'eau potable en réseau, ici comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours, sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ces pertes en réseau se décomposent en :

- Pertes réelles : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- Pertes apparentes : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement aux pertes d'eau potables en réseau, les volumes non comptés, ici comptabilisés sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours, intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Le rendement de réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes (m <sup>3</sup> /km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m <sup>3</sup> /km/j)			
Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes mis en distribution (D)	8 383	48 808	482,2%
Volumes comptabilisés (E)	0	0	0,0%
Volumes consommés autorisés (H)	1 120	1 020	- 8,9%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	7 263	47 788	558,0%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	8 383	48 808	482,2%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	42,06	42,05	0,0%
Période d'extraction des données (jours) (M)	366	365	- 0,3%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	0,47	3,11	559,9%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	0,54	3,18	484,0%

Rendement de réseau (%)					
Désignation	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	6 925	7 045	1 120	1 020	- 8,9%
Volumes eau potable exportés (C)	4 095 103	3 917 426	4 158 165	3 918 856	- 5,8%
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A'')	4 156 340	3 946 855	4 166 548	3 967 664	- 4,8%
dont volumes eau brute prélevés (A')	4 411 156	4 158 318	4 360 497	4 155 414	- 4,7%
dont volumes de service production (A'')	254 816	211 463	193 949	187 750	- 3,2%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A+B)$	98,69	99,43	99,83	98,8	- 1,0%

**Commentaires** : excellent rendement, conformément aux engagements contractuels.

### 3.1.7 L'ILC et rendement grenelle 2

Performance rendement de réseau						
Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	1 360	6 925	7 045	1 120	1 020	- 8,9%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	42,9	42,9	43	42,1	42,1	0,0%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	254,7	261,8	250,3	270,9	255,4	- 5,7%
Valeur du terme fixe (N)	0	65	65	65	65	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	50,93	117,37	115,06	119,19	116,08	- 2,6%
Rendement de réseau (%) = $100 * (H+C) / (A'-A''+B)$	100,17	98,69	99,43	99,83	98,8	- 1,0%

## 3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

### 3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

**"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".**

(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

**Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :**

- **Les limites de qualité**, correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, ...), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.  
**Les références de qualité**, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,...) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température...) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

**La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :**

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité »).
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

### 3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

La révision des dispositifs anti-intrusion et des dispositifs de chloration a été lancée et conduira potentiellement l'exploitant à faire des propositions d'améliorations.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

### 3.2.3 La gestion de la présence de pesticides et métabolites dans l'eau potable

L'instruction N° DGS/EA4/2020/177 du 18 décembre 2020 « relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine » est essentiellement guide technique de gestion à l'attention des ARS. En considération de la complexité du suivi analytique, de l'appréciation de la réglementation et des enjeux sanitaires, ce guide était devenu indispensable.

#### Contrôle sanitaire des ARS

Le suivi analytique des ARS comprend un très grand nombre de molécules (souvent plusieurs centaines). Pourtant, des métabolites pouvant se retrouver dans certaines eaux ne sont pas toujours recherchés. Il est donc demandé aux ARS de cibler les recherches de pesticides en fonction de la probabilité de les retrouver dans les eaux et des risques pour la santé humaine. Le choix des pesticides à rechercher est donc à adapter en fonction notamment des activités agricoles locales, des surfaces cultivées et des quantités de pesticides vendues, ainsi que des pratiques locales d'approvisionnement des utilisateurs « professionnels » (collectivités territoriales, profession agricole, gestionnaires d'infrastructures de transport, etc.). Une méthodologie est proposée dans l'instruction.

#### Critères d'appréciation sanitaire

L'instruction rappelle que la limite de qualité de 0,1 µg/l correspond aux seuils de détection des méthodes d'analyses disponibles au début des années 1970 pour les pesticides recherchés à cette époque. Contrairement aux limites de qualité des autres paramètres, elle n'est pas fondée sur une approche toxicologique et n'a donc pas de signification sanitaire. Elle constitue un indicateur de la dégradation de la qualité de la ressource en eau et a pour objectif de réduire la présence de ces composés au plus bas niveau de concentration possible.

C'est pourquoi le concept de « valeur sanitaire maximale » (VMax), introduit dès 1998, est repris dans un cadre dérogatoire défini par un arrêté préfectoral autorisant provisoirement la dérogation. Les Vmax des molécules sont établies par l'Anses.

Il est également rappelé que la limite de qualité s'applique aux métabolites « pertinents ». L'instruction indique que l'Anses a établi des critères permettant d'évaluer la pertinence des métabolites de pesticides dans les eaux potables tenant compte du risque sanitaire pour le consommateur, au regard de l'activité « pesticide » vis-à-vis des plantes et organismes nuisibles, du potentiel génotoxique du métabolite et d'éléments décisionnels complémentaires (données toxicologiques sur la reprotoxicité, la cancérogenèse et le caractère « perturbateur endocrinien » du métabolite, cas de la transformation d'un pesticide et/ou métabolite en un sous-produit de dégradation toxique au sein de la filière de traitement).

En cas de données insuffisantes, un métabolite est considéré comme « pertinent ». Pour les molécules « non pertinentes » et sans  $V_{max}$  déterminées par l'Anses, une valeur de « vigilance » à  $0,9 \mu\text{g/l}$  s'applique et est utilisée comme les  $V_{max}$  pour la gestion des situations de présence.

### Modalités de gestion des risques sanitaires

Au regard des éléments précédents, les ARS doivent gérer les situations de présences de pesticides ou de métabolites « pertinents » suivant le principe illustré par le schéma ci-dessous.



Les dérogations pour une durée maximale de 3 ans peuvent être accordées à condition que cette situation soit assortie d'un plan d'actions destinées à mettre fin à la non-conformité dans un délai fixé n'excédant pas 3 ans et éventuellement renouvelable, sous conditions.

### Valeurs sanitaires transitoires – Avis du Haut Conseil de la Santé Publique

Pour plusieurs métabolites de pesticides se retrouvant dans certaines ressources et eaux potables, l'ANSES n'a pas pu calculer de  $V_{max}$  (manque de données scientifiques suffisamment précises). Il en résulte que, en application de l'instruction du 18 décembre 2020, un dépassement de la limite de qualité ( $0,1 \mu\text{g/l}$ ) devrait entraîner une restriction de consommation sans possibilité de demander une dérogation temporaire de distribution. Ce manque concerne en particulier des métabolites classés pertinents par l'ANSES, comme ceux du chloridazone et le NOA métolachlore qui sont responsables de nombreuses non-conformités en France.

Constatant cette difficulté de gestion, ainsi que des approches hétérogènes en Europe pour le calcul des  $V_{max}$ , la Direction Générale de la Santé a demandé au Haut Conseil de la Santé Publique son avis sur l'introduction de «  $V_{max}$  provisoires » (valeurs sanitaires transitoires) pour les métabolites sans  $V_{max}$  en France. Ces valeurs sont destinées à aider les ARS dans leurs décisions de gestion dans l'attente de valeurs sanitaires établies par l'ANSES pour les pesticides et métabolites de pesticides pertinents ou non pertinents. En pratique, des dérogations temporaires de distribution pourraient être obtenues, sous réserve de plans d'actions pour résoudre les dépassements de la limite de qualité, si les concentrations en métabolites sont inférieures aux «  $V_{max}$  provisoires ».

Le HCSP a recommandé en mars 2022 de s'appuyer sur les valeurs sanitaires définies par l'agence sanitaire allemande (UBA) lorsqu'elles existent, pour définir les «  $V_{max}$  provisoires ». Il a aussi recommandé d'évaluer rapidement la méthode développée par l'UBA en vue d'une harmonisation au niveau européen.

Les valeurs sanitaires de l'UBA sont, quand elles existent, supérieures ou égales à  $1,0 \mu\text{g/l}$  (comme c'est le cas pour la quasi-totalité des  $V_{max}$  de métabolites que l'ANSES a pu calculer). Elles sont par exemple de  $3,0 \mu\text{g/l}$  pour les métabolites du chloridazone et le NOA métolachlore. Ainsi, si la DGS suit les recommandations du HCSP, ces valeurs pourraient être utilisées par les ARS pour évaluer la possibilité d'accorder des dérogations temporaires de distribution.

### 3.2.4 La ressource

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource							
Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	4	0	100,0%	8	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	24	7	70,8%	1 171	7	99,4%
Surveillance	Physico-chimique	42	0	100,0%	168	0	100,0%

**Commentaires :** depuis l'été 2020, de nouveaux paramètres sont mesurés et ont été analysés avec des valeurs importantes sur les forages : il s'agit de métabolites de pesticides.

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la ressource en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes								
Commune	Type de contrôle	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	03/02/2021	FORAGE PIEZO DE BISCHWILLER	METOLACHLOR ESA	2.5	µg/litre	<=2	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	23/08/2021	FORAGE PIEZO DE BISCHWILLER	METOLACHLOR ESA	2.2	µg/litre	<=2	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	03/02/2021	FORAGE 1 ROHRWILLER	METOLACHLOR ESA	3	µg/litre	<=2	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	03/02/2021	FORAGE 2 ROHRWILLER	METOLACHLOR ESA	3.1	µg/litre	<=2	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	23/04/2021	FORAGE 1 ROHRWILLER	METOLACHLOR ESA	2.4	µg/litre	<=2	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	18/11/2021	FORAGE 1 ROHRWILLER	METOLACHLOR ESA	2.5	µg/litre	<=2	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	18/11/2021	FORAGE 2 ROHRWILLER	METOLACHLOR ESA	2.4	µg/litre	<=2	

**Commentaires :** Depuis juillet 2021, le forage piezo de Bischwiller n'est utilisé que pour les lavages de filtres afin de limiter l'apport de métabolites de pesticides.

### 3.2.5 La production

#### • LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production						
Type	Analyses	Contrôle sanitaire				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	17	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	25	3	88,0%	14	44,0%
Paramètre	Microbiologique	86	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	1 702	3	99,8%	59	96,5%

**Commentaires :** la grande majorité des dépassements observés sur la production concernent les sous-produits de pesticides (OXA et ESA métolachlore) nouvellement recherchés. Une étude est en cours pour la mise en place d'un traitement.

#### • LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	Somme des pesticides	2.534	µg/litre	<=.5	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	ALACHLOR ESA	0.63	µg/litre	<=.1	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	ALACHLOR OXA	0.12	µg/litre	<=.1	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	METOLACHLOR OXA	0.553	µg/litre	<=.1	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	METOLACHLOR ESA	1.1	µg/litre	<=.1	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/11/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	Somme des pesticides	1.29	µg/litre	<=.5	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/11/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	ALACHLOR ESA	0.38	µg/litre	<=.1	
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/11/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	METOLACHLOR OXA	0.385	µg/litre	<=.1	

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
BISCHWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/11/2021	BACHE 400 M3 STATION BISCHWILLER	METOLACHLOR ESA	0.63	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Hors référence	29/03/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	0	sans objet	<=2	>=1
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Hors référence	23/08/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	CARBONE ORGANIQUE TOTAL	2.4	mg/litre	<=2	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	ALACHLOR ESA	1.1	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	ALACHLOR OXA	0.18	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	METOLACHLOR OXA	0.493	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	METOLACHLOR ESA	1	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	Somme des pesticides	1.239	µg/litre	<=.5	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	Somme des pesticides	1.02	µg/litre	<=.5	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	ALACHLOR ESA	0.75	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	ALACHLOR OXA	0.17	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	METOLACHLOR OXA	0.474	µg/litre	<=.1	
OBERHOFFEN-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	SORTIE BACHE 1000 M3 OBERHOFFEN	METOLACHLOR ESA	0.85	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/02/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	Somme des pesticides	1.891	µg/litre	<=.5	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/02/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR OXA	0.428	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/02/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR ESA	0.93	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	Somme des pesticides	2.466	µg/litre	<=.5	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	ALACHLOR ESA	0.74	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	ALACHLOR OXA	0.11	µg/litre	<=.1	

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR OXA	0.46	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR ESA	1.2	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	Somme des pesticides	1.333	µg/litre	<=.5	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR OXA	0.363	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR ESA	0.7	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	Somme des pesticides	1.196	µg/litre	<=.5	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR OXA	0.367	µg/litre	<=.1	
OHLUNGEN	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR DE OHLUNGEN	METOLACHLOR ESA	0.62	µg/litre	<=.1	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE STATION ROHRWILLER	Somme des pesticides	3.978	µg/litre	<=.5	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE STATION ROHRWILLER	ALACHLOR ESA	0.55	µg/litre	<=.1	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE STATION ROHRWILLER	METOLACHLOR OXA	0.49	µg/litre	<=.1	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	SORTIE STATION ROHRWILLER	METOLACHLOR ESA	2.4	µg/litre	<=.1	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/11/2021	SORTIE STATION ROHRWILLER	Somme des pesticides	3.8	µg/litre	<=.5	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/11/2021	SORTIE STATION ROHRWILLER	METOLACHLOR OXA	0.657	µg/litre	<=.1	
ROHRWILLER	Contrôle sanitaire	Non conforme	18/11/2021	SORTIE STATION ROHRWILLER	METOLACHLOR ESA	2.4	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Hors référence	29/03/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCHWEIGH.	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	0	sans objet	<=2	>=1
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCHWEIGH.	Somme des pesticides	1.293	µg/litre	<=.5	
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCHWEIGH.	ALACHLOR ESA	0.83	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCHWEIGH.	ALACHLOR OXA	0.16	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCHWEIGH.	METOLACHLOR OXA	0.567	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	29/03/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCHWEIGH.	METOLACHLOR ESA	1.1	µg/litre	<=.1	

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	Somme des pesticides	2.64	µg/litre	<=.5	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	ALACHLOR ESA	0.84	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	ALACHLOR OXA	0.12	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	METOLACHLOR OXA	0.481	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	METOLACHLOR ESA	1.3	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	Somme des pesticides	0.75	µg/litre	<=.5	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	ALACHLOR ESA	0.5	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	ALACHLOR OXA	0.11	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	METOLACHLOR OXA	0.323	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	METOLACHLOR ESA	0.64	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	Somme des pesticides	1.217	µg/litre	<=.5	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	ALACHLOR ESA	0.54	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	METOLACHLOR OXA	0.327	µg/litre	<=.1	
SCHWEIGH OUSE-SUR-MODER	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR RTE STRASB.SCH WEIGH.	METOLACHLOR ESA	0.57	µg/litre	<=.1	

**Commentaires :** une étude pour comprendre l'origine de la présence de COT dans les ressources a été réalisée en 2018. Une nouvelle campagne de prélèvement a été réalisée en 2019, elle indique que la présence de COT proviendrait de l'activité de la gravière située en amont hydraulique des forages. Les valeurs nulles de l'équilibre calco-carbonique suggèrent une eau incrustante.

### 3.2.6 La distribution

- LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution						
Type	Analyses	Contrôle sanitaire				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	1	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	4	0	100,0%	4	0,0%
Paramètre	Microbiologique	5	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	246	0	100,0%	14	94,3%

**Commentaires :** les dépassements observés concernent les sous-produits du métolachlore, nouvellement recherchés.

- LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la distribution en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/02/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	Somme des pesticides	2.81	µg/litre	<=.5	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/02/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR OXA	0.555	µg/litre	<=.1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/02/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR ESA	1.3	µg/litre	<=.1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	Somme des pesticides	2.835	µg/litre	<=.5	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	ALACHLOR ESA	0.82	µg/litre	<=.1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	ALACHLOR OXA	0.12	µg/litre	<=.1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR OXA	0.502	µg/litre	<=.1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	14/05/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR ESA	1.4	µg/litre	<=.1	

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	Somme des pesticides	1.724	µg/litre	<= .5	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR OXA	0.406	µg/litre	<= .1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	23/08/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR ESA	0.8	µg/litre	<= .1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	Somme des pesticides	1.238	µg/litre	<= .5	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR OXA	0.362	µg/litre	<= .1	
HAGUENAU	Contrôle sanitaire	Non conforme	16/11/2021	RESERVOIR DE HAGUENAU	METOLACHLOR ESA	0.64	µg/litre	<= .1	

### 3.2.7 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	18	0	100%
Physico-chimique	28	18	35,7%

**Commentaires :** 100% de conformité bactériologique vis-à-vis des limites de qualité d'eau.

- Les non-conformités, physico-chimiques concernent les métabolites et métolachlore nouvellement recherchés.
- En 2021, SUEZ a réalisé pour le compte de la collectivité, une étude technico-économique sur la traitabilité de ces molécules.

## 3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

### 3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)				
Commune	Site	2020	2021	N/N-1 (%)
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS SUD EST	122 933	99 666	- 18,9%
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	8 520	8 967	5,2%
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	833 746	656 549	- 21,3%
HAGUENAU	COMPTEUR MARIENTHAL - BASILIQUE	19	33	73,7%
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	8 176	7 571	- 7,4%
HAGUENAU	VEG A HAGUENAU - SCHLOESSEL	225	148	- 34,2%
HAGUENAU	VEG A HAGUENAU - WEITBRUCH	164	250	52,4%
HAGUENAU	VEG A MARIENTHAL - CHEMIN DES PAYSANS	28	862	2 978,6%
KALTENHOUSE	COMPTEUR KALTENHOUSE - RUE PRINCIPALE	0	8	0,0%
KALTENHOUSE	COMPTEUR KALTENHOUSE - RUE SCHIRRHEIN	20	167	735,0%
KALTENHOUSE	SURPRESSEUR DE KALTENHOUSE	17 450	9 732	- 44,2%
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTEUR OBERHOFFEN CAMP 1 sur 2	4	24	500,0%
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTEUR OBERHOFFEN - RUE DE LA MODER	290	84	- 71,0%
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	1 367 826	1 499 663	9,6%
OHLUNGEN	RESERVOIR D'OHLUNGEN	277	197	- 28,9%
OHLUNGEN	SURPRESSEUR D'OHLUNGEN	16 993	19 243	13,2%
ROHRWILLER	COMPTEUR VEG ROHRWILLER - DEBS	181	170	- 6,1%
ROHRWILLER	FORAGE ROHRWILLER 1 ET 2	161 461	167 142	3,5%
ROHRWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	384 946	374 323	- 2,8%
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR + FORAGE DE SCHWEIGHOUSE ZI	3 113	1 554	- 50,1%
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR DE BOCKSBURG	35 722	38 568	8,0%
Total		2 962 094	2 884 921	- 2,6%

**Commentaires :** Forte baisse de la consommation électrique sur l'usine de Bischwiller. L'utilisation du puits Piezo a été limitée depuis juillet 2021. En 2020, nous avons observé une hausse de la consommation électrique au surpresseur de kaltenhouse liée aux travaux de renouvellement de la DN350 rue des Cimetières ; en 2021, retour à une conso électrique normale.

### 3.3.2 La consommation de produits de traitement

Les consommations en produits de traitement des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation de produits de traitement				
Réactifs	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Chlore (kg)	3 850	4 300	3 200	- 25,6%
Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	149	146	- 2,0%

**Commentaires** : augmentation du dosage de chlore suite aux recommandations sanitaires Covid.

### 3.3.3 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS PIEZO	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	25/10/2021
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS PIEZO	Extincteur	extincteur	10/12/2021
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS SUD EST	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	25/10/2021
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	Decteur	CENTRALE DE DETECTION DE GAZ	28/04/2021
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	Decteur	CENTRALE DE DETECTION DE GAZ	19/10/2021
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	15/11/2021
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	Extincteur	extincteur	09/12/2021
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	Moyen de levage	TREUIL ELECTRIQUE/ PLATEFORME SOUS CUVE	28/09/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Decteur		19/10/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Decteur		28/04/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	15/11/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE BT ARM01	15/11/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE BT ARM02	15/11/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE BT ARM03	15/11/2021

Les contrôles réglementaires				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE BT ARM04	15/11/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE BT ARM05	15/11/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE BT ARM06	15/11/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE BT ARM07	15/11/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Extincteur	extincteur x 7	10/12/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Moyen de levage	PALAN SUPPORT POINT FIXE / SALLE DES FILTRES	29/09/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Moyen de levage	PALAN A CHAINE SUR MONORAIL / SALLE DES FILTRES	29/09/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	Moyen de levage	PALAN MANUEL LOCAL POMPES REFOULEMENT	29/09/2021
HAGUENAU	COMPTEUR MARIENTHAL - BASILIQUE	Equipement électrique	armoire générale BT	25/10/2021
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	Detecteur	CENTRALE DE DETECTION DE GAZ	28/04/2021
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	Detecteur	CAPTEUR DE FUITE CHLORE LOCAL BOUTEILLES CHLORE	19/10/2021
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	27/10/2021
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	Extincteur	extincteurs x2	10/12/2021
HAGUENAU	VEG A HAGUENAU - MODER	Equipement électrique	armoire générale BT	25/10/2021
HAGUENAU	VEG A HAGUENAU - SCHLOESSEL	Equipement électrique	armoire générale BT	25/10/2021
HAGUENAU	VEG A MARIENTHAL - CHEMIN DES PAYSANS	Equipement électrique	armoire générale BT	25/10/2021
HERRLISHEIM	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	15/11/2021
HERRLISHEIM	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	Extincteur	EXTINCTEURS (x3)	13/12/2021
HERRLISHEIM	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	Moyen de levage	TREUIL A TAMBOUR / BASSIN TAMPON	28/09/2021
KALTENHOUSE	COMPTEUR KALTENHOUSE - RUE PRINCIPALE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/11/2021
KALTENHOUSE	SURPRESSEUR DE KALTENHOUSE	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	26/10/2021
KALTENHOUSE	SURPRESSEUR DE KALTENHOUSE	Extincteur	extincteur	13/12/2021
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTEUR OBERHOFFEN CAMP 1 sur 2	Equipement électrique	armoire générale BT	26/10/2021
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTEUR OBERHOFFEN - RUE DE LA MODER	Equipement électrique	armoire générale BT	26/10/2021
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	15/11/2021

Les contrôles réglementaires				
Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	Extincteur	extincteur x 7	10/12/2021
OHLUNGEN	RESERVOIR D'OHLUNGEN	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	15/11/2021
OHLUNGEN	SURPRESSEUR D'OHLUNGEN	Extincteur	extincteur	13/12/2021
ROHRWILLER	COMPTEUR VEG ROHRWILLER - DEBS	Equipement électrique	armoie générale BT	27/10/2021
ROHRWILLER	FORAGE ROHRWILLER 1 ET 2	Equipement sous pression (épreuve)	ANTI-BELIER BALLON FORAGE 1 1500L	09/12/2021
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR + FORAGE DE SCHWEIGHOUSE ZI	Extincteur	extincteur	10/12/2021
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR DE BOCKSBURG	Equipement électrique	ARMOIRE GENERALE BT	15/11/2021
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR DE BOCKSBURG	Extincteur	EXTINCTEUR	10/12/2021

**Commentaires :** les contrôles réglementaires ont été réalisés conformément à la réglementation sur l'ensemble des sites.

### 3.3.4 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	Site	Date intervention
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	30/09/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	02/06/2021
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	02/06/2021
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	01/03/2021
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	01/06/2021
HERRLISHEIM	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	04/03/2021
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	03/03/2021
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	03/03/2021
OHLUNGEN	RESERVOIR D'OHLUNGEN	04/06/2021
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR + FORAGE DE SCHWEIGHOUSE ZI	03/06/2021
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR DE BOCKSBURG	01/06/2021

**Commentaires :** l'ensemble des réservoirs et bâches a été nettoyé et désinfecté en 2021, conformément à la réglementation.

### 3.3.5 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
BISCHWILLER	COMPTEUR BISCHWILLE - SONNENHOF	11	-	-	11
BISCHWILLER	COMPTEUR BISCHWILLER - BUREAUX	4	-	-	4
BISCHWILLER	COMPTEURS SUR RESEAU BASSE MODER	36	-	-	36
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS CENTRE	58	4	-	62
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS PIEZO	109	8	2	119
BISCHWILLER	FORAGE PUIITS SUD EST	123	4	3	130
BISCHWILLER	RESERVOIR DE BISCHWILLER	151	9	5	165
BISCHWILLER	STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER	661	106	18	785
BISCHWILLER	VEG BISCHWILLER - RUE DU STADE	4	-	1	5
HAGUENAU	COMPTEUR HAGUENAU - TAUBENHOF	4	-	-	4
HAGUENAU	COMPTEUR MARIENTHAL - BASILIQUE	8	1	2	11
HAGUENAU	RESERVOIR DE HAGUENAU	236	12	11	259
HAGUENAU	VEG A HAGUENAU - MODER	24	1	-	25
HAGUENAU	VEG A HAGUENAU - SCHLOESSEL	16	1	-	17
HAGUENAU	VEG A HAGUENAU - WEITBRUCH	29	-	2	31
HAGUENAU	VEG A MARIENTHAL - CHEMIN DES PAYSANS	13	1	4	18
HERRLISHEIM	STATION DE TRAITEMENT DE ROHRWILLER	582	32	6	620
KALTENHOUSE	COMPTEUR KALTENHOUSE - PLACE PUBLIC	9	-	-	9
KALTENHOUSE	COMPTEUR KALTENHOUSE - RUE PRINCIPALE	8	1	-	9
KALTENHOUSE	COMPTEUR KALTENHOUSE - RUE SCHIRRHEIN	8	-	-	8
KALTENHOUSE	COMPTEUR MARIENTHAL	8	-	-	8
KALTENHOUSE	SURPRESSEUR DE KALTENHOUSE	121	9	2	132
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTAGE OBERHOFFEN - QUARTIER ESTIENNE	20	-	-	20
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTAGE VEG OBERHOFFEN -	4	-	-	4

Les autres interventions sur les installations					
Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
	IMPASSE DES MIRABELLES				
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTEUR OBERHOFFEN CAMP 1 sur 2	24	1	-	25
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTEUR OBERHOFFEN CAMP 2 sur 2	7	-	-	7
OBERHOFFEN-SUR-MODER	COMPTEUR OBERHOFFEN - RUE DE LA MODER	11	1	-	12
OBERHOFFEN-SUR-MODER	STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN	837	64	33	934
OHLUNGEN	RESERVOIR D'OHLUNGEN	290	2	-	292
OHLUNGEN	SURPRESSEUR D'OHLUNGEN	238	5	-	243
ROHRWILLER	COMPTEUR ROHRWILLER - JARDINS DE LA MODER	7	-	-	7
ROHRWILLER	COMPTEUR ROHRWILLER - ZA	4	-	-	4
ROHRWILLER	COMPTEUR VEG ROHRWILLER - DEBS	22	1	3	26
ROHRWILLER	FORAGE ROHRWILLER 1 ET 2	134	13	11	158
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	COMPTAGE VEG SCHWEIGHOUSE - VERS OHLUNGEN	2	-	1	3
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	COMPTEUR SCHWEIGHOUSE - ROTH FRERES	4	-	-	4
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	COMPTEUR SCHWEIGHOUSE - SONOCO	11	-	-	11
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR + FORAGE DE SCHWEIGHOUSE ZI	129	1	6	136
SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER	RESERVOIR DE BOCKSBURG	169	6	2	177

**Commentaires :** le détail des opérations réalisées se trouve dans les rapports mensuels d'exploitation.

### 3.3.6 La recherche des fuites

100% du linéaire a été ausculté en 2021, conformément aux engagements contractuels.

### 3.3.7 Les interventions en astreinte

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur les usines			
Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Astreinte	42	23	-45,2%

## 3.4 Le bilan de la relation client

### 3.4.1 Le prix du service de l'eau potable

- LE TARIF**

Le tarif			
Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	0	0	0,0%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,4039	0,4172	3,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	0%	0%	0,0%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	0,42615	0,44012	3,3%
Prix HT au m³ pour 120 m³	0,4039	0,4172	3,3%

- LA FACTURE TYPE 120 M3**

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
<b>DISTRIBUTION DE L'EAU</b>			<b>50,06</b>		<b>52,81</b>
<b>CONSOMMATION</b>					
EAU DELEGATAIRE du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,2732	32,78	5,5	
Part Communautaire du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,1440	17,28	5,5	
<b>TOTAL HT</b>			<b>50,06</b>		
<b>MONTANT TVA ( 5.5 %)</b>			<b>2,75</b>		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					52,81
<b>Net à payer</b>					<b>52,81 €</b>





# Comptes de la délégation



## 4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

## 4.1.1 Le CARE

## SYNDT BASSE MODER - Eau

**Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021**

(en application du décret 2005-238 du 14 mars 2005)

en Euros	2020	2021	Ecart en %
<b>PRODUITS</b>	<b>1 642 336</b>	<b>1 648 623</b>	<b>0,4%</b>
Exploitation du service	1 076 375	1 087 734	
Collectivités et autres organismes publics	565 939	560 939	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	
Produits accessoires	22	-50	
<b>CHARGES</b>	<b>1 559 622</b>	<b>1 555 388</b>	<b>-0,3%</b>
Personnel	310 467	296 082	
Energie électrique	252 413	239 926	
Produits de traitement	13 847	9 374	
Analyses	7 335	8 691	
Sous-traitance, matières et fournitures	119 311	129 077	
Impôts locaux et taxes	17 326	12 104	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	125 046	148 218	
• télécommunication, postes et télégestion	8 221	9 691	
• engins et véhicules	39 456	35 107	
• informatique	38 592	42 169	
• assurance	4 455	6 042	
• locaux	20 742	20 969	
Ristournes et redevances contractuelles	13 000	13 000	
Contribution des services centraux et recherche	23 858	22 943	
Collectivités et autres organismes publics	565 939	560 939	
Charges relatives aux renouvellements			
• programme contractuel	99 980	102 220	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	3 962	4 050	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	7 122	8 728	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	0	25	
Rémunération du besoin en fonds de roulement	18	10	
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>82 714</b>	<b>93 235</b>	<b>12,7%</b>
Apurement des déficits antérieurs	82 714	3 271	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0	24 740	
<b>RESULTAT</b>	<b>0</b>	<b>65 224</b>	<b>-</b>

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

## 4.1.2 Le détail des produits

## SYNDT BASSE MODER - Eau

## Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

## Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
<b>TOTAL</b>	<b>1 642 336</b>	<b>1 648 623</b>	<b>0,4%</b>
Exploitation du service	1 076 375	1 087 734	1,1%
• Cession d'eau facturée	1 067 687	1 083 433	
• Variation de la part estimée sur consommations	8 688	4 301	
Collectivités et autres organismes publics	565 939	560 939	-0,9%
• Part Collectivité	565 939	560 939	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	0,0%
Produits accessoires	22	-50	
• Autres produits accessoires	22	-50	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

### 4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

#### PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

#### Sommaire

- I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
- II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
- III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
- IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
- V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
- VI. ANNEXES

#### **I. ORGANISATION DE LA SOCIETE**

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

#### **1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société**

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

### **2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement**

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

## **II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION**

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

### **1. Éléments directement imputés par contrats**

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

### **2. Éléments affectés sur une base technique**

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

### 3. Charges indirectes

#### a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,4% de leurs Produits (hors compte de tiers).
- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

#### b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

### 4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

## III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

### 1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

- a. garantie pour continuité du service,
- b. programme contractuel,
- c. fonds contractuel,

a. « **Garantie pour continuité du service** » : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.
- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.
- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.
- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. « **Programme contractuel de renouvellement** » : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le

CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

## 2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

- a. programme contractuel,
- b. fonds contractuel,
- c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
- d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.

Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité...). Le rachat du parc compteur en début de contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m<sup>3</sup> vendu...) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement

La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

## 3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) de 2.7%.

La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, ...ainsi que les biens du domaine privé incorporel.

Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.7%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

#### 4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

#### IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

## V. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.

Le taux applicable est de 27.5%.

## VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle	Charges MO
Affectation charges ordonnancement usine	Charges MO
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Longueur réseau
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermage eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermage assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

## 4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

### 4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	Date du reversement	Montant (€)
Surtaxe Eau 1er trimestre N	13/12/2021	137 401,48
Surtaxe Eau 2e trimestre N	13/12/2021	149 683,68
Surtaxe Eau 4e trimestre N-1	09/04/2021	129 027,31
		416 112,47

**Commentaires :** Le reversement 3eme trimestre 2021 : 164 856.18€ HT sera payé en 2022

## 4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine". Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégué et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégué, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégué : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

### 4.3.1 La situation sur les installations

#### LES TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DU DELEGATAIRE

Les installations du SIE de la Basse Moder sont exploitées et maintenues dans un excellent état de fonctionnement grâce notamment à notre politique de renouvellement patrimonial et aux différentes maintenances préventives réalisées décrites ci-dessous.

<b>Toutes installations</b>	Contrôles réglementaires électrique, contrôle extincteurs, contrôle équipements de levage, lavages surveillés de l'ensemble des filtres, maintenance des machines tournantes (graissages, vidanges), serrage connexions électriques
<b>Tous forages</b>	Essais pompage : mesure des rendements et des niveaux statique et dynamique de la nappe
<b>Toutes usines</b>	Nettoyage des cellules arrivée HTA Maintenance annuelle des sècheurs d'air ambiant Maintenance semestrielle des compresseurs d'air Ouverture et contrôle des filtres Vidange des boues de lavage
<b>Tous réservoirs et bâches usines</b>	Nettoyage annuel et réglementaire.
<b>Usine Oberhoffen</b>	Ouverture de la tour de stripping pour inspection de la garniture et des diffuseurs. Démontage et nettoyage des filtres entrée stripping.
<b>Métrologie</b>	Suivi métrologique de tous les équipements de mesure : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fréquence mensuelle : 20 X mesures PH et chlore résiduel.</li> <li>▪ Fréquence trimestrielle : 8 X mesures de fer, manganèse.</li> <li>▪ Fréquence semestrielle : 8 X mesures de turbidité, d'oxygène et de potentiel redox.</li> <li>▪ Fréquence annuelle : 15 X mesures chlore, fer, manganèse, turbidité, température, électricité.</li> </ul>
<b>Réseau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Détection et mise à jour des accessoires de fontainerie entre le réservoir ZI et le réservoir du Bocksberg à Schweighouse Sur Moder ;</li> <li>▪ Rinçage des canalisations de diamètre 350 et 450 à partir de Bischwiller jusqu'à Haguenau.</li> </ul>

#### • LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

- LES TRAVAUX DE RENOUELEMENT EFFECTUÉS PAR LE DÉLÉGATAIRE**

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations :

Installation et équipements	Budget prévisionnel	Dépense réelle	Commentaires
Usine Bischwiller - Débitmètre eau brute Degrémont	3 697,80 €	3 704,79 €	Compteur + tuyauterie
Usine Bischwiller - actionneurs vannes	2 593,96 €	1 701,43 €	Fait semaine 22
Usine Bischwiller - turbidimètre ET Degrémont (N°12)	2 392,00 €	3 093,70 €	Fait semaine 23
Usine Bischwiller - Compteur sortie DN400	4 077,00 €	2 540,42 €	Achat débitmètre - reste à poser
Usine Bischwiller - Pompe 6	7 500,00 €	10 474,45 €	Commandé. Pose le 09/11
Usine Bischwiller - Pompe 8	9 074,25 €	10 777,67 €	Commandé. Pose le 09/11
Usine Bischwiller - Clapets P6 et P8 + P7-P9	2 106,08 €	2 040,52 €	Pose 18/11
Usine Bischwiller - Onduleur	4 003,50 €	4 014,96 €	
Usine Bischwiller - Réparation fuite conduite débitmètre Degrémont	2 627,75 €	2 519,00 €	semaine46
Usine Bischwiller - Moteur portail	3 622,00 €	3 577,89 €	
Usine Bischwiller - Vanne isolement P8 + vanne sortie station DN300	1 702,00 €	1 501,65 €	Pose prévue le 18/11
Usine Bischwiller pompe 9		76,00 €	Reliquat 2020
Usine Oberhoffen - Onduleur	1 771,00 €	1 499,10 €	
Usine Oberhoffen - Pompe forage P14	10 718,00 €	10 542,82 €	Commandé suite à casse
Usine Oberhoffen - PC	2 023,50 €	2 684,44 €	
Usine Oberhoffen - Débitmètre entrée chaine	2 484,00 €	1 189,31 €	Reste à poser en 2022
Usine Oberhoffen - manomètres dif défferiseurs	1 895,20 €	666,20 €	
Usine Oberhoffen - manomètres dif démanga	1 895,20 €	1 000,98 €	
Usine Oberhoffen - Filtre à air stripping	2 461,00 €	2 277,66 €	
Usine Oberhoffen-Tuyauterie conduite alimentation démanganiseur	3 960,28 €	3 957,53 €	
Usine de Rohrwiler - Vannes	956,80 €	460,32 €	Fait semaine 23
Usine de Rohrwiler - Fenêtre local supervision	1 410,00 €	1 409,94 €	FAIT - semaine 52
Usine de Rohrwiler - Débitmètre entrée usine	1 410,00 €	1 406,31 €	Commandé (livraison retardée en raison de la pénurie de composants électro)
Réservoir Bischwiller - Prérégulateur (Vacuostat)	2 669,00 €	2 780,20 €	
Réservoir Schweighouse ZI - Analyseur chlore	3 019,90 €	3 651,96 €	Sonde Chlore + pH
Réservoir Schweighouse ZI - Cloture	2 692,30 €	2 692,30 €	
Réservoir Schweighouse ZI - Vanne motorisée ZI	2 500,00 €	1 446,13 €	
Réservoir Haguenau - Prérégulateur	1 635,25 €	1 620,25 €	
Réservoir Bocksberg - antibélier	1 864,00 €	1 860,51 €	
Surpresseur Kaltenhouse - Vannes isolement DN200	2 047,00 €	1 285,80 €	
Surpresseur Ohlungen - Onduleur	2 403,50 €	549,89 €	

Compteur Bischwiller - Rue du Stade - Communication télégestion	715,00 €	714,48 €	Fait le 7 juin
Compteur Rohrwiller - Jardins de la Moder - Communication télégestion	910,00 €	906,84 €	
Accessoires réseau - Vannes	8 500,00 €	7 222,96 €	
Forage Rohrwiller 1 et 2 - Amélioration du comptage et remplacement des ventouses	7 800,00 €	7 814,11 €	
Accessoires réseau - Clapets	400,00 €	400,37 €	
Compteur Kaltenhouse Place Publique	- €	-855,92 €	Reliquat 2020
Réservoir Haguenau - Vanne motorisée ZI	1 426,00 €	2 124,58 €	FAIT
<b>Total</b>	<b>112 963,27 €</b>	<b>107 331,55 €</b>	

### TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT PROGRAMMES PAR LE DELEGATAIRE

En 2022, les travaux de renouvellements prévus sont les suivants :

Installation et équipements	Budget prévisionnel	Commentaires
Compteur Bischwiller - Bureau - Compteur DN150	1 053,00 €	
Compteur Haguenau - Taubenhof - Compteur DN100	1 184,50 €	
Forages Rohrwiller - vessie antibélier	2 275,85 €	
Forage Sud Est - pompe	4 991,00 €	
Forages Oberhoffen - Pompe P12	12 073,85 €	Pompe en place sur F1 = ex pompe du F2
Usine Bischwiller - manomètre différentiel	1 095,20 €	
Usines Bischwiller - Vannes et actionneurs	2 378,53 €	
Usine Bischwiller - Assècheur air comprimé	2 070,00 €	
Usine Bischwiller - Débitmètre chlore n°5	667,00 €	
Usine Bischwiller - Débitmètre chlore Ober 300	667,00 €	
Usine Bischwiller - Compteur sortie DN400	1 536,58 €	A poser
Usine Oberhoffen - Débitmètre entrée chaîne : pose	1 294,69 €	
Usine Oberhoffen - Vannes et actionneurs	2 798,83 €	
Usine Oberhoffen - Surpresseur air de lavage	8 694,00 €	
Usine Oberhoffen - Pompe de reprise P20	5 500,00 €	Diagnostic état / durée de vie pour voir opportunité de changer 1 ou 2 pompes
Usine Oberhoffen - Pompe de reprise P23	7 500,00 €	Diagnostic état / durée de vie pour voir opportunité de changer 1 ou 2 pompes
Usine Oberhoffen - Pot de mélange démanganiseur		Etudier solution de remplacement
Usine Oberhoffen - Pompe eau de lavage n+1	3 930,70 €	
Usine Oberhoffen - Inverseur de bouteille	782,00 €	
Usine Rohrwiller - Garnitures buselures F1F1	10 023,50 €	A faire avant mise en place de la solution provisoire de traitement métabolites
Usine Rohrwiller - Garnitures buselures F4 File 2	10 161,89 €	A faire avant mise en place de la solution provisoire de traitement métabolites
Usine Rohrwiller - Compresseur air de service	4 922,00 €	
Usine Rohrwiller - Débitmètre chlore	667,00 €	

Usine Rohrwiller - vanne pneumatique filtre 2 (02VA09)	2 553,83 €	
Réservoir Bischwiller - Compteur entrée DN150	1 053,00 €	
Réservoir Bischwiller - Compteur sortie DN200	2 245,00 €	
Réservoir Ohlungen - Compteur entrée DN80	925,00 €	
Surpresseur Kaltenhouse - Pompe 2	2 852,00 €	Bruit sur pompe n°2
Surpresseur Ohlungen - Compteur DN65	870,00 €	
Baie informatique - PC Topkapi 1	3 000,00 €	
Baie informatique - PC Topkapi 2	3 000,00 €	
Réservoir Bischwiller - Débitmètre chlore	782,00 €	
Réservoir Bischwiller - Inverseur de bouteille	782,00 €	
Accessoires réseau - Vannes	7 852,04 €	Faire un programme triennal sur les renouvellements réseau à réaliser
Accessoires réseau - Clapets	2 600,00 €	
<b>Total</b>	<b>114 781,99 €</b>	





## Votre délégataire



Cette partie décrit notre organisation ainsi que les moyens humains et matériels que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

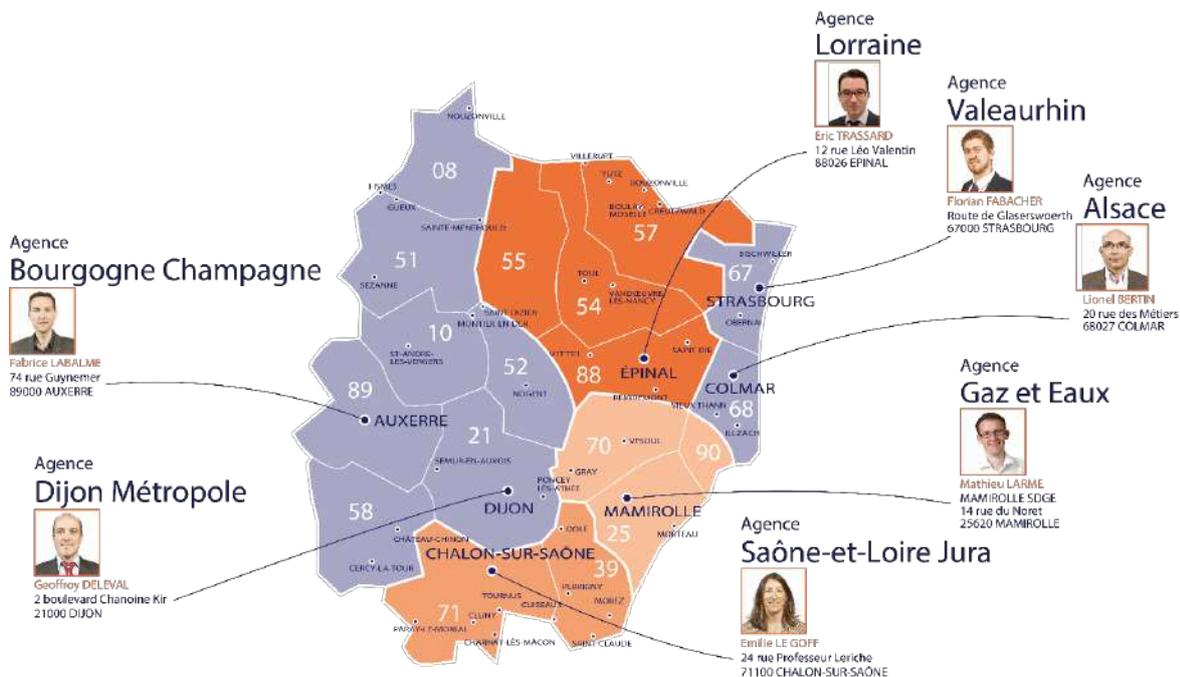
## 5.1 Notre organisation

### 5.1.1 La Région

**Dans la Région Est, SUEZ Eau France regroupe :**

- ⇒ Les régions administratives Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté.
- ⇒ 1120 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau.
- ⇒ Le siège est basé à Dijon.

Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients **7 Agences territoriales** sont ainsi en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Valeaurhin, Alsace, Gaz & Eaux, Saône & Loire Jura, Dijon Métropole et Bourgogne Champagne.





**Pierre KLONINGER**  
Directeur Région Est



**1 120**  
collaborateurs



**Périmètre géographique**

Grand Est  
Bourgogne -  
Franche-Comté



**Population couverte**  
(Eau et Assainissement)

**4 200 000**  
habitants



**Implantation**

Le siège est basé à Dijon.  
Le territoire compte plus  
de 30 sites d'embauche,  
sur 18 départements.

**Clients  
Eau potable**

**1 200 000**

**Clients  
Assainissement**

**818 000**

**Contrats  
DSP**

**436**

**Contrats  
PS**

**657**

**Usines  
d'eau potable**

**403**

**Stations d'épuration**

**423**

**Postes  
de relevage**

**1 646**

**Réseaux Eau  
+ Assainissement**

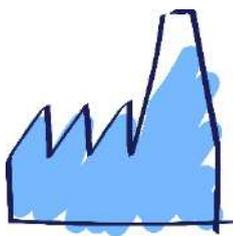
**26 638 km**



## Principaux partenaires de la Région Est

- Dijon métropole
- Eurométropole de Strasbourg
- SIVOM de Mulhouse
- Le Grand Chalon
- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Syndicat des Eaux et de Services Auxois-Morvan (SESAM)
- Dole
- Épinal
- St-Dié-des-Vosges
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue
- Communauté d'agglomération de Colmar

## Les métiers de l'activité eau concernent le petit cycle de l'eau :



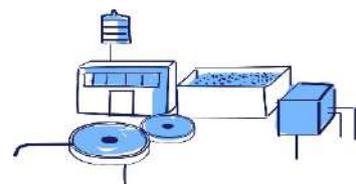
### PRODUIRE

de l'eau et protéger  
la ressource



### DISTRIBUER

l'eau et proposer des  
services innovants  
adaptés aux besoins  
des consommateurs



### COLLECTER & ASSAINIR

les eaux usées pour  
les rendre propre  
à la nature

Dans la Région Est, SUEZ imagine **des solutions innovantes** pour accompagner ses clients dans le **passage** d'un modèle linéaire qui surconsomme les ressources à **une économie circulaire qui les recycle et les valorise.**

## Valoriser et préserver la ressource

### Valoriser les boues en énergie pour la ville :

- **Boues et jus de choucroute** transformés en biogaz à la station d'épuration de Meistratzheim.
- **Projet Biovalsan** : la station d'épuration de Strasbourg a été la première en France à transformer le biogaz produit à partir des eaux usées en biométhane. Ce gaz vert est réinjecté dans le réseau de distribution et représente l'équivalent de ce que consomment 5000 logements BBC en 1 an

### Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude, degrés bleu chaleur

- **74 % des besoins en chaleur** des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- **A Chenôve**, où les 13 500 m<sup>2</sup> des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- **A la piscine des Grésilles de Dijon** ou au **Centre Nautique de Chalon-sur-Saône**, où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins



## « Eauverte à Dijon »

Depuis 2012, Dijon métropole et SUEZ récupèrent les eaux issues du drainage d'un parking du centre-ville, qui partaient jusqu'alors à l'égout. Grâce à ce procédé, nommé « Eauverte », l'eau sert à arroser les pelouses des 15 km du parcours du tramway et également au lavage des rames, des quais, de la voirie et des bus. Elle alimente également les canaux d'irrigation du jardin de l'Arquebuse. De quoi permettre au Dijon métropole d'économiser près de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau potable par an.



## INNOVER

### Pour rendre la ville plus intelligente

- **Accompagner Dijon métropole vers la métropole Intelligente**, en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- **130 000** compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO**, à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced**, permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH**, permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protection adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

### Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement**, premières SEMOP en France. Ces 2 Sociétés d'Economie Mixte à OPération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.

En avril 2021, c'est à Dijon qu'est née la 1<sup>ère</sup> SEMOP multiservices de France nommée Odivea. Elle regroupe au sein d'un seul et même contrat à la fois à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement, pour 220 000 habitants de 15 des 23 communes de Dijon métropole.





## PROTEGER LE MILIEU NATUREL

### Exploitation de la baignade naturelle Beune Côté Plage

La Communauté d'Agglomération Beune Côte et Sud a confié à SUEZ pour 7 ans la gestion des sites des Etangs d'Or et de Beune Côté Plage. Cette Délégation de Service Public innovante tend à développer l'éco-tourisme dans la région, à faire de la baignade naturelle de Montagny-lès-Beune une référence nationale « Sports & Loisirs » de proximité. Un engagement qui s'appuie sur l'expertise de SUEZ quant à la gestion du grand cycle de l'eau notamment en ce qui concerne le développement durable des milieux naturels et la mise en valeur de la biodiversité, sans oublier le suivi de la qualité des eaux de baignade.

### Gestion et aménagement du port de commerce de Givet

En janvier 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes, propriétaire du site, a confié la gestion du Port fluvial de Givet à la société Eau et Force, filiale de SUEZ. Eau et Force a pour ambition de faire du Port un exemple de gestion environnementale

## ÊTRE UN PARTENAIRE RESPONSABLE DU TERRITOIRE

### De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Initiatives Durables, le Labo des partenariats, start-up des territoires.*

### Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ **FACE VOSGES** : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ **Partenariats institutionnels** : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEEES de Strasbourg.
- ✓ **Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse** : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ **Partenariats avec des organismes sociaux** : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ **De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place** : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ **PIMMS de Dijon** : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ **La démarche Bien vivre dans son logement** : SUEZ a développé l'opération « Bien vivre dans son logement » en partenariat avec Dijon métropole, des bailleurs sociaux et les fournisseurs d'énergie. L'objectif : aider les dijonnais à réduire leurs factures d'eau et d'énergie en maîtrisant sa consommation.
- ✓ **GRETA de Dole** : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 90 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.
- ✓ **Une nouvelle formation de Technicien de Maintenance adaptée aux métiers de l'eau** : SUEZ, le pôle formation UIMM Bourgogne 21-71 et le Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) de Saône-et-Loire industrie se sont associés en 2019 pour créer une nouvelle formation qualifiante avec la remise d'un Certificat de Qualification Paritaire de la Métallurgie (CQPM). L'objectif est de former les futurs professionnels des métiers de l'eau pour déployer leur employabilité sur le territoire du Grand Chalon et des régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est.



### 5.1.2 Nos implantations

Grâce à une implantation géographique au plus proche de vous, l'Agence Alsace et votre chargé de contrat dédié offrent une grande disponibilité et réactivité pour faire face à vos exigences et celles de vos administrés.

L'Agence Alsace, basée à Colmar, rayonne sur l'ensemble du territoire via ses principaux sites d'embauche :

- ▶ Vieux-Thann (68), 17 rue Guy de Place,
- ▶ Illzach (68), 2 rue Turgot,
- ▶ Bischwiller (67), 36 rue de Rohrwiller,
- ▶ Obernai (67), 51A, rue du Général Leclerc.

Elle est née en 2017 de la fusion des Agences Territoriales Haut-Rhin et Alsace Nord pour mettre en commun des compétences et moyens complémentaires sur le périmètre géographique de l'Alsace.

L'Agence Territoriale Alsace dispose de moyens humains et matériels propres et pourra, le cas échéant, s'appuyer et bénéficier de ceux de l'ensemble de la Région Est de SUEZ.

#### CHIFFRES CLES AGENCE TERRITORIALE ALSACE

- ▶ 21 contrats de DSP Eau
- ▶ 17 contrats de DSP Assainissement
- ▶ plus de 150 ressources
- ▶ 16 stations de traitement d'eau potable
- ▶ 18 stations d'épuration
- ▶ Près de 1 900 km de réseau
- ▶ 42 000 clients eau
- ▶ 82 848 clients assainissement

### 5.1.3 Nos moyens humains

**L'Agence Alsace, placée sous la Direction de Lionel Bertin, est forte de 125 collaborateurs** compte 104 ouvriers/employés, 15 agents de maîtrise et 6 cadres. Son siège est basé à Colmar.

L'agence est composée de 3 secteurs (voir l'organigramme page suivante) :

- Secteur Haut-Rhin organisé en activité métier
- Secteur Obernai
- Secteur Bischwiller

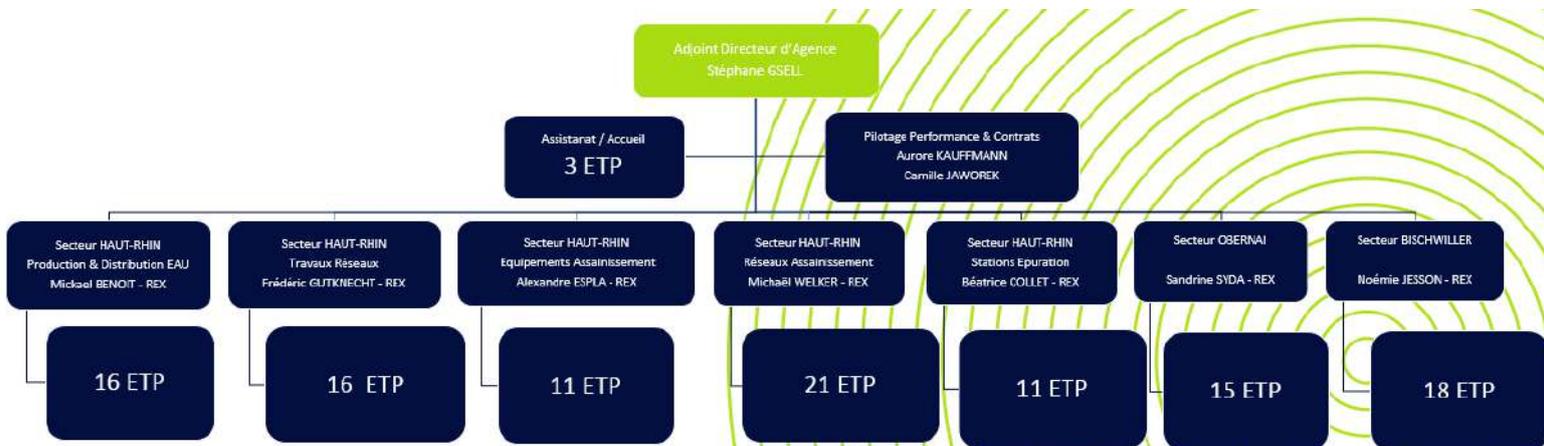
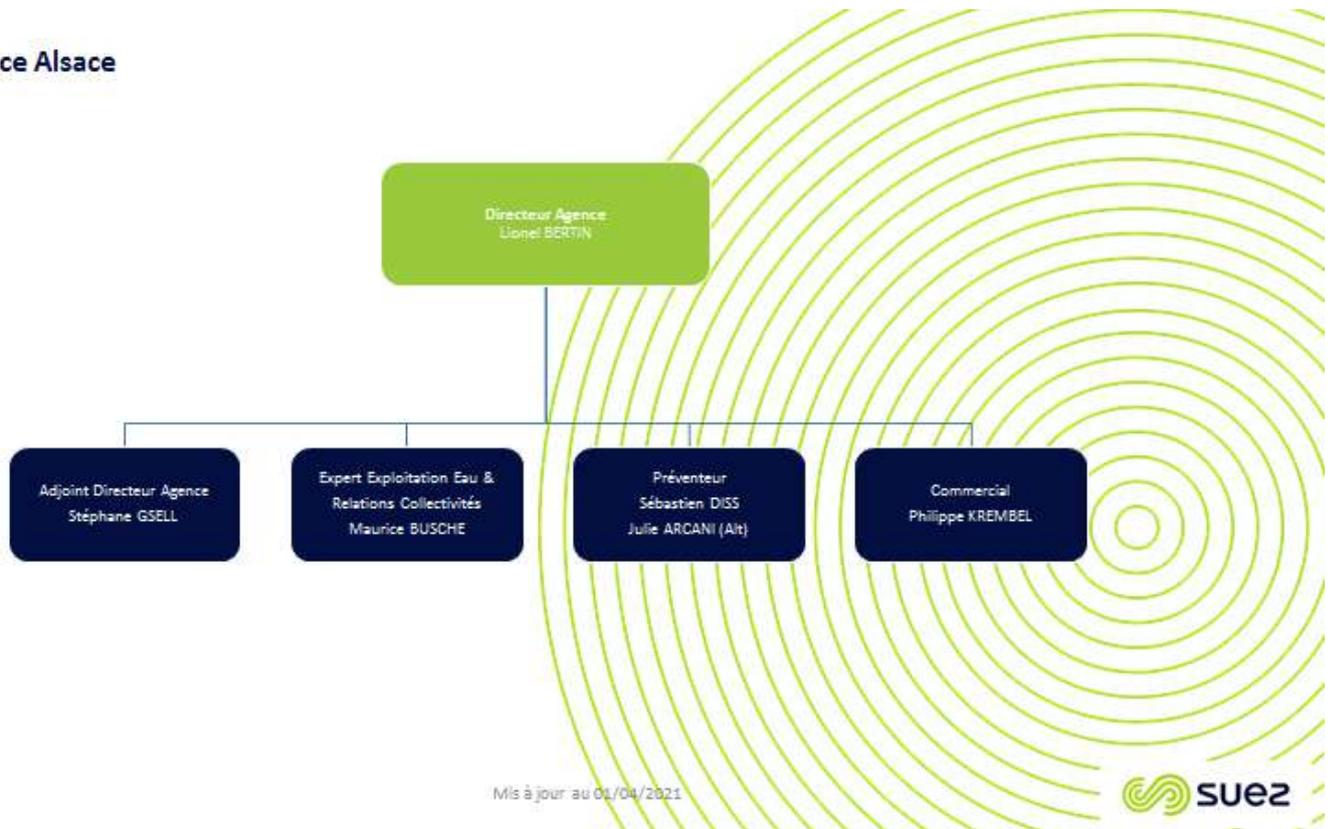
Chaque secteur est réparti en domaine d'activité EAU et ASSAINISSEMENT et s'appuie sur une cellule performance directement rattachée à la Direction de l'Agence ainsi que sur un Préventeur Santé Sécurité dédié à l'Agence.

Les Responsable d'Exploitation des différents secteurs en coordination avec la Direction de l'Agence sont les garants de la bonne execution des contrats qui y sont rattachés.

Pour renforcer notre capacité à anticiper et répondre aux attentes de nos clients, l'Agence Alsace au-delà des compétences transversales du Groupe Suez, peut s'appuyer sur un bureau d'études intégré, à même de proposer des solutions visant à optimiser nos exploitations.

A noter également la présence sur le territoire, de deux Automaticiens rattachés à notre Service Informatique Industriel et Technique et dévolus au suivi du bon fonctionnement des installations que nous gérons en Alsace.

## Agence Alsace



### 5.1.4 Nos moyens matériels

#### MATERIELS ET EQUIPEMENTS DE TRAVAUX

Le personnel sur le territoire de l'Agence Territoriale Alsace dispose de matériels adaptés à l'exploitation du service :

##### Matériel d'exploitation :

- Groupes marteau piqueur électroportatifs,
- Scie à sol,
- Pompes d'épuisement,
- Tronçonneuses, carotteuses et pilonneuses,
- Blindage de fouille,
- Détecteurs de canalisations et câbles,
- Nettoyeurs haute pression.

##### Matériel d'analyse :

- Equipement de mesures portatif (pH-mètre, turbidité, sonde de température, débitmètre ...),
- Mallettes de tests de terrain,
- Préleveurs portables,
- Etuves, réfrigérateur et divers matériels de laboratoire.

##### Matériel de maintenance électromécanique :

- Appareils de mesure électrique et hydraulique,
- Outils de programmation d'automates,
- Postes à souder.

##### Matériel de sécurité des personnes :

- Appareils respiratoires autonomes,
- Matériel de signalisation de chantier,
- Détecteurs de gaz et présence d'oxygène,
- Equipements de protection individuelle avec harnais, stop chute, masque à chlore, ...

Le parc de véhicules d'intervention se compose de :

- Véhicules atelier,
- Camions grue,
- Camions benne,
- Mini pelles,
- Camion de corrélation acoustique.



Chaque agent SUEZ dispose d'un véhicule de type utilitaire équipé du matériel de secours de première urgence, de produits d'hygiène (lingettes désinfectantes), des équipements permettant d'assurer le balisage et la signalisation de son périmètre d'intervention (cônes, plots, rubalise, gyrophare, panneau de chantier, ...) et de l'outillage adapté aux dépannages courants.

#### STOCKS DE SECURITE

Pour faire face aux incidents sur le réseau et sur les ouvrages de production, un stock de sécurité est implanté à Vieux-Thann, Obernai et Bischwiller. Il comprend notamment : des pièces de réparation pour canalisations de 60 mm à 700 mm, des pompes de secours pour les stations de pompage et le matériel électrique associé.

#### ZONES DE STOCKAGE

Nous disposons également de zones de stockage couvertes, maintenues hors gel permettant d'assurer la continuité du service.

### TELESURVEILLANCE

La plupart des ouvrages sont équipés de télésurveillance avec transmission en parallèle, dans les principaux sites d'embauche ainsi qu'au centre Viso (24/7) de la région Est basé à Dijon.



Les contrôles assurés :

- Permettent le report des alarmes en cas de détection de défaut (niveaux, pannes électromécaniques...),
- Apportent une meilleure sécurité du fonctionnement par l'information en temps réel, 24h/24h, du fonctionnement des installations (secours automatique sur défaut pompes, temps de marche, nombre de démarrage ...),
- Permettent d'anticiper les aléas par traitement sur consignes (débit maximum, consommation moyenne, trop plein...).



Les optimisations du fonctionnement sont obtenues par l'analyse :

- Des comptages (temps de marche jour/nuit, nombre de démarrages ...),
- De calculs (volumes, débits),
- Des bilans journaliers sur plusieurs jours.

### MATERIELS DE SECOURS

L'Agence Territoriale Alsace dispose de groupes de suppression de secours et groupes électrogènes pour intervenir rapidement en situation d'urgence.

#### 5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générée par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives...).

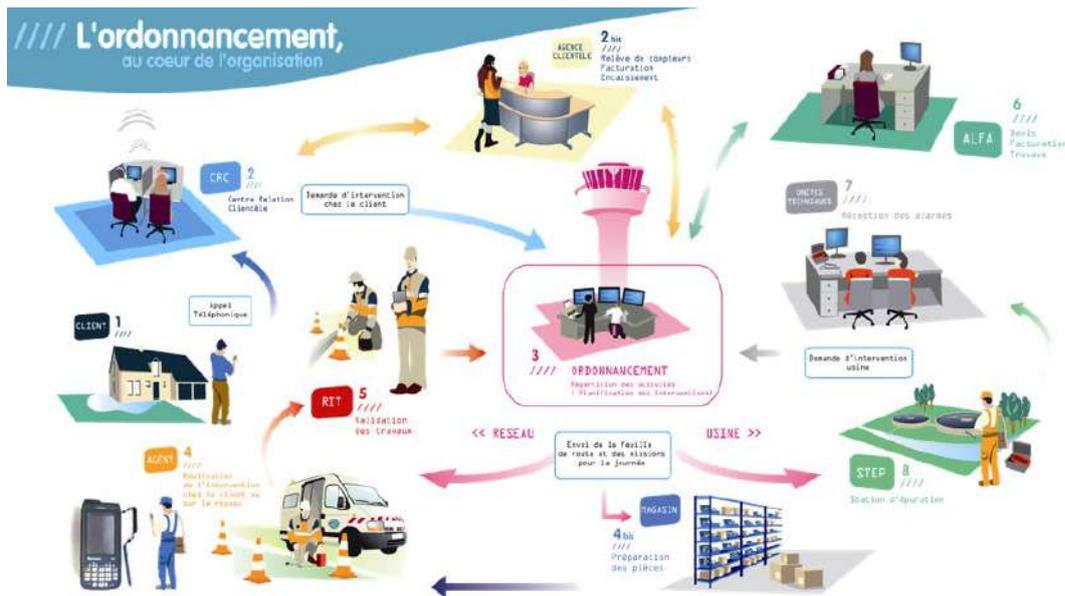
Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,

- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettant la consultation des plans ... Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc...),
- une communication facilitée avec les collectivités.



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

### 5.1.6 Les autres moyens

#### Le dispositif d'urgence et d'astreinte pour assurer la continuité des missions

En dehors des heures habituelles d'intervention de nos équipes, **nos agents d'astreinte sont mobilisables jour et nuit pour faire face à toute urgence** : rupture de canalisation, problème d'alimentation, défaut sur une installation...

En cas d'incident nous mobiliserons l'ensemble de nos moyens afin de vous garantir un délai d'intervention de :

- 1 h après l'alerte les jours ouvrés de 8h à 17h
- 1 h après l'alerte, après 17h les jours ouvrés et les week-ends et jours fériés

Notre objectif est également de :

- Rétablir l'eau au plus vite afin de limiter la gêne occasionnée, en n'excédant pas des arrêts d'eau de plus d'une demi-journée, dès que la situation le permet.

- Réparer les fuites rapidement, avec des délais maximaux totaux optimisés (du signalement à la réparation finale) : 24h pour les fuites réseau et 72h pour les fuites branchement, en temps normal et de 72h pour toutes les interventions en périodes extrêmes.

#### **UN ACCES EN CONTINU AU SERVICE D'URGENCE**

Le numéro d'urgence, le **0 977 408 408 aux heures ouvrables et le 0 977 401 124 24/24h, numéro Azur au prix d'un appel local** permet un accès rapide et continu au service d'accueil téléphonique pendant les heures d'ouverture et à la permanence téléphonique en dehors de ces heures.

#### **DES EFFECTIFS DE PROXIMITE POUR UNE REACTIVITE MAXIMALE**

Les agents d'astreinte par leur implantation locale et par leur connaissance des installations, et du territoire sont une garantie d'intervention rapide. Tous nos agents disposent d'un téléphone portable professionnel et sont joignables à tout instant.

6 agents d'astreinte sont mobilisables dont :

- 2 agents de curage et un véhicule d'intervention,
- 4 équipes de terrassement,
- 4 agents de réseau,
- 5 électromécaniciens,
- 1 automaticien,
- 2 agents de maîtrise,
- 1 cadre.

## 5.2 La relation clientèle

### 5.2.1 ODYSSEE : notre système d'information Clientèle



#### Eau France

L'outil de gestion clientèle s'appelle Odyssee et est utilisé par toutes les filières « métier » Eau France de SUEZ en relation avec les clients (Centre de Relation Clientèle, ordonnancement, comptabilité,...). Il permet :

- de répondre aux attentes croissantes des consommateurs et des collectivités en termes de services aux clients et de communication multi-canal (courrier, sms, mail, ...)
- de partager de l'information et une meilleure maîtrise des données nécessaires à la satisfaction client ;
- de vous faire bénéficier d'un système modulaire et évolutif capable d'intégrer les évolutions futures des services publics d'eau et d'assainissement.

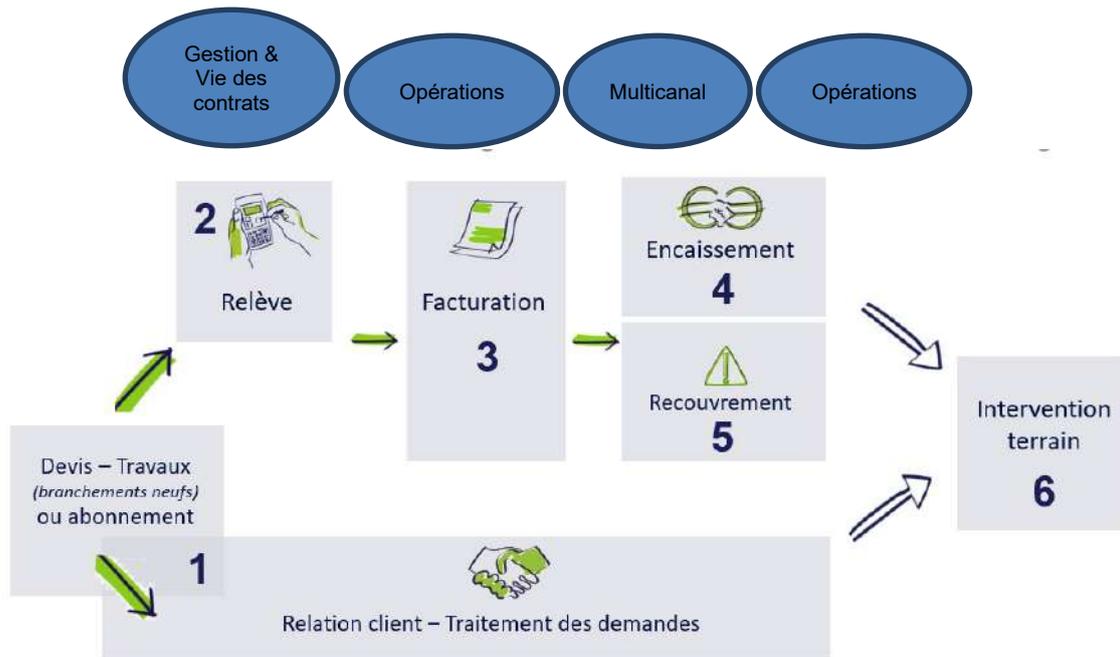
### 5.2.2 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, réseaux sociaux...), aux réglementations (Hamon, Brottes...), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axées sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui imposent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont consumer-centric, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

**Département Multicanal** : Il traite les demandes clients et propose des services additionnels. Les collaborateurs engagés sont garants de la satisfaction client. Ce département est composé de 2 services :

- Traitement de la demande : service qui traite l'ensemble des demandes client de bout en bout quel que soit le canal de communication.
- Qualité et Performance : service support qui garantit la performance de notre organisation et la satisfaction client

**Département Opérations** : Ils sont responsables des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle. Ce département est composé de 3 services :

- Support aux Opérations : service qui assure l'organisation, la gestion et le suivi des interventions terrain dans le but de satisfaire nos clients et optimiser le coût client.
- Projets : service qui pilote et coordonne les projets en lien avec le comptage (télérelève, radiorelève, ...) de l'appel d'offre à la livraison du projet dans le respect des coûts, qualité et délais.
- Interventions chez le client : service qui intervient chez le client

**Département Gestion et vie des contrats** : Ils sont garants de l'exhaustivité et de la correcte facturation DSP, travaux et prestations de services, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement. Les 4 services qui le composent sont les suivants :

- Pilotage : service qui est garant de la bonne application des contrats. Il collecte, renseigne ou fait paramétrer, met à jour les données des contrats et des tarifs. Il facture les clients/contrats spécifiques.
- Facturation : service qui s'assure de l'exhaustivité de la facturation du portefeuille client confié et des volumes consommés, dans le respect des contrats.
- Devis Facturation Travaux : service qui administre les activités travaux et Prestations de Service. Il initie les abonnements des prises neuves.
- Encaissement/ Recouvrement : service qui assure et affecte les encaissements au jour le jour, engage les actions de recouvrement sur toutes les factures dans les plus brefs délais et en mesure l'efficacité économique.
- Reporting, performance et support Commercial : service qui :
  - o est garant de la qualité/fiabilité de la donnée et du reporting en synergie avec les autres services de la Région.
  - o anime la performance des processus de la Relation Client.

- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées. Le chargé de clientèle Grand Compte gère donc toute la chaîne, de manière transverse à tous les métiers.

Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndicats, bailleurs, professionnels...)

**La satisfaction client est la concentration des efforts de tous les collaborateurs quelle que soit leur métier au sein de SUEZ Eau France, organisés autour de 6 missions :**

- 1- **Mesurer et maîtriser les consommations d'eau**
- 2- **Faciliter la relation avec nos clients**
- 3- **Optimiser la gestion client**
- 4- **Accompagner les clients fragiles**
- 5- **Informers et alerter nos clients**
- 6- **Ecouter nos clients pour nous améliorer**

### 5.2.3 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **LA RELEVÉ : UN RELEVÉ DES COMPTEURS OPTIMISÉ**

- Les releveurs : des équipes dédiées & expérimentées, formées aux règles de sécurité SUEZ Eau France déploie sur le terrain des équipes d'agents dédiés exclusivement au relevé des compteurs.

Les missions essentielles des agents effectuant le relevé des compteurs, sont :

- la remontée pertinente d'index,
- le diagnostic de dysfonctionnements constatés,
- l'enrichissement de la base de données d'informations de terrain (localisation, situation de danger, plombage du compteur, etc.)
- une réponse adaptée aux questions des clients.

- Planification de la relève : la fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.

- Annonce de la relève aux abonnés et compte-rendu de relève :

Chaque intervention fait l'objet d'une information en amont (affichage en mairie et l'envoi d'un courrier, mail ou d'un SMS d'informations aux clients avant le passage du releveur) et d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, email, sms).

## Relevé de votre compteur d'eau

**Chère cliente, cher client,**  
Nous sommes passés à votre domicile le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

En votre absence, nous n'avons pas pu procéder au relevé de votre compteur d'eau

Afin de recevoir une facture basée sur votre consommation réelle, merci de relever les chiffres sur fond noir ou blanc qui figurent sur votre compteur, comme indiqué sur le schéma ci-dessous, et de nous les communiquer dans les 24 h après notre passage :

Soit par internet sur  
[www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr)  
 dans l'espace « mon compte en ligne »

Soit par téléphone en appelant le  
 0 977 408 408 (appel non surtaxé)



Référence client : \_\_\_\_\_

En votre absence, nous avons procédé au relevé de votre compteur d'eau

Nous n'avons constaté aucune anomalie

Nous avons constaté une anomalie :

- Consommation anormalement élevée : vérifiez l'absence de fuite en relevant les chiffres de votre compteur avant votre coucher, puis au réveil sans consommer d'eau du robinet dans l'intervalle (plus de détails sur [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr))
- Fuite d'eau : contactez votre plombier
- Nous allons intervenir

## Compte rendu d'intervention

**Chère cliente, cher client,**  
Nous sommes passés à votre domicile le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ pour :

Poser votre compteur

Ouvrir votre branchement

Relever votre compteur

Poser ou maintenir le système de télérelève de votre compteur

Fermer votre branchement suite à votre demande

Retirer votre compteur

Remplacer votre compteur :

Index ancien compteur : \_\_\_\_\_

Index nouveau compteur : \_\_\_\_\_

Autre : \_\_\_\_\_

Référence client : \_\_\_\_\_

Nous n'avons pas constaté d'anomalie

Nous avons constaté une anomalie :

- Vous n'êtes pas abonné(e) à nos services. Merci de bien vouloir nous contacter sous 48 h pour régulariser votre situation. À défaut, nous serons contraints de suspendre la fourniture d'eau.
- Il y a une fuite d'eau. Nous vous conseillons d'appeler votre plombier.

Nous n'avons pas pu intervenir

Merci de nous contacter pour prendre rendez-vous.

Vous pouvez nous contacter  
 du lundi au vendredi de 8 h à 19 h  
 et le samedi de 8 h à 13 h au  
**0 977 408 408\***  
\*appel non surtaxé

- Dépose d'index par les abonnés (via le portail de dépose d'index sur photo, le compte en ligne, ou le téléphone).

Depuis janvier 2021, Eau France diversifie ses moyens de relève en proposant à ses clients d'envoyer une photo de leur compteur. La photo compteur est la dernière méthode d'acquisition des index et de contrôle digital des actifs.

Le principe est simple : L'utilisateur effectue lui-même sa relève en déposant une photo de son compteur avec l'index de consommation via un parcours client dédié dans TSME.

- Dépose d'index par les abonnés (via le compte en ligne ou le téléphone, saisie d'index seul sans photo)

Lorsqu'un compteur n'a pas pu être relevé depuis plus de 2 ans une prise de rendez-vous est organisée avec le client pour relever l'index.

Afin d'assurer la justesse et l'exhaustivité des volumes relevés, les actions suivantes sont effectuées au moment de la relève :

- un contrôle de l'évolution de la consommation d'eau du client
- un contrôle du fonctionnement du compteur
- une vérification du joint après compteur
- le plombage
- le calibrage

- **COMPTEUR D'EAU COMMUNICANT : ON'CONNECT**

La télérelève des compteurs permet au client :

- D'être alerté par e-mail, SMS ou courrier en cas de fuite ou de surconsommation
- D'être facturé en fonction des consommations réelles et non estimées, pour plus de transparence.
- De ne plus être dérangé par la relève des compteurs
- De suivre les consommations d'eau en direct sur internet pour faire des économies

• **ACTIONS DE SENSIBILISATION AUX ECONOMIES D'EAU**

Sur le site internet [toutsurmoneau.fr](http://toutsurmoneau.fr) sont présentés les clés pour comprendre sa consommation en fonction des différents usages, la comparer avec celle de foyers similaires et maîtriser son débit et sa consommation d'eau chaude pour faire des économies d'eau et d'énergie.

• **PROMOTION DE L'EAU DU ROBINET**

De nombreuses actions de sensibilisation sont déployées sur les territoires, en partenariat avec les acteurs locaux :

- Dans les écoles auprès des enfants
- Grâce à des ateliers collectifs organisés au sein d'associations
- Avec les bailleurs sociaux auprès des ménages ayant de fortes consommations d'eau
- Mise en place dans certaines régions d'observatoires sur le goût de l'eau impliquant la société dans une démarche participative locale

**5.2.4 Faciliter la relation avec nos clients**

• **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, RESEAUX SOCIAUX**



Zoom sur les contacts téléphoniques :

- Des centres de relation client SUEZ situés en **France**
- **Large amplitude horaire** : du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
- Réponse **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV)

- **Suivi et traçabilité du traitement des demandes**

Suivi de tous les canaux de contact du client (historique) permet l'analyse des comportements du client et l'identification des problèmes rencontrés

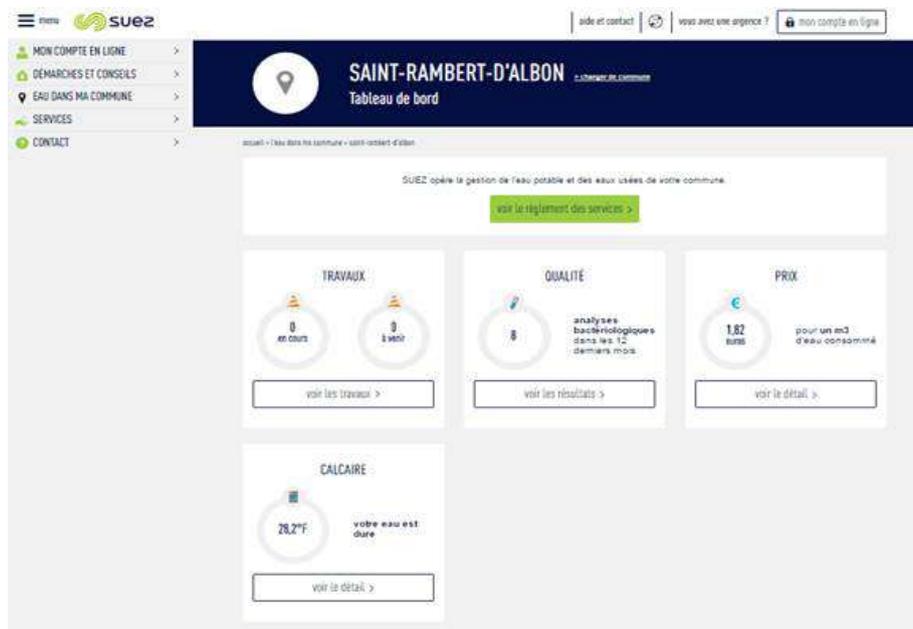
• **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2021, le site internet [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr) a accueilli en moyenne 355 000 visiteurs uniques par mois soit 74% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr), accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau



*Depuis la page **Eau dans ma commune**, le client indique le code postal de sa commune et peut ainsi tout connaître de son eau (qualité, prix, taux de calcaire) et des travaux sur le réseau (page « Eau dans ma commune » sur tousurmoneau.fr)*

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture



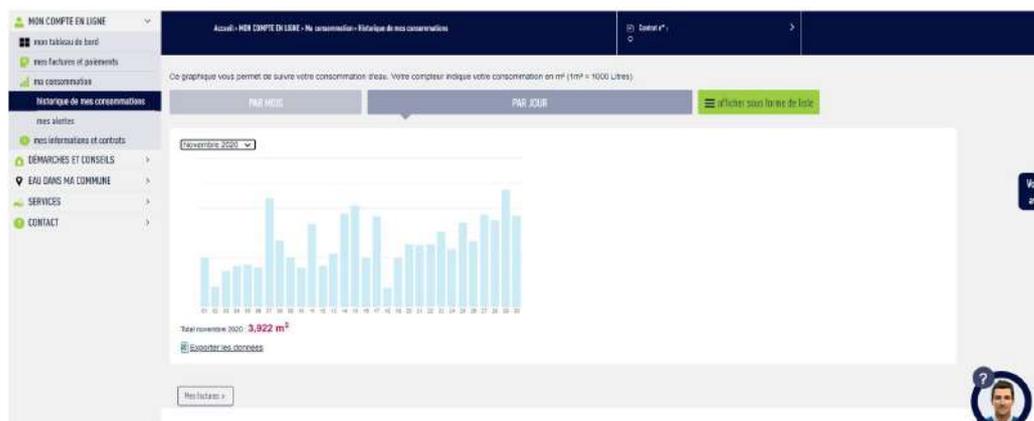
Le client peut **estimer sa consommation annuelle d'eau** en répondant à des questions sur le simulateur de consommation en ligne (page « Evaluer ma consommation » sur [toutsurmoneau.fr](http://toutsurmoneau.fr))

« **Mon compte en ligne** », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).



Le client a un **accès personnalisé et sécurisé** disponible 24h/24 7j/7 pour gérer son contrat d'eau (tableau de bord de l'espace Compte en ligne)



Le client disposant d'un **compteur télérelevé** peut avoir accès à son **historique de consommation** directement sur son compte en ligne (page « Historique de mes consommations » dans le Compte en ligne)

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépôt du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf

-formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

- Des **échanges possibles** avec le service client via les différents canaux de contact :
  - un formulaire de contact en ligne,
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

- **ACCUEILS PARTAGES**

Il s'agit de lieux d'accueil ouverts à tous (PIMMS, MSAP, Mairie) et destinés à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF, transports en commun, Suez...).

La présence de SUEZ dans ces accueils partagés via notre solution de téléprésence ou via la formation d'un agent permet aux clients de s'informer sur le service de l'eau et de communiquer avec nos chargés de clientèle pour la prise en charge de leurs demandes.

### 5.2.5 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :

- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines...)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé...)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsumoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, ...)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.

Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.

Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné (*Internet / téléphone*), TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **RECouvreMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.

Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables

- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

### 5.2.6 Accompagner les clients fragiles

SUEZ Eau France souhaite permettre à toutes les personnes, y compris les personnes en situation de fragilité, d'avoir accès à tous les services de l'eau, c'est-à-dire à l'eau en tant que telle mais aussi aux informations et services disponibles. Plusieurs services ont été mis en place :

- DEMARCHE EAU EQUITABLE** (tarification sociale multicritère, fonds de solidarité supplémentaire, chèque eau)



- PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET HANDICAPZERO :**  
L'association HandiCapZéro assure la traduction en braille ou caractères agrandis des factures et des livrets d'accueil des clients SUEZ aveugles ou malvoyants.



- PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET ACCEO :**  
SUEZ permet aux personnes sourdes ou malentendantes d'accéder par téléphone à ses services. ACCEO s'appuie sur une plateforme qui met en relation la personne sourde ou mal entendante avec un interprète ou un transcripteur traduisant la demande en temps réel à l'agent clientèle de SUEZ.



- PARTENARIAT ENTRE SUEZ EAU FRANCE ET PIMMS MEDIATION :**

Les PIMMS Médiations sont des lieux d'accueil/ interfaces de médiation entre les populations et les services publics/entreprises. Ils permettent une médiation sociale en rendant accessibles tous les services nécessaires à la vie courante comme l'accès à l'eau. L'objectif est d'être au plus près des clients les plus fragiles en les accompagnant dans leurs démarches et en les orientant vers les bons interlocuteurs.

### 5.2.7 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr), ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux...), sur les sujets suivants :

- Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
  - Le compte en ligne
  - L'e-facture (ou facture électronique)

- c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
- d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
- e. La dépose d'index en ligne

**2) Promotion des services payants via le canal téléphone et web (TSME)**

- a. Gamme de solutions assurance/assistance DolceO  
Une gamme de 4 solutions selon le type d'habitation de l'abonné (maison ou appartement) et son statut (propriétaire ou locataire). La gestion de la Relation Client est opérée pour ce service contractuel renouvelable annuellement par notre partenaire Homeserve.
- b. Service de dépannage à domicile Répar&O : dépannage plomberie essentiellement mais aussi gaz, électricité et serrurerie

Suez a un devoir de conseil pour proposer à ses clients ce type de services. Ces services sont attendus par nos clients abonnés de la part de Suez (légitimité du fournisseur d'eau à proposer ce type de service), comme le démontre chaque année le baromètre de satisfaction clients particuliers national Ifop annuel. Ces services sont proposés en rebond téléphonique sur appel entrant de nos clients dans l'ensemble de nos plateaux internes et externes.

**3) Information sur :**

- a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir...);
- b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau;
- c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule...)
- d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

**4) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :**

- a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
- b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
- c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
- d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
- e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

**5) Amélioration de la qualité relationnelle par :**

- a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
- b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
- c. Des informations sur la gestion des données personnelles
- d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention...





> Un livret d'accueil pour les nouveaux clients (remarque : pour les marques locales il s'agit d'un encart facture R/V personnalisé avec la marque locale et non d'un livret)

bienvenue chez SUEZ | Je gère mon abonnement et je maîtrise mon budget

Comment est calculé le prix de mon eau ?

Le prix de l'eau est fixé par la commune. Il est déterminé en fonction des équipements et des services nécessaires au traitement, au traitement à la distribution et à la distribution des eaux usées. Il dépend également des taxes et redevances imposées par l'Etat.

<p><b>La production d'eau potable</b></p> <p><b>46 % du prix</b></p> <p>Ce coût englobe les investissements, la maintenance des équipements et l'exploitation des usines.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Coûts et pompes à la source</li> <li>Traitement et contrôle de la qualité de l'eau</li> <li>Distribution jusqu'à vos robinets</li> </ul>	<p><b>La dépollution des eaux usées</b></p> <p><b>34 % du prix</b></p> <p>Ce coût englobe la collecte des eaux usées, leur transport, stockage, épuration et enfin le retour en milieu naturel.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Collecte des eaux usées</li> <li>Traitement en station d'épuration</li> <li>Retour en milieu naturel</li> </ul>	<p><b>Taxes et redevances</b></p> <p><b>20 % du prix</b></p> <p>Celles sont destinées à financer les investissements en faveur de l'eau. Elles sont comprises également dans la TVA.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Évaluation</li> <li>Taxe de modernisation</li> <li>Création de nouvelles installations</li> </ul>
---	--	---

Pourquoi son prix n'est-il pas le même dans toutes les communes ?

Il varie en fonction :

- De la consommation en eau (abandonnée, qualité, facilité d'accès)
- Des investissements (territoires, travaux de modernisation, création de nouvelles installations, etc.)
- De la densité de la population

Rendez-vous sur [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr)

Comment mieux maîtriser mon budget ?

Je gère mon contrat en ligne sur [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr) et accède à mes relevés, mes factures et ma facture.

<p><b>Je suis ma consommation</b></p> <p>Grâce au simulateur de consommation dans la rubrique <b>« Mes usages et conseils »</b>.</p> <p>Grâce à l'alerte fuite par email par sms* :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Active mes notifications dans la rubrique <b>« Mon compte en ligne »</b>.</li> <li>Je suis, en temps réel, mes consommations, d'eau et d'électricité les semaines.</li> <li>Je suis prévenu en cas de fuite ou de surconsommation.</li> </ul>	<p><b>J'échelonne mes dépenses</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>J'ajoute pour la mensualisation pour mieux maîtriser mon budget.</li> <li>J'échelonne le paiement de mes factures d'eau sur l'année et je reçois une échéancier pour connaître à l'avance la date et le montant exact de chaque paiement mensuel.</li> <li>Je me rends dans la rubrique <b>« Mon compte en ligne »</b>.</li> </ul>
<p><b>Je surveille mes installations et mon compteur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Je fais intervenir <b>« Mes services »</b>.</li> <li>Je fais des contrôles gratuits de vérification mes installations (quand mon compteur dégage, détection de fuite, etc.).</li> </ul>	<p><b>Je commande une intervention et je m'assure en cas de besoin</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Je télécharge de conseils de dépannage et d'assistance/urgence.</li> <li>Je m'informe dans la rubrique <b>« Urges »</b>.</li> </ul>

Je gère mon contrat en ligne sur [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr)

Je trouve des réponses et des solutions :

- actualités générales et spécifiques à ma commune,
- gestion de mon compte et suivi de ma consommation,
- gestion de paiement et conseils en cas de difficultés de paiement,
- des guides simples et utiles,
- des pages assistance et assurance.

Je pose des questions à mon assistant virtuel Olivier.

Je découvre le service de gestion de relevés de consommation sur mon compte en ligne\*\*.

Je profite de services accessibles à tous

**QCEC**

Clients **seniors** ou **malentendants** : service client gratuit. **ACCES** : service à l'écrit pour les personnes malentendantes. À la demande, la carte d'abonnement en langue des signes française ou la langue des signes complétée (plus d'infos sur [toutsurmoneau.fr](http://toutsurmoneau.fr)).

**HandiCapZero**

Clients **aveugles** et **malvoyants** : service gratuit. **HandiCallers** permet de recevoir les factures d'eau en braille ou en caillebotte après leur simple demande auprès de votre service client au 09 77 406 406.

\* Si nécessaire, un appel pour la détection de surconsommation. \*\* CC-BY-NC. Consultez les conditions d'accès à ce service sur [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr).

\*\* Service disponible uniquement pour la détection de surconsommation. CC-BY-NC. Consultez les conditions d'accès à ce service sur [www.toutsurmoneau.fr](http://www.toutsurmoneau.fr).



Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture...), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

## 5.2.8 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client... tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.

Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

**1fois/an auprès des clients directs** (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).

En moyenne, **1 300 interviews**.

**Le baromètre de satisfaction national évalue :**

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

**Le baromètre de satisfaction régional évalue :**

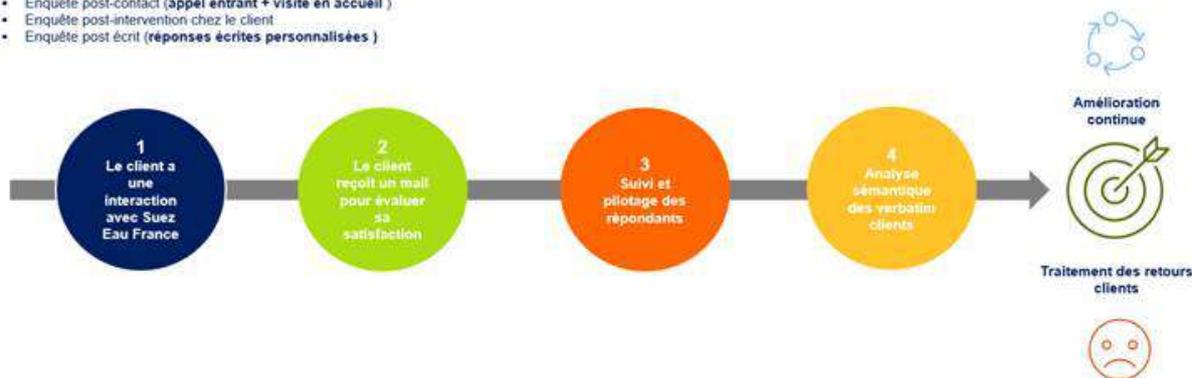
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** (sauf pour Bordeaux Métropole) pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- **Enquête post-intervention** afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,

- Enquête post-contact (**appel entrant + visite en accueil**)
- Enquête post-intervention chez le client
- Enquête post écrit (**réponses écrites personnalisées**)



- **TEST NOUVEAUX SERVICES AUPRES DE NOS CLIENTS POUR AJUSTEMENT AVANT LANCEMENT**

Avant lancement sur le marché national d'un nouveau service, nous réalisons toujours un test sur une région pour vérifier que le service convient bien aux besoins et fonctionne correctement, l'ajuster si nécessaire avant de le déployer au niveau national.

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaître les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

### **5.2.9 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement**

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.

 <b>SUEZ s'engage auprès de vous !</b> <b>CHARTRE NATIONALE D'ENGAGEMENTS</b> 	
<b>ENGAGEMENT SERVICE CLIENT</b>	
<p><b>1</b> NOUS SOMMES À VOTRE ÉCOUTE, DISPONIBLES ET RÉACTIFS</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous vous proposons une relation en ligne 24h/24 sur notre site web <a href="http://www.toutcurmoneau.fr">www.toutcurmoneau.fr</a> et sur votre compte en ligne.</li> <li>- Nous répondons à toute question relative à votre abonnement, facture, paiement etc. par téléphone, e-mail, courrier.</li> <li>- En situation de handicap nous mettons à votre disposition des services adaptés pour que vous puissiez gérer votre contrat d'eau en toute autonomie (plateforme spécifique pour les sourds et malentendants, facture en braille et caractères agrandis pour les déficients visuels).</li> </ul>
<p><b>2</b> NOUS VOUS CONTACTONS QUAND C'EST UTILE POUR VOUS</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En cas de consommation anormale identifiée lors du relevé de votre compteur d'eau.</li> <li>- En cas de restriction de consommation d'eau ou d'importante coupure d'eau programmée.</li> </ul>
<p><b>3</b> NOUS VOUS AIDONS À TROUVER DES SOLUTIONS EN CAS DE DIFFICULTÉS DE PAIEMENT</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous recherchons des solutions personnalisées en cas de difficultés de paiement (abandonner, aides CCA3, Fonds de Solidarité Logement etc.).</li> </ul>
<b>ENGAGEMENT ÉCOUTE CLIENT</b>	
<p><b>4</b> NOUS NOUS ENGAGEONS À PRENDRE EN COMPTE VOTRE SATISFACTION APRÈS CHAQUE CONTACT AVEC SUEZ</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous vous envoyons en court questionnaire de satisfaction par e-mail après chaque intervention à votre domicile et/ou contact avec notre service client.</li> <li>- Nous prenons en compte vos commentaires dans le cadre de l'amélioration continue de nos services et de nos solutions.</li> </ul>
<b>ENGAGEMENT QUALITÉ DE L'EAU</b>	
<p><b>5</b> NOUS VOUS GARANTISSONS UNE EAU DE QUALITÉ</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des contrôles réguliers de la qualité de l'eau sont assurés par le ministère de la Santé et SUEZ. Pour être déclarée potable et être distribuée, l'eau doit satisfaire plus de 50 critères sanitaires (qualité bactériologique, chimique) ainsi qu'à de nombreuses obligations (contrôle des installations, respect de l'environnement, etc.).</li> </ul>
<p><b>6</b> NOUS NOUS ENGAGEONS À VOUS INFORMER SUR SA COMPOSITION ET SA QUALITÉ</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous vous informons sur les caractéristiques essentielles de votre eau (calcaire, pression, pH etc.) : informations en ligne sur notre site <a href="http://www.toutcurmoneau.fr">www.toutcurmoneau.fr</a>, rubrique « eau dans ma commune » ou par téléphone.</li> <li>- Nous vous envoyons une présentation de la qualité de l'eau une fois par an avec votre facture. Celle-ci est également affichée dans votre mairie.</li> </ul>
<b>ENGAGEMENT ENVIRONNEMENT</b>	
<p><b>7</b> NOUS NOUS ENGAGEONS À VOUS AIDER À MIEUX CONSOMMER</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nous mettons à votre disposition :             <ul style="list-style-type: none"> <li>- des conseils écologiques (sensibilisation sur les bons usages de l'eau),</li> <li>- un suivi de votre consommation sur votre compte en ligne pour mieux comprendre et maîtriser vos consommations.</li> </ul> </li> <li>- Si votre commune a fait le choix de la tarification vous êtes alertés de toutes suspicions de fuite ou en cas de surconsommation.</li> </ul>
<p><b>8</b> NOUS NOUS ENGAGEONS À INTERVENIR RAPIDEMENT POUR TOUTE SITUATION D'URGENCE SUR LE RÉSEAU PUBLIC</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nos équipes techniques sont disponibles 24h/24 et 7j/7 pour répondre aux urgences.</li> <li>- Lors d'un incident sur le réseau d'eau de votre quartier nous intervenons au plus vite pour limiter les dégâts.</li> </ul>







# | Glossaire



## PRINCIPALES DÉFINITIONS

### A

- **Abandon de créance**

Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**

Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation).

L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**

Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement autonome).

- **Accessoires**

Organe connecté au réseau eau : purge, ventouse, vanne, clapet.

- **Appareil de fontainerie**

Organe de distribution d'eau de type : poteau d'incendie, fontaine, borne de puisage, bouche d'incendie, bouche de lavage, bouche d'arrosage.

- **Autorité organisatrice**

Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

### B

- **Branchement eau**

Tuyau connecté à la canalisation publique et permettant la distribution d'eau. Il est caractérisé par son diamètre et son matériau.

### C

- **Certification ISO 9001**

Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**

Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**  
Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.
- **Conduite d'adduction**  
Conduite qui relie les ressources et les usines de traitement aux réservoirs et/ou zones de consommation, normalement sans branchements directs pour les consommateurs.
- **Conduite principale**  
Conduite maîtresse assurant le transport de l'eau dans une zone à alimenter (normalement sans branchements directs pour les consommateurs).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**  
Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, ...) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**  
Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Compteur**  
Compteur d'eau froide ou d'eau chaude, en comptage de tête ou en divisionnaire : c'est un dispositif de comptage qui est précédé d'un robinet et peut être équipé d'un clapet anti-retour. Il constitue la limite de responsabilité de l'entreprise et est caractérisé par son diamètre.

---

## D

---

- **Débitmètre**  
Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide, liquide ou gazeux. Le débitmètre peut être utilisé soit pour faire de la sectorisation de réseau d'eau potable, soit pour mesurer précisément la consommation de gros abonnés (usines, hôpitaux).
- **Détendeur**  
Appareil qui, monté sur une installation de vapeur, d'eau ou de gaz, a pour rôle de maintenir constante la pression en aval, pour toute valeur supérieure de la pression en amont.
- **Disconnecteur**  
Appareil qui empêche les retours d'eau des parties privatives vers le réseau public de distribution d'eau potable. C'est un dispositif de sécurité pour protéger le réseau d'alimentation d'eau.

---

## E

---

- **Échantillon**  
Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Émetteur**  
Système électronique connecté au compteur permettant la télérelève ou la radiorelève de son index.

---

## H

---

- **Habitant**  
Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.

- **Habitant desservi**

Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

---

I

---

- **Indice linéaire de perte (ILP)**

$ILP = (\text{volume mis en distribution} - \text{volume consommé autorisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ jours}$ .  
L'unité est en m<sup>3</sup>/km/j

- **Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)**

$ILVNC = (\text{volume MED} - \text{volume comptabilisé}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$   
ou  $(\text{volume MED} - \text{volume consommé avec compteur "facturé ou gratuit"}) / \text{longueur du réseau} / 365 \text{ ou } 366$ . Il est différent de l'Indice Linéaire de Perte (ILP), car il intègre, en tant que pertes, les volumes sans comptage et les volumes de service du réseau, alors que l'ILP les décompte. Il est peu utilisé actuellement dans les contrats L'unité est en m<sup>3</sup>/km/j).

---

L

---

- **Linéaire de réseau de desserte**

Longueur des canalisations de desserte en eau potable du périmètre affermé excluant le réseau de transport, mesurée depuis le point de sortie des unités de potabilisation, jusqu'aux points de raccordement des branchements ou points de livraison à d'autres services.

---

M

---

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**

Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

---

N

---

- **Nombre d'abonnés**

Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, ...).

- **Nombre d'habitants**

Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

---

P

---

- **Perte apparente**

Volume d'eau non facturé pour les raisons suivantes : vol d'eau, compteur bloqué ou à l'envers, pertes clientèle (fichier client pas à jour, gestion des inactifs, branchement neuf non créé en clientèle, ...).

- **Perte réelle**

Volume d'eau perdu sur conduite de transfert, de distribution, sur branchement et réservoir.

- **Poteau incendie**

Il permet aux services de lutte contre l'incendie (pompiers) de puiser l'eau du réseau. On parle aussi de bouche incendie.

- **Prélèvement**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prélocalisation**

Après avoir sectorisé un réseau de distribution d'eau potable, la prélocalisation des fuites d'eau permet de repérer avec plus de précisions la zone du réseau où se situe la fuite. Généralement exécutée la nuit, la prélocalisation consiste à fermer successivement et à intervalle régulier les vannes de sectionnement du secteur d'étude et de vérifier au compteur situé à l'entrée de la zone de sectorisation le débit de nuit.

- **Purge**

Placée au point bas du réseau de distribution d'eau potable elle permet la vidange des conduites.

## R

---

- **Réclamation**

Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Regard**

Ouvrage compact permettant de loger le dispositif de comptage et d'y avoir accès.

- **Régulateur de débit**

Soupape placée sur une conduite sous pression dont l'ouverture est limitée par un dispositif réglable, de manière à limiter le débit à une certaine valeur.

- **Rendement**

Rendement = (volume consommé autorisé+volume vendu en gros)/(volume produit+volume acheté en gros)

Ou = (volume consommé avec compteur (facturé ou gratuit)+volume consommateur sans comptage+volume de service réseau+volume vendu en gros)/(volume MED+volume vendu en gros)  
L'unité est en %.

Remarque : ce rendement, dit "IDM", peut être calculé soit en année civile, soit sur la période de relève, rapportée à 365 jours.

- **Réseau de desserte**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation ou branchements.

- **Réseau de distribution**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

## S

---

- **Stabilisateur d'écoulement**

Le stabilisateur d'écoulement permet d'atténuer les perturbations hydrauliques liées à la présence d'un accident de canalisation (coude, vanne, réduction) en amont d'un compteur d'eau.

- **Stabilisateur de pression**

Le régulateur de pression va maintenir une pression d'eau en aval constante suivant la valeur que l'on aura réglée. Cette pression ne variera pas quelque soit la consommation des abonnés. En revanche, la pression en amont du régulateur de pression va quant à elle varier.

**V**

- **Vanne**  
Une vanne est un dispositif qui sert à arrêter ou modifier le débit d'un fluide liquide en milieu libre (canal) ou en milieu fermé (canalisation).
- **Vidange**  
Action de vider un réservoir ou une canalisation de son contenu.
- **Ventouse**  
Accessoire de robinetterie que l'on retrouve sur les réseaux de distribution d'eau potable et qui permet, placée sur les point haut du réseau, de faire sortir ou entrer l'eau dans les canalisations lorsque celles-ci se vident ou se remplissent.
- **Volume comptabilisé - E**  
Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés et des autres usagers (services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendie avec compteurs, ...), qu'ils soient facturés ou non.
- **Volume consommé sans comptage (ou consommateurs sans comptage) - F**  
Le volume consommé sans comptage est l'estimation du volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation (essai de poteaux incendie, lavage voirie, espaces verts, fontaines sans compteur, chasse d'eau vers l'assainissement, manœuvre incendie).
- **Volume consommé autorisé - H**  
Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume consommé par les clients, du volume consommateurs sans comptage et du volume des eaux de service du réseau.
- **Volume exporté - C**  
Le volume exporté est le volume d'eau potable envoyé vers un service d'eau extérieur : vente d'eau en gros, export gratuit (vers contrat LDEF ou non).
- **Volume importé - B**  
Le volume importé est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).
- **Volume livré au réseau (VLAR)**  
Le volume livré au réseau est la somme du volume d'eau produit et du volume acheté en gros qui est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).
- **Volume prélevé – A'**  
Le volume prélevé correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel.
- **Volume produit - A**  
Le volume produit correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel auquel on soustrait les besoins usine. Ils sont comptabilisés en sortie des stations de production.
- **Volume de service production – A''**  
Le volume de service production (ou besoins usine) correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins de la production.
- **Volume de service du réseau - G**  
Le volume de service de réseau correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins propres du service des eaux (nettoyage de réservoirs, désinfection après travaux, purge et lavage de conduite, surpresseurs et pissettes, analyseurs de chlore).
- **Volume mis en distribution (VMED)**  
Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

- **Volume exporté en gros (ou vendus à d'autres services d'eau potable)**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur.

- **Voirie**

Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard).

## LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Source : *Observatoire National des services d'eau et d'assainissement*

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 15, dont 3 indicateurs descriptifs et 12 indicateurs de performance. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'utilisateur. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

### 1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis (code D101.0)**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Prix TTC du service au m<sup>3</sup> pour 120 m<sup>3</sup> (code D102.0)**

Le prix au m<sup>3</sup> est calculé pour une consommation annuelle de 120 m<sup>3</sup> (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Il intègre :

- la rémunération du service : part collectivité et part délégataire
- les redevances/taxes
- le montant facture 120 m<sup>3</sup>

Formule = (montant HT de la facture 120m<sup>3</sup> au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m<sup>3</sup> au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m<sup>3</sup> au 1er janvier de l'année N+1)/120

- **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai (code D151.0)**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquels le délai est respecté.

### 2. Indicateurs de performance

- **Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité (code P101.1 et P102.1)**

#### A. Pour ce qui concerne la microbiologie :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/jour : pourcentage de prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants ou produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.

Formule =  $(1 - \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes} / \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques}) \times 100$

#### **B. Pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques :**

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/jour : pourcentage des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.
- identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité.

Formule =  $(1 - \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non-conformes} / \text{nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques}) \times 100$

#### **• Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (code P103.2B)**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

#### **Partie A : plan des réseaux (15 points)**

- 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures.
- 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux).

#### **Partie B : inventaire des réseaux (30 points)**

- 10 points acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - . existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
  - . la procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- de 1 à 5 points supplémentaires : les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.
- de 0 à 15 points supplémentaires : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.

#### **Partie C : autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)**

- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.
- 10 points supplémentaires : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution.
- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.
- 10 points supplémentaires : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement.
- 10 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- 5 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

- **Rendement du réseau de distribution (code P104.3)**

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Le rendement est exprimé en pourcentage.

Formule = (volume consommé autorisé+volume exporté)/(volume produit+volume importé)

- **Indice linéaire des volumes non comptés (code P105.3)**

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution-volume comptabilisé)/365/longueur de réseau (hors linéaires de branchements)

- **Indice linéaire de pertes en réseau (code P106.3)**

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

Formule = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/365/longueur de réseau de distribution (hors linéaires de branchements)

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (code P107.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.

Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (code P108.3)**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % : dossier déposé en préfecture
- 60 % : arrêté préfectoral

- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Formule = moyenne pondérée de l'indice d'avancement de la protection de chaque ressource par le volume produit par la ressource

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P109.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.

Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/(volume comptabilisé domestique+volume comptabilisé non domestique (facultatif))

- **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (code P151.1)**

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau imprévues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.

Formule = nombre d'interruptions de service non programmées/nombre d'abonnésx1000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (code P152.1)**

Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s'applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable (l'indicateur descriptif D151.0 rend compte de cet engagement).

- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P154.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

- **Taux de réclamations (code P155.1)**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.

Formule = (nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur+nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité (facultatif))/nombre d'abonnésx1000



# Annexes

## 7.1 Annexe 1 : Synthèse réglementaire

### COMMANDE PUBLIQUE

**LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

**Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : la commande publique et l'environnement**

« Art. L. 3-1. - La commande publique **participe à l'atteinte des objectifs de développement durable**, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »

« Au plus tard le 1er janvier 2025, l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat. Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »

L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale**, dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER)** (l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié)  
Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés) : Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution** : Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière, l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.

- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.
- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

#### **LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République**

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

#### **Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité**

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, *Simonsen & Weel A/S*, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

#### **Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives**

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

#### **Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :**

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

#### **GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT**

## Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315>

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

**La date de fin du report** de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1<sup>er</sup> juin 2021.

## LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527>

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

## LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

Des mesures sont dans le titre V « *se loger* » (art 249 de la loi) et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels** :

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :  
*Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise. Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.*
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels

« Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :

« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;

« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;

« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;

« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.

« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

## **ASSAINISSEMENT**

**Arrêté du 26 février 2021 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043190509>

**LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

### **Les mesures visant l'assainissement**

- **Article 63 de la loi modifiant le volet contrôle et sanctions en matière de raccordement** fixé par le code de la santé publique sur plusieurs points :
  - ✓ Modification de l'article L 2224.8 du CGCT en matière de contrôle
    - II. – Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.
    - « Le contrôle du raccordement est notamment réalisé pour tout nouveau raccordement d'un immeuble au réseau public de collecte des eaux usées conformément au premier alinéa de l'article L. 1331-1 du même code et lorsque les conditions de raccordement sont modifiées. A l'issue du contrôle de raccordement au réseau public, la commune établit et transmet au propriétaire de l'immeuble ou, en cas de copropriété, au syndicat des copropriétaires un document décrivant le contrôle réalisé et évaluant la conformité du raccordement au regard des prescriptions réglementaires. La durée de validité de ce document est de dix ans. Le contrôle effectué à la demande du propriétaire de l'immeuble ou du syndicat des copropriétaires est réalisé aux frais de ce dernier et la commune lui transmet ce document dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat. »
  - ✓ Modification de l'article L1331-4 du code de la santé publique en matière de sanction :
    - Les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et doivent être réalisés dans les conditions fixées à l'article [L. 1331-1](#). Ils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement par les propriétaires.
  - ✓ Modification de L1331-11-1 du code de la santé publique en matière de contrôle
    - Lors de la vente de tout ou partie d'un immeuble à usage d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, le document établi à l'issue du contrôle des installations d'assainissement non collectif effectué dans les conditions prévues au II de l'article [L. 1331-1-1](#) du présent code et daté de moins de trois ans au moment de la

signature de l'acte de vente est joint au dossier de diagnostic technique prévu aux articles L. 271-4 et [L. 271-5](#) du code de la construction et de l'habitation.

« Au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente de tout ou partie d'un immeuble, le notaire rédacteur adresse à titre de simple information par tous moyens, y compris par voie dématérialisée, à l'autorité compétente en matière d'assainissement émettrice du document mentionné au 8° du I de l'article L. 271-4 du même code une attestation contenant la date de la vente, les informations nécessaires à l'identification du bien vendu ainsi que les nom et adresse de l'acquéreur de ce bien. »

## **EAU POTABLE**

**Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades**

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/>

L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles. Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.

Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).

L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.

Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.

*A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.*

**Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625>

**Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615>

Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.

Objet : adaptation du [code de la santé publique](#) au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs

de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACH et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révisé les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du [code de l'environnement](#) et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

## **LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

### **Les mesures de protection de la ressource**

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : « **protéger les écosystèmes et la diversité écologique** » (cf intégré dans le titre 1<sup>er</sup> qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1<sup>er</sup> (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**  
*L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.*  
**« Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation. »**  
*Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.*  
*Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.*
- **Article 46** visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :  
*I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.*  
*II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.*
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)  
*I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau**, les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE**. Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.  
**« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces**

mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article [L. 212-3](#), notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article [L. 211-1](#), des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article [L. 212-1](#) ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

#### Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables, **soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales
  - « Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.**

**Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015>

Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

**Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462>

**Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource"** : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels. " "

**Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).**

**Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages** : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier

**Principe 1 : notion de "Volumes prélevables"** servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).

Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).

**Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin** dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (...), l'organisme unique de gestion collective (...), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (...). "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (...) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".

**Principe 3 : meilleure gestion de crise** Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

**Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816>

Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

### **Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137>

Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.

Objet : composition du Comité national de l'eau.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

## **ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE**

### **Volet procédure**

### **Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267>

Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public. Il entre en vigueur au **1<sup>er</sup> août 2021**.

Volet évaluation environnementale : A compter du 1<sup>er</sup> Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.

Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
  - o Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
  - o Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
  - o Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
    - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
    - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
  - o L'étude d'impact actualisée ;
  - o Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;

- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1<sup>er</sup> août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1<sup>er</sup> août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1<sup>er</sup> août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

### **Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194>

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1<sup>er</sup> août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc....

**1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact :** Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

**2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST :** L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

**3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale :** L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcément par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).

L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).

Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

**4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale** : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

**5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE** : L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

**6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur »** : L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

**7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales** : La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

**8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement** : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

**9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle** : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

**10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure :** Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964\*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

#### **Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021**

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960>

Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2

Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :

- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

#### **Volet ICPE**

**Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorfext000043173093>

**Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463>

L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)

Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).

#### **Informations requises par lots de fabrication**

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O<sub>2</sub> ou de CO<sub>2</sub>, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

#### **Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs**

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).
- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

**Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)**

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

**Les délais d'application** sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes**,
- Dès le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

**Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412>

**Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651>

**Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543>

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,...).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
  - o « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm<sup>3</sup> /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
  - o « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm<sup>3</sup> /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.  
Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

**Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158>

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.

Objet : modification de la nomenclature des ICPE.

Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.

Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

### **Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145>

Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.

Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles [L. 512-6-1](#), [L. 512-7-6](#) et [L. 512-12-1](#) du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révisé en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.

Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.

L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.

Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.

Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.

Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

### **Volet IOTA**

#### **Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845>

Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.

Objet : modification des articles [R. 211-29](#) et [R. 211-30](#) du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article [R. 214-1](#) relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des [articles L. 214-1 à L. 214-6](#) du code de l'environnement.

Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.

Le décret modifie les articles [R. 211-29](#) et [R. 211-30](#) du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues

d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

**Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142>

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.

Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants. Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.

Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

**VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE**

**LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924>

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : **Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable**  
Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans.* »
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable  
« *X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans.* »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive** (nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive  
« *Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction.* » ;
- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation (**art L231.1 du code de l'environnement**)

Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (**art L231.2 du code de l'environnement**)

**Et l'introduction du fameux écocide en ces termes**

« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.

« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.

« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.

« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.

« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.

« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

## DECHETS

### Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorf/text/000043294613>

Texte pris en application de la loi AGECE pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").

**Objectif 1 :** faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.

Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments". Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".

Sont concernés les terres excavées et sédiments "dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet". Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau".

Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m<sup>3</sup>".

### **Objectif 2 :** moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux

Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets".

Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.

Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

**Alerte :** Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.

Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

**Exclusions :** les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.

**Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022** "de façon à permettre de développer et de mettre en service les télé-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information".

### **Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881>

Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo

Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGECE qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et [éviter l'élimination de déchets recyclables](#) (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).

Il vise les installations de stockage de déchets de la [rubrique ICPE 2760-2-b](#) et les installations d'incinération de déchets non dangereux ([rubrique 2771](#)). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.

**Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation :** L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.

En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.

Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. « Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs », précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.

L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.

Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaler la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.

L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

### **Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059>

Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive 2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGECE. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.

Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

**Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet :** Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

**Critères de sortie de statut de déchet.** Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

**Attestation de conformité.** Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

**Système de gestion de la qualité.** Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m<sup>3</sup>, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

**Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091>

### L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit " une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet"**), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle.** Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

### Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563>

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

### Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475>

Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

### Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853>

Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :

« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> ;

« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de [l'article R. 4411-6 du code du travail](#). » ;

Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des

diagnostics et formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

**Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887>

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

**Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744>

L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

**Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891>

**Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460>

Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.

Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.

Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le [code de l'environnement](#). Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

**Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484>

Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.

Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.

Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

**Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414>

**Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383>

**Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389>

Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux**, de déchets POP, y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.

Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par [l'article R. 541-45 du code de l'environnement](#). Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux [articles R. 541-45 du code de l'environnement](#), qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.

Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

**Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414>

Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.

Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par [l'article R. 541-45 du code de l'environnement](#), pour les déchets contenant de l'amiante.

Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à [l'article R. 541-45 du code de l'environnement](#) en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à [l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005](#). Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.

Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

**DECHETS /VOLET BOUES**

**Décret n° 2021-147 du 11 février 2021 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845>

Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des [articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement](#).

Principe de mélange de boues entre elles et avec des DND.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur au lendemain de sa publication.

- a) Le **mélange de boues de diverses STEU** dans des unités de stockage ou de traitement communs, en vue de leur épandage, est autorisé par principe et sans autorisation à avoir sous réserve que chaque gisement respecte le décret épandage de 1997 codifié + son arrêté de janvier 1998 ; nécessite de traçabilité.
- b) Le **mélange de boues avec d'autres « déchets non dangereux »** peut se faire avec l'autorisation écrite préalable de la police de l'eau sous réserve que les déchets composant le mélange pris séparément soient conformes aux prescriptions techniques de l'épandage sur les sols agricoles et dès lors que l'objet de l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques des boues à épandre : nécessité de le démontrer dans le dossier de demande et nécessaire traçabilité. Pas possible si boues polluées.

**Arrêté du 20 avril 2021 modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043534752>

L'arrêté du 20 avril 2021 a modifié les dispositions de l'arrêté du 30 avril 2020 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la crise de covid-19. Ces dispositions ont été complétées afin de rendre possible l'épandage de boues dans d'autres situations que celles décrites dans l'arrêté du 30 avril 2020 initial. Ainsi, il est désormais également possible d'épandre des boues dans les deux cas supplémentaires suivants :

- Les boues ont fait l'objet d'un traitement par chaulage suivi d'un stockage de 3 mois, séchage solaire ou digestion anaérobie suivie d'un stockage de 4 mois et une analyse par lot confirme un taux d'abattement en coliphages somatiques supérieur ou égal à 4 log ;
- Les boues sont obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rhizofiltration ou ont fait l'objet d'un traitement par rhizocompostage. Les boues doivent être extraites après une mise au repos du dispositif de traitement pendant au moins un an, sans que celle-ci n'entraîne de dysfonctionnement du système d'assainissement.

**Décret n° 2021-1179 du 14 septembre 2021 relatif au compostage des boues d'épuration et digestats de boues d'épuration avec des structurants**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044041375>

Ce décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues.

Le ratio de mélange « structurants-boues R » évoluera selon la chronologie suivante :

- **A compter du 1er janvier 2022,  $R \leq 100$  % ;**

- **A compter du 1er janvier 2024,  $R \leq 80$  % ;**

- Au plus tard le **1er janvier 2026**, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie remet au ministre chargé de l'environnement un rapport sur la disponibilité du gisement de déchets verts pour la valorisation organique des déchets alimentaires triés à la source et sur l'opportunité de modifier le seuil du ratio R au vu des besoins en matières fertilisantes utilisables en agriculture biologique.

**ENERGIE VERTE**

**Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190>

Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

**Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité**

Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

**Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724>

Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.

Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm<sup>3</sup> bioCH<sub>4</sub>/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm<sup>3</sup>/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

**Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne>

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre 2021 et est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFIP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFIP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier 2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.

Par ailleurs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire n° 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

## **URBANISME**

### **Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712>

Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.

Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.

Le [code des relations entre le public et l'administration](#) pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la [loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018](#) portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions réglementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du [code de l'urbanisme](#) avec les dispositions du [code des relations entre le public et l'administration](#) en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

### **Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme**

<https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646>

L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

## **SECURITE DES INTERVENTIONS**

### **Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545>

Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.

Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté. Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise

appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

### **Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086>

**Objet** : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.

**Entrée en vigueur** : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.

#### **Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :**

A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).

**Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF.** A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.

**La première étape est de faire un état des lieux** pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

### **Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682>

L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

### **Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905>

**Publics concernés** : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.

**Objet** : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.

**Entrée en vigueur** : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.

**Notice** : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.

L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

### **Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943>

**Objet** : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

**Entrée en vigueur** : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

### **Contenu :**

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

### **LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445>

**Objet :** La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

**Entrée en vigueur :** entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

### **Contenu :**

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques.

Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

### **Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231>

**Objet :** protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

**Entrée en vigueur :** au lendemain de sa publication au Journal officiel.

### **Contenu :**

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

### **AUTRES THEMATIQUES**

#### **Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562>

**Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817>

Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.

Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice [www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.

Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.

L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

**DROIT FISCAL**

**Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149>

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.

Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

**Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne**

**Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne**

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre 2021 et est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFIP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Code des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFIP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II

« Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier 2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.

Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire n° 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

## **DONNEES PERSONNELLES**

### **LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923>

#### **Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – *section « mesures correctrices et sanctions »***

En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.

Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

**Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – *section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard**.

Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

#### **Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – *section « mesures correctrices et sanctions »***

L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.

***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulgué un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs.***

La procédure simplifiée pour être engagée :

- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
  - o le rappel à l'ordre
  - o l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
  - o l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.
- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.

La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.

Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.

La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.

La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

#### **LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement**

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/>

**Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information** tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose :**

*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3. »*

**Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès** tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

## 7.2 Annexe 2 : Fiches ARS

# Qualité de l'eau distribuée en 2021

## Synthèse du contrôle sanitaire



www.grand-est.ars.sante.fr
Mars 2022

### Communauté d'Agglomération de Haguenau Ville de HAGUENAU



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide



Les limites de qualité sont des valeurs obligatoires. Les références de qualité sont des valeurs guide (voir verso)



Consulter les résultats d'analyses sur [www.eapotable.sante.gouv.fr](http://www.eapotable.sante.gouv.fr)

Agence Régionale de Santé Grand Est

Délégation Territoriale du Bas-Rhin  
Cité administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
F-67084 Strasbourg

[ars-grand-est-dte7-vsse@ars.sante.fr](mailto:ars-grand-est-dte7-vsse@ars.sante.fr)  
+ 33 (0) 3 88 76 79 86

Crédit photo : fotolia.com

**ORIGINE DE L'EAU**

La Ville de Haguenau (34504 habitants)<sup>(1)</sup> est principalement alimentée en eau par 4 forages. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 06/05/1986 et disposent de périmètres de protection. Les compétences « eau potable » de la Ville de Haguenau et du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Basse-Moder ont été transférées à la Communauté d'Agglomération de Haguenau respectivement les 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> avril 2020. Le réseau d'eau potable est exploité par la société Suez Eau France (production) et la Communauté d'Agglomération de Haguenau (distribution). L'eau fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer, du manganèse, du chlorure de vinyle et de désinfection au chlore avant sa distribution. Une unité de traitement du chlorure de vinyle est également installée à la station de production d'Oberhoffen-sur-Moder. Les prélèvements d'eau sont réalisés aux captages, en sortie de station de traitement, aux réservoirs et sur le réseau de distribution.

(1) population au 01/01/2020 (données INSEE)

**QUALITE DE L'EAU DU ROBINET**

123 prélèvements d'eau ont été réalisés par Eurofins, laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

**BACTERIOLOGIE**

*Absence exigée de bactéries indicatrices de pollution*

- 88 analyses bactériologiques réalisées sur l'ensemble du réseau d'eau potable.
- 0 analyse non-conforme aux limites de qualité réglementaires.
- Taux de conformité : 100 %.

Eau de très bonne qualité microbiologique.

**DURETE, PH**

- Dureté : 33,6 °f (degré français)
- pH : 7,8

*Référence de qualité : pH 6,5 à 9*

Eau très dure (très calcaire) et incrustante.

**NITRATES**

- Teneur moyenne : 0,5 mg/l
- Teneur maximale : 1,1 mg/l

*Limite de qualité : 50 mg/l*

Ces valeurs témoignent d'une ressource bien protégée des apports en nitrates.

**CHLORURES, SODIUM ET FLUOR**

- Teneur moyenne en chlorures : 28,2 mg/l
- Teneur moyenne en sodium : 12,1 mg/l
- Teneur moyenne en fluor : 0,07 mg/l

*Références de qualité :  
Chlorures : 250 mg/l  
Sodium : 200 mg/l  
Fluor : 1,5 mg/l*

**PESTICIDES**

*Limite de qualité : 0,1 µg/l*

Les molécules métolachlore ESA et métolachlore NOA, métabolites (produits de dégradation) du S-métolachlore (herbicide) et alachlore OXA, métabolite du l'alachlore (herbicide actuellement interdit), sont mesurées à des teneurs supérieures à la limite de qualité en vigueur (0,1 µg/L). Leurs concentrations moyennes dans l'eau distribuée sont respectivement de 0,89, 0,83 et 0,13 µg/L. Leurs concentrations maximales sont respectivement de 1,40, 1,25 et 0,18 µg/L. La limite de qualité réglementaire applicable à la somme des concentrations des substances quantifiées (0,5 µg/l) est également dépassée. Un suivi analytique renforcé est réalisé afin de consolider ces observations.

**MICROPOLLUANTS – SOLVANTS – RADIOACTIVITE – AUTRES PARAMETRES**

*Limite(s) de qualité propre(s) à chaque paramètre*

Les résultats pour les paramètres mesurés sont conformes aux limites de qualité en vigueur.

**CONCLUSION SANITAIRE**

En 2021, l'eau produite et distribuée par la Communauté d'Agglomération de Haguenau, dans la Ville de Haguenau, est conforme aux limites de qualité bactériologiques. Sur le plan physicochimique, elle n'est pas conforme aux exigences de qualité réglementaires pour les paramètres métolachlore ESA, métolachlore NOA et alachlore OXA. La présence de ces molécules dans l'eau à des teneurs inférieures à leur valeur sanitaire maximale ou leur valeur sanitaire transitoire, bien que constituant une non-conformité réglementaire, ne présente pas de risque sanitaire pour le consommateur. Pour les autres paramètres chimiques mesurés, la qualité de l'eau distribuée est conforme aux limites de qualité en vigueur. L'eau peut être consommée sans restriction (voir fiche d'information complémentaire sur les métabolites de pesticides jointe en annexe).

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution de l'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Dans les immeubles collectifs, elle doit être distribuée à chaque locataire ou affichée.

## Communauté d'Agglomération de Haguenau Commune de KALTENHOUSE

### ORIGINE DE L'EAU



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide.

Les limites de qualité sont des valeurs obligatoires. Les références de qualité sont des valeurs guide (voir vers).



Consulter les résultats d'analyses sur [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr)

Agence Régionale de Santé Grand Est

Délégation Territoriale du Bas-Rhin  
Cité administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
F-67084 Strasbourg

[ars-grand-est-dt67-vsse@ars.sante.fr](mailto:ars-grand-est-dt67-vsse@ars.sante.fr)  
+33 (0) 3 88 76 79 86

Crédit photo : fotolia.com

La commune de Kaltenhouse (2333 habitants)<sup>(1)</sup> est principalement alimentée en eau par 4 forages. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 06/05/1986 et disposent de périmètres de protection. Les compétences « eau potable » de la commune de Kaltenhouse et du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Basse-Moder ont été transférées à la Communauté d'Agglomération de Haguenau respectivement les 1er janvier et le 1er avril 2020. Le réseau d'eau potable est exploité par la société Suez Eau France (production) et la Communauté d'Agglomération de Haguenau (distribution). L'eau fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer, du manganèse, du chlorure de vinyle et de désinfection au chlore avant sa distribution. Une unité de traitement du chlorure de vinyle est également installée à la station de production d'Oberhoffen-sur-Moder. Les prélèvements d'eau sont réalisés aux captages, en sortie de station de traitement, aux réservoirs et sur le réseau de distribution.

(1) population au 01/01/2020 (données INSEE)

### QUALITE DE L'EAU DU ROBINET

59 prélèvements d'eau ont été réalisés par Eurofins, laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

#### BACTERIOLOGIE

*Absence exigée de bactéries indicatrices de pollution*

- 22 analyses bactériologiques réalisées sur l'ensemble du réseau d'eau potable.
- 0 analyse non-conforme aux limites de qualité réglementaires.
- Taux de conformité : 100 %

Eau de très bonne qualité microbiologique.

#### DURETE, PH

*Référence de qualité : pH 6,5 à 9*

- Dureté : 33,4 °F (degré français)
- pH : 7,8

Eau très dure (très calcaire) et incrustante.

#### NITRATES

*Limite de qualité : 50 mg/l*

- Teneur moyenne : 0,5 mg/l
- Teneur maximale : 1,1 mg/l

Ces valeurs témoignent d'une ressource bien protégée des apports en nitrates.

#### CHLORURES, SODIUM ET FLUOR

*Références de qualité :*

- Teneur moyenne en chlorures : 27,6 mg/l
- Teneur moyenne en sodium : 12,1 mg/l
- Teneur moyenne en fluor : 0,07 mg/l

*Chlorures : 250 mg/l  
Sodium : 200 mg/l  
Fluor : 1,5 mg/l*

#### PESTICIDES

*Limite de qualité : 0,1 µg/l*

Les molécules métochlorose ESA et métochlorose NOA, métabolites (produits de dégradation) du S-métochlorose (herbicide) et alachlore OXA, métabolite du falachlore (herbicide actuellement interdit), sont mesurées à des teneurs supérieures à la limite de qualité en vigueur (0,1 µg/L). Leurs concentrations moyennes dans l'eau distribuée sont respectivement de 0,89, 0,83 et 0,13 µg/L. Leurs concentrations maximales sont respectivement de 1,40, 1,26 et 0,18 µg/L. La limite de qualité réglementaire applicable à la somme des concentrations des substances quantifiées (0,5 µg/l) est également dépassée. Un suivi analytique renforcé est réalisé afin de consolider ces observations.

#### MICROPOLLUANTS – SOLVANTS – RADIOACTIVITE – AUTRES PARAMETRES

*Limite(s) de qualité propre(s) à chaque paramètre*

Les résultats pour les paramètres mesurés sont conformes aux limites de qualité en vigueur.

### CONCLUSION SANITAIRE

En 2021, l'eau produite et distribuée par la Communauté d'Agglomération de Haguenau, dans la Ville de Kaltenhouse, est conforme aux limites de qualité bactériologiques en vigueur. Sur le plan physicochimique, elle n'est pas conforme aux exigences de qualité réglementaires pour les paramètres métochlorose ESA, métochlorose NOA et alachlore OXA. La présence de ces molécules dans l'eau à des teneurs inférieures à leur valeur sanitaire maximale ou leur valeur sanitaire transitoire, bien que constituant une non-conformité réglementaire, ne présente pas de risque sanitaire pour le consommateur. Pour les autres paramètres chimiques mesurés, la qualité de l'eau distribuée est conforme aux limites de qualité en vigueur. L'eau peut être consommée sans restriction (voir fiche d'information complémentaire sur les métabolites de pesticides jointe en annexe).

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution de l'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Dans les immeubles collectifs, elle doit être distribuée à chaque locataire ou affichée.

# Qualité de l'eau distribuée en 2021

## Synthèse du contrôle sanitaire



www.grand-est.ars.sante.fr

Mars 2022

### Communauté d'Agglomération de Haguenau Ville d'OBERHOFFEN-SUR-MODER



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide

Les limites de qualité sont des valeurs obligatoires. Les références de qualité sont des valeurs guide (voir verso)



Consulter les résultats d'analyses sur [www.eau.potable.sante.gouv.fr](http://www.eau.potable.sante.gouv.fr)

Agence Régionale de Santé Grand Est

Délégation Territoriale du Bas-Rhin  
Cité administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
F-67084 Strasbourg

[ars-grand-est-d167-ysse@ars.sante.fr](mailto:ars-grand-est-d167-ysse@ars.sante.fr)  
+ 33 (0) 3 88 76 79 86

Crédit photo : fotofia.com

#### ORIGINE DE L'EAU

La Ville d'Oberhoffen-sur-Moder (3496 habitants)<sup>(1)</sup> est principalement alimentée en eau par 4 forages. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 06/05/1986 et disposent de périmètres de protection. Les compétences « eau potable » de la Ville d'Oberhoffen-sur-Moder et du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Basse-Moder ont été transférées à la respectivement les 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> avril 2020. Le réseau d'eau potable est exploité par la société Suez Eau France. L'eau fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer, du manganèse et de désinfection au chlore avant sa distribution. Une unité de traitement du chlorure de vinyle est également installée à la station de production d'Oberhoffen-sur-Moder. Les prélèvements d'eau sont réalisés aux captages, en sortie de station de traitement, au réservoir et sur le réseau de distribution.

(1) population au 01/01/2020 (données INSEE)

#### QUALITE DE L'EAU DU ROBINET

49 prélèvements d'eau ont été réalisés par Eurofins, laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

##### BACTERIOLOGIE

*Absence exigée de bactéries indicatrices de pollution*

- 23 analyses bactériologiques réalisées sur l'ensemble du réseau d'eau potable.
- 0 analyse non-conforme aux limites de qualité réglementaires.
- Taux de conformité : 100 %

Eau de très bonne qualité microbiologique.

##### DURETE, PH

*Référence de qualité : pH 6,5 à 9*

- Dureté : 33,4 °F (degré français)
- pH : 7,8

Eau très dure (très calcaire) et incrustante.

##### NITRATES

*Limite de qualité : 50 mg/l*

- Teneur moyenne : 0,5 mg/l
- Teneur maximale : 1,1 mg/l

Ces valeurs témoignent d'une ressource bien protégée des apports en nitrates.

##### CHLORURES, SODIUM ET FLUOR

*Références de qualité :*

- Teneur moyenne en chlorures : 27,6 mg/l
- Teneur moyenne en sodium : 12,1 mg/l
- Teneur moyenne en fluor : 0,07 mg/l

*Chlorures : 250 mg/l  
Sodium : 200 mg/l  
Fluor : 1,5 mg/l*

##### PESTICIDES

*Limite de qualité : 0,1 µg/l*

Les molécules métolachlore ESA et métolachlore NOA, métabolites (produits de dégradation) du S-métolachlore (herbicide) et alachlore OXA, métabolite du falachlore (herbicide actuellement interdit), sont mesurées à des teneurs supérieures à la limite de qualité en vigueur (0,1 µg/L). Leurs concentrations moyennes dans l'eau distribuée sont respectivement de 0,89, 0,83 et 0,13 µg/L. Leurs concentrations maximales sont respectivement de 1,40, 1,26 et 0,19 µg/L. La limite de qualité réglementaire applicable à la somme des concentrations des substances quantifiées (0,5 µg/l) est également dépassée. Un suivi analytique renforcé est réalisé afin de consolider ces observations.

##### MICROPOLLUANTS – SOLVANTS – RADIOACTIVITE – AUTRES PARAMETRES

*Limite(s) de qualité propre(s) à chaque paramètre*

Les résultats pour les paramètres mesurés sont conformes aux limites de qualité en vigueur.

#### CONCLUSION SANITAIRE

En 2021, l'eau produite et distribuée par la Communauté d'Agglomération de Haguenau, dans la Ville de Bischwiller, est conforme aux limites de qualité bactériologiques en vigueur. Sur le plan physicochimique, elle n'est pas conforme aux exigences de qualité réglementaires pour les paramètres métolachlore ESA, métolachlore NOA et alachlore OXA. La présence de ces molécules dans l'eau à des teneurs inférieures à leur valeur sanitaire maximale ou leur valeur sanitaire transitoire, bien que constituant une non-conformité réglementaire, ne présente pas de risque sanitaire pour le consommateur. Pour les autres paramètres chimiques mesurés, la qualité de l'eau distribuée est conforme aux limites de qualité en vigueur. L'eau peut être consommée sans restriction (voir fiche d'information complémentaire sur les métabolites de pesticides jointe en annexe).

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution de l'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Dans les immeubles collectifs, elle doit être distribuée à chaque locataire ou affichée.

# Qualité de l'eau distribuée en 2021

## Synthèse du contrôle sanitaire



www.grand-est.ars.sante.fr

Mars 2022

### Communauté d'Agglomération de Haguenau Ville de BISCHWILLER



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide

Les limites de qualité sont des valeurs obligatoires. Les références de qualité sont des valeurs guide (voir verso)



Consulter les résultats d'analyses sur [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr)

Agence Régionale de Santé Grand Est

Délégation Territoriale du Bas-Rhin  
Cité administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
F-67084 Strasbourg

[ars-grand-est-dt07-vsse@ars.sante.fr](mailto:ars-grand-est-dt07-vsse@ars.sante.fr)  
+ 33 (0) 3 85 76 79 86

Crédit photo : fotolia.com

#### ORIGINE DE L'EAU

La Ville de Bischwiller (12538 habitants)<sup>(1)</sup> est principalement alimentée en eau par 2 forages situés à Reichwiller. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 09/01/2011 et disposent de périmètres de protection. Les compétences « eau potable » de la Ville de Bischwiller et du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Basse-Moder ont été transférées à la Communauté d'Agglomération de Haguenau respectivement les 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> avril 2020. Le réseau d'eau potable est exploité par la société Suez Eau France. L'eau fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer, du manganèse et de désinfection au chlore avant sa distribution. Une unité de traitement du chlore de viryle est également installée à la station de production d'Oberhoffen-sur-Moder. Les prélèvements d'eau sont réalisés aux captages, en sortie de station de traitement, au réservoir et sur le réseau de distribution.

(1) population au 01/01/2020 (données INSEE)

#### QUALITE DE L'EAU DU ROBINET

32 prélèvements d'eau ont été réalisés par Eurofins, laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

##### BACTERIOLOGIE

*Absence exigée de bactéries indicatrices de pollution*

- 39 analyses bactériologiques réalisées sur l'ensemble du réseau d'eau potable.
- 0 analyse non-conforme aux limites de qualité réglementaires.
- Taux de conformité : 100 %

Eau de très bonne qualité microbiologique.

##### DURETE, PH

- Dureté : 38,9 °f (degré français)
- pH : 7,4

*Référence de qualité : pH 6,5 à 9*

Eau très dure (très calcaire) et à l'équilibre

##### NITRATES

- Teneur moyenne : 1,3 mg/l
- Teneur maximale : 2,1 mg/l

*Limite de qualité : 50 mg/l*

Ces valeurs témoignent d'une ressource bien protégée des apports en nitrates.

##### CHLORURES, SODIUM ET FLUOR

- Teneur moyenne en chlorures : 24,4 mg/l
- Teneur moyenne en sodium : 6,7 mg/l
- Teneur moyenne en fluor : 0,07 mg/l

*Références de qualité :*  
*Chlorures : 250 mg/l*  
*Sodium : 200 mg/l*  
*Fluor : 1,5 mg/l*

##### PESTICIDES

*Limite de qualité : 0,1 µg/l*

Les molécules métolachlore ESA et métolachlore NOA, métabolites (produits de dégradation) du S-métolachlore (herbicide), sont mesurées à des teneurs supérieures à la limite de qualité en vigueur (0,1 µg/L). Leurs concentrations moyennes dans l'eau distribuée sont respectivement de 2,25 et 1,35 µg/L. Leurs concentrations maximales sont respectivement de 2,40 et 1,47 µg/L. La limite de qualité réglementaire applicable à la somme des concentrations des substances quantifiées (0,5 µg/l) est également dépassée. Un suivi analytique renforcé est réalisé afin de consolider ces observations.

##### MICROPOLLUANTS – SOLVANTS – RADIOACTIVITE – AUTRES PARAMETRES

*Limite(s) de qualité propre(s) à chaque paramètre*

Les résultats pour les paramètres mesurés sont conformes aux limites de qualités en vigueur.

#### CONCLUSION SANITAIRE

En 2021, l'eau produite et distribuée par la Communauté d'Agglomération de Haguenau, dans la Ville de Bischwiller, est conforme aux limites de qualité bactériologiques en vigueur. Sur le plan physicochimique, elle n'est pas conforme aux exigences de qualité réglementaires pour les paramètres métolachlore ESA et métolachlore NOA. La présence de ces molécules dans l'eau à des teneurs inférieures à leur valeur sanitaire maximale ou leur valeur sanitaire transitoire, bien que constituant une non-conformité réglementaire, ne présente pas de risque sanitaire pour le consommateur. Pour les autres paramètres chimiques mesurés, la qualité de l'eau distribuée est conforme aux limites de qualité en vigueur. L'eau peut être consommée sans restriction (voir fiche d'information complémentaire sur les métabolites de pesticides jointe en annexe).

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution de l'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Dans les immeubles collectifs, elle doit être distribuée à chaque locataire ou affichée.

# Qualité de l'eau distribuée en 2021

## Synthèse du contrôle sanitaire



www.grand-est.ars.sante.fr

Mars 2022

### Communauté d'Agglomération de Haguenau Commune de SCHWEIGHOUSE-SUR-MODER



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide

Les limites de qualité sont des valeurs obligatoires. Les références de qualité sont des valeurs guide (voir verso)



Consulter les résultats d'analyses sur [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr)

Agence Régionale de Santé Grand Est

Délégation Territoriale du Bas-Rhin  
Cité administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
F-67084 Strasbourg

[ars-grand-est-dt67-vsse@ars.sante.fr](mailto:ars-grand-est-dt67-vsse@ars.sante.fr)  
+ 33 (0) 3 88 76 79 86

Crédit photo : fotolia.com

#### ORIGINE DE L'EAU

La Ville de Schweighouse-sur-Moder (4939 habitants)<sup>(1)</sup> est principalement alimentée en eau par 4 forages. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 06/05/1986 et disposent de périmètres de protection. Les compétences « eau potable » de la Ville de Schweighouse-sur-Moder et du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Basse-Moder ont été transférées à la Communauté d'Agglomération de Haguenau respectivement les 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> avril 2020. Le réseau d'eau potable est exploité par la société Suez Eau France. L'eau fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer, du manganèse et de désinfection au chlore avant sa distribution. Une unité de traitement du chlorure de vinyle est également installée à la station de production d'Oberhoffen-sur-Moder. Les prélèvements d'eau sont réalisés aux captages, en sortie de station de traitement, aux réservoirs et sur le réseau de distribution.

(1) population au 01/01/2020 (données INSEE)

#### QUALITE DE L'EAU DU ROBINET

60 prélèvements d'eau ont été réalisés par Eurofins, laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

##### BACTERIOLOGIE

**Absence exigée de bactéries indicatrices de pollution**

- 31 analyses bactériologiques réalisées sur l'ensemble du réseau d'eau potable.
- 0 analyse non-conforme aux limites de qualité réglementaires.
- Taux de conformité : 100 %

Eau de très bonne qualité microbiologique.

##### DURETE, PH

- Dureté : 33,4 °F (degré français)
- pH : 7,9

Référence de qualité : pH 6,5 à 9

Eau très dure (très calcaire) et incrustante.

##### NITRATES

- Teneur moyenne : 0,5 mg/l
- Teneur maximale : 1,1 mg/l

Limite de qualité : 50 mg/l

##### CHLORURES, SODIUM ET FLUOR

- Teneur moyenne en chlorures : 27,5 mg/l
- Teneur moyenne en sodium : 12,1 mg/l
- Teneur moyenne en fluor : 0,07 mg/l

Références de qualité :  
Chlorures : 250 mg/l  
Sodium : 200 mg/l  
Fluor : 1,5 mg/l

##### PESTICIDES

Limite de qualité : 0,1 µg/l

Les molécules métochlorose ESA et métochlorose NOA, métabolites (produits de dégradation) du S-métochlorose (herbicide) et alachlore OXA, métabolite du falachlore (herbicide actuellement interdit), sont mesurées à des teneurs supérieures à la limite de qualité en vigueur (0,1 µg/L). Leurs concentrations moyennes dans l'eau distribuée sont respectivement de 0,89, 0,83 et 0,13 µg/L. Leurs concentrations maximales sont respectivement de 1,40, 1,26 et 0,19 µg/L. La limite de qualité réglementaire applicable à la somme des concentrations des substances quantifiées (0,5 µg/l) est également dépassée. Un suivi analytique renforcé est réalisé afin de consolider ces observations.

##### MICROPOLLUANTS – SOLVANTS – RADIOACTIVITE – AUTRES PARAMETRES

Limite(s) de qualité propre(s) à chaque paramètre

Les résultats pour les paramètres mesurés sont conformes aux limites de qualité en vigueur.

#### CONCLUSION SANITAIRE

En 2021, l'eau produite et distribuée par la Communauté d'Agglomération de Haguenau, dans la Ville de Schweighouse-sur-Moder, est conforme aux limites de qualité bactériologiques en vigueur. Sur le plan physicochimique, elle n'est pas conforme aux exigences de qualité réglementaires pour les paramètres métochlorose ESA, métochlorose NOA et alachlore OXA. La présence de ces molécules dans l'eau à des teneurs inférieures à leur valeur sanitaire maximale ou leur valeur sanitaire transitoire, bien que constituant une non-conformité réglementaire, ne présente pas de risque sanitaire pour le consommateur. Pour les autres paramètres chimiques mesurés, la qualité de l'eau distribuée est conforme aux limites de qualité en vigueur. L'eau peut être consommée sans restriction (voir fiche d'information complémentaire sur les métabolites de pesticides jointe en annexe).

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution de l'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Dans les immeubles collectifs, elle doit être distribuée à chaque locataire ou affichée.

# Qualité de l'eau distribuée en 2021

## Synthèse du contrôle sanitaire



www.grand-est.ars.sante.fr

Mars 2022



Après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau avant de la boire.



Consommez uniquement l'eau du réseau d'eau froide.

Les limites de qualité sont des valeurs obligatoires. Les références de qualité sont des valeurs guide (voir verso).



Consulter les résultats d'analyses sur [www.eaupotable.sante.gouv.fr](http://www.eaupotable.sante.gouv.fr)

Agence Régionale de Santé Grand Est

Délégation Territoriale du Bas-Rhin  
Cité administrative Gaujot  
14 rue du Maréchal Juin  
F-67084 Strasbourg

[ars-grand-est-dt67-vsse@ars.sante.fr](mailto:ars-grand-est-dt67-vsse@ars.sante.fr)  
+ 33 (0)3 88 76 79 86

Credit photo : fotolia.com

### Communauté d'Agglomération de Haguenau Commune d'OHLUNGEN

#### ORIGINE DE L'EAU

La commune d'Ohlungen (1634 habitants)<sup>(1)</sup> est principalement alimentée en eau par 4 forages. Ces ressources en eau ont été déclarées d'utilité publique le 06/05/1966 et disposent de périmètres de protection.

Les compétences « eau potable » de la commune d'Ohlungen et du Syndicat Intercommunal des Eaux de la Basse-Moder ont été transférées à la Communauté d'Agglomération de Haguenau respectivement les 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> avril 2020. Le réseau d'eau potable est exploité par la société Suez Eau France.

L'eau fait l'objet d'un traitement d'élimination du fer, du manganèse et de désinfection au chlore avant sa distribution. Une unité de traitement du chlorure de vinyle est également installée à la station de production d'Oberhoffen-sur-Moder. Les prélèvements d'eau sont réalisés aux captages, en sortie de station de traitement, aux réservoirs et sur le réseau de distribution.

(1) population au 01/01/2020 (données INSEE)

#### QUALITE DE L'EAU DU ROBINET

49 prélèvements d'eau ont été réalisés par Eurofins, laboratoire agréé par le ministère chargé de la santé.

##### BACTERIOLOGIE

##### Absence exigée de bactéries indicatrices de pollution

- 28 analyses bactériologiques réalisées sur l'ensemble du réseau d'eau potable.
- 1 analyse non-conforme aux limites de qualité réglementaires.
- Taux de conformité : 96,4 %

**Eau de très bonne qualité microbiologique.** Les analyses ont révélé ponctuellement la présence de bactéries à des teneurs faibles ne nécessitant pas de restriction d'usage. L'exploitant a mis en œuvre toutes les mesures nécessaires (désinfection au chlore, purges) pour rétablir la qualité de l'eau distribuée.

##### DURETE, PH

- Dureté : 33,4 °f (degré français)
- pH : 7,9

Eau très dure (très calcaire) et incrustante.

Référence de qualité : pH 6,5 à 9

##### NITRATES

- Teneur moyenne : 0,5 mg/l
- Teneur maximale : 1,1 mg/l

Limite de qualité : 50 mg/l

Ces valeurs témoignent d'une ressource bien protégée des apports en nitrates.

##### CHLORURES, SODIUM ET FLUOR

- Teneur moyenne en chlorures : 27,6 mg/l
- Teneur moyenne en sodium : 12,1 mg/l
- Teneur moyenne en fluor : 0,07 mg/l

Références de qualité :

Chlorures : 250 mg/l

Sodium : 200 mg/l

Fluor : 1,5 mg/l

##### PESTICIDES

Limite de qualité : 0,1 µg/l

Les molécules métolachlore ESA et métolachlore NOA, métabolites (produits de dégradation) du S-métolachlore (herbicide) et alachlore OXA, métabolite du falachlore (herbicide actuellement interdit), sont mesurées à des teneurs supérieures à la limite de qualité en vigueur (0,1 µg/L). Leurs concentrations moyennes dans l'eau distribuée sont respectivement de 0,89, 0,83 et 0,13 µg/L. Leurs concentrations maximales sont respectivement de 1,40, 1,26 et 0,18 µg/L. La limite de qualité réglementaire applicable à la somme des concentrations des substances quantifiées (0,5 µg/l) est également dépassée. Un suivi analytique renforcé est réalisé afin de consolider ces observations.

##### MICROPOLLUANTS – SOLVANTS – RADIOACTIVITE – AUTRES PARAMETRES

Limite(s) de qualité propre(s) à chaque paramètre

Les résultats pour les paramètres mesurés sont conformes aux limites de qualités en vigueur.

#### CONCLUSION SANITAIRE

En 2021, l'eau produite et distribuée par la Communauté d'Agglomération de Haguenau, dans la commune d'Ohlungen, est conforme aux limites de qualité bactériologiques en vigueur. Sur le plan physicochimique, elle n'est pas conforme aux exigences de qualité réglementaires pour les paramètres métolachlore ESA, métolachlore NOA et alachlore OXA. La présence de ces molécules dans l'eau à des teneurs inférieures à leur valeur sanitaire maximale ou leur valeur sanitaire transitoire, bien que constituant une non-conformité réglementaire, ne présente pas de risque sanitaire pour le consommateur. Pour les autres paramètres chimiques mesurés, la qualité de l'eau distribuée est conforme aux limites de qualité en vigueur. L'eau peut être consommée sans restriction (voir fiche d'information complémentaire sur les métabolites de pesticides jointe en annexe).

Cette fiche, destinée aux abonnés du service public de distribution de l'eau, peut être reproduite sans suppression, ni ajout. Dans les immeubles collectifs, elle doit être distribuée à chaque locataire ou affichée.



## LA SIGNIFICATION DES PARAMETRES

Le nombre d'analyses effectuées pour le contrôle sanitaire dépend du nombre d'habitants desservis et du débit de la ressource (forage ou captage de source). Les prélèvements sont réalisés à la ressource, à la production (en sortie de station de traitement par exemple) et sur le réseau de distribution (réservoir de stockage et robinet du consommateur).

La conformité de l'eau est établie en comparant la concentration de certains paramètres à des limites de qualité ou à des références de qualité :

- une limite de qualité est une valeur seuil à respecter impérativement portant sur des paramètres microbiologiques et chimiques constituant un danger potentiel pour la santé des personnes ;
- une référence de qualité est une valeur seuil à satisfaire portant sur des paramètres microbiologiques, chimiques et radiologiques, établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau.

— **QUALITE BACTERIOLOGIQUE** : elle est évaluée par la recherche régulière de bactéries dont la présence dans l'eau de consommation révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource soit en cours de transport. Une absence de traitement, un dysfonctionnement momentané des installations de traitement d'eau ou une insuffisance d'entretien des ouvrages peuvent être à l'origine des résultats non conformes.

— **NITRATES** : les nitrates sont des éléments fertilisants, présents naturellement dans les eaux. Les apports excessifs ou mal maîtrisés d'engrais provoquent une augmentation des teneurs en nitrates dans les ressources.

— **PESTICIDES** : la présence de pesticides dans les ressources provient d'une mauvaise maîtrise des produits utilisés pour protéger les récoltes ou pour désherber. Par précaution, la valeur réglementaire, très basse, est inférieure au(x) seuil(s) de toxicité connus.

— **ARSENIC** : l'arsenic est un élément d'origine naturelle, largement répandu dans la croûte terrestre et présent à l'état de trace dans toute matière vivante. C'est un élément classé comme cancérogène. Il peut entraîner également des troubles cardiovasculaires et neurologiques.

— **ELEMENTS METALLIQUES** : il s'agit en particulier du plomb, cadmium, mercure, chrome, cuivre, nickel et fer. Leur potentiel toxicologique dépend de leur forme chimique, de leur concentration, du contexte environnemental et de la possibilité de passage dans le corps humain.

— **DURETE** : la dureté représente les concentrations en calcium et en magnésium présents naturellement dans l'eau de la ressource. Elle est sans incidence sur la santé. Au contraire, le calcium et le magnésium jouent un rôle important dans la physiologie humaine et leur apport par l'alimentation est essentiel. Dans le cas d'une eau ayant une dureté de moins de 10°F, l'installation d'un dispositif d'adoucissement de l'eau ne se justifie pas.

— **SODIUM** : le sodium est un métal très répandu dans la croûte terrestre. Il est toujours associé à d'autres éléments chimiques et principalement aux chlorures. Cet élément vital participe à des fonctions physiologiques essentielles.

— **CHLORURES** : les chlorures, très répandus dans la nature, sont des composés naturels des eaux. Ils sont peu toxiques mais peuvent à des doses élevées nuire au goût de l'eau et favoriser la corrosion des canalisations.

— **FLUOR** : le fluor est un oligo-élément présent naturellement dans l'eau. Des doses modérées sont bénéfiques pour la santé. La valeur limite réglementaire a été fixée pour tenir compte du risque de fluorose dentaire (tracé sur l'émail des dents). Lorsque l'eau est peu fluorée, une prévention optimale de la carie dentaire passe par un apport complémentaire de cet élément (sel fluoré, dentifrice fluoré, comprimés...).

— **COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS (COV)** : les COV sont des molécules de la chimie de synthèse, dérivés des hydrocarbures, ou des éléments issus de la dégradation de ces molécules. Les COV peuvent avoir, à long terme, des effets tératogènes, mutagènes ou cancérogènes.

## AUTRES RECOMMANDATIONS SANITAIRES

### Pour préserver la qualité de votre eau :

Vérifiez les matériaux constitutifs de vos canalisations et les faire changer s'il y a du plomb et ne jamais raccorder l'installation électrique à la tuyauterie pour faire prise de terre. Ce raccordement peut provoquer des phénomènes électriques accentuant la corrosion des matériaux. Dans un tel cas, il est recommandé de contacter un électricien professionnel avant toute intervention.

Si un traitement complémentaire (purificateur, osmoseur...) est installé, il doit être régulièrement entretenu et réglé par un installateur compétent afin qu'il n'y ait pas de risque de dégradation de la qualité microbiologique ou physico-chimique de l'eau lié à ce dispositif. L'eau ne doit pas être corrosive en sortie de l'installation de traitement.

## Informations complémentaires au sujet des pesticides et métabolites des pesticides – Dépassement d'une limite de qualité réglementaire dans l'eau destinée à la consommation humaine



[www.grand-est.ars.sante.fr](http://www.grand-est.ars.sante.fr)

Mars 2022 – DT67

La qualité de l'eau distribuée dans votre commune est concernée par des dépassements d'une limite de qualité réglementaire pour les pesticides ou métabolites de pesticides (non-conformités). Si vous souhaitez en savoir davantage, vous trouverez ci-après des éléments de réponse.

### Quels sont les pesticides et métabolites analysés par l'ARS ?

Les paramètres analysés dans le cadre du contrôle sanitaire mis en œuvre par l'ARS comprennent les pesticides et leurs sous-produits, appelés métabolites.

Mise à jour partiellement en mai 2020, la liste des pesticides contrôlés en Grand Est dans l'eau potable a été portée en janvier 2021 à 202 molécules (160 substances actives de pesticides et 42 métabolites). L'augmentation du nombre de métabolites surveillés est liée aux nouvelles connaissances scientifiques, à un meilleur ciblage des molécules utilisées sur le territoire et aux nouvelles possibilités offertes par les technologies d'analyses.

Ces évolutions améliorent la connaissance de la qualité de l'eau et sont à l'origine des nouvelles détections mises en évidence en 2020 ou 2021.

### L'eau peut-elle être consommée sans risque ?

La limite réglementaire de qualité est fixée à 0,1 µg/l pour la très grande majorité des pesticides et métabolites de pesticides. Cette valeur n'étant pas basée sur une analyse toxicologique ni sur des études épidémiologiques, celle-ci ne permet pas d'évaluer le risque pour la santé en cas de dépassement. Sa finalité est de réduire la présence de pesticides ou de métabolites au plus bas niveau de concentration possible dans l'eau potable et de garantir la plus faible exposition des consommateurs à ces substances.

En cas de dépassement de cette limite, l'ARS s'appuie sur des valeurs sanitaires maximales proposées par l'ANSES ou des valeurs sanitaires transitoires pour estimer le risque pour la santé des consommateurs. Si les concentrations mesurées dans l'eau respectent les valeurs sanitaires, l'eau peut être consommée sans restriction. **Dans ces conditions, aucune mesure de limitation d'usage de l'eau ne s'applique et vous pouvez donc continuer à consommer l'eau du robinet.**

### La qualité de l'eau va-t-elle s'améliorer ?

Des actions sont nécessaires pour réduire les concentrations des métabolites présents dans l'eau et atteindre l'objectif réglementaire de qualité. Pour cela, les collectivités responsables de la production et de la distribution de l'eau, avec l'appui des pouvoirs publics et des partenaires intervenant dans ces domaines d'activités, travaillent localement à la définition et à la mise en œuvre de mesures correctives pour rétablir la qualité de l'eau aux robinets des consommateurs, ainsi que de mesures de reconquête de la ressource en eau à plus long terme.

### Pour aller plus loin :

Site internet de l'ARS GRAND EST :

Rubrique Grand Public => protéger votre santé => qualité de l'eau => eau du robinet

<https://www.grand-est.ars.sante.fr/eau-du-robinet-1>

*Cette note est susceptible d'être mise à jour selon les informations communiquées par le ministère des Solidarités et de la Santé.*

## **7.3 Annexe 3 : Informations agence de l'eau**

# L'agence de l'eau vous informe

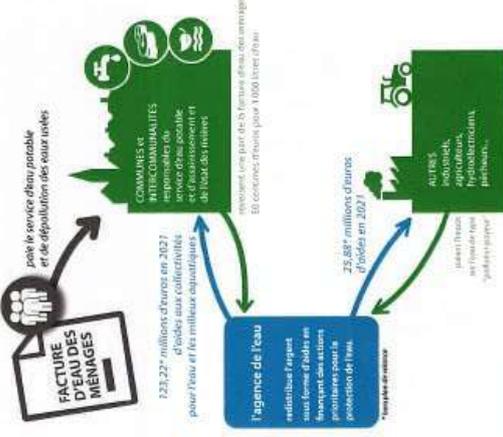
Édition mars 2022  
CHIFFRES 2021

## POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.



## NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RPQS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

Le présent rapport est le fruit d'un travail de concertation entre l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et les collectivités locales. Il a pour objectif de rendre compte de la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement, de la satisfaction des usagers, de la performance des installations, de la gestion des ressources, de la protection de l'environnement, de la préservation de la biodiversité, de la participation citoyenne, de la transparence de l'information et de la communication de l'agence de l'eau.

RPQS : ce rapport a été soumis à la Commission Nationale de l'Information des Usagers (CNIU) le 15 mars 2022.

## LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN RHIN-MEUSE

### Agence de l'eau Rhin-Meuse

2 bassins versants (partie française) : celui du Rhin, 24 000 km<sup>2</sup> (avec son affluent principal, la Moselle) et celui de la Meuse, 7 800 km<sup>2</sup>.

Un contexte international marqué, le plus transfrontalier des bassins français : 4 pays limitrophes (Suisse, Allemagne, Luxembourg, Belgique).

Le bassin s'étend sur 32 000 km<sup>2</sup> (6% du territoire national métropolitain) et compte 4,4 millions d'habitants, 8 départements et 3 230 communes.

Les 7 bassins hydrographiques métropolitains

le bassin Rhin-Meuse

CHARENTAINE-MEUSENIÈRES  
AMBIÈRES  
METZ  
NANCY  
BARLE-VALE  
CHAUMONT  
HAUTE-MARNE  
MOSELLE  
NIEUVILLE  
MUSSELN  
STRASBOURG  
COLMAR  
HAUT-RHIN

Agence de l'eau Rhin-Meuse  
Rozzérieux - BP 30019  
57161 Moulins-lès-Metz cedex  
Tel. 03 87 34 47 00  
agence@eau-rhin-meuse.fr

Références : AELB-CIC - mars 2022 - 1 imprimé sur papier FSC™  
Credits : Photos : agence de l'eau Rhin-Meuse ; cartographie : Jean-Louis Aubert

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Rhin-Meuse : [eau-rhin-meuse.fr](https://eau-rhin-meuse.fr)

**Découvrez les podcasts**  
<https://enimmersion-eau.fr/saison-3/podcast/>

**EN IMMERSION**

LES AGENCES DE L'EAU

Retrouvez aussi toutes les ressources sur le site [enimmersion-eau.fr](https://enimmersion-eau.fr)

## D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2021 ?

En 2021, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau s'est élevé à près de 168 millions d'euros dont plus de 136 millions en provenance de la facture d'eau.

### recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2021 ?  
(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Rhin-Meuse



## À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

### interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2021 ?  
(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2021) - source agence de l'eau Rhin-Meuse  
(Les chiffres indiqués ne prennent pas en compte les aides du Plan National France Relance)



En complément à ces aides, l'agence de l'eau a consacré 18,7 millions d'euros supplémentaires pour les investissements dans le domaine de l'eau dans le cadre du Plan National France Relance.

2 Rapport annuel de mise en œuvre du président de l'établissement public de coopération intercommunale sur le prix et la qualité de service public de l'eau et de l'assainissement  
NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE

## ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE EN 2021

L'année 2021 marque la troisième année du 1<sup>er</sup> programme d'intervention de l'agence de l'eau Rhin-Meuse et de son contrat d'objectif et de performance 2019-2024 signé avec l'État. Des indicateurs annuels permettent de mesurer et suivre les efforts des maîtres d'ouvrage et de l'agence de l'eau en faveur des ressources en eau et des milieux aquatiques.

### EN 2021...



### CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'eau est un des marqueurs principaux du changement climatique.

Près de 67% du programme d'intervention de l'agence de l'eau Rhin-Meuse est consacré à l'adaptation au changement climatique en 2021 :

- services fondés sur la nature ;
- gestion et partage de la ressource ;
- économies d'eau ;
- gestion des eaux en ville ;
- étude ;
- sensibilisation ;
- communication...

au travers des projets portés par les collectivités, les acteurs économiques et les associations pour lutter contre les pollutions, restaurer les milieux aquatiques, améliorer la surveillance des milieux, sensibiliser aux enjeux de l'eau ou encore assurer la solidarité internationale.

### SDAGE 2022-2027 ET PROGRAMME DE MESURES

Après les questions importantes et l'état des lieux, point de départ du diagnostic et des principaux enjeux du bassin, le comité de bassin Rhin-Meuse a adopté le 18 mars 2022, le SDAGE 2022-2027 et donné un avis favorable au programme de mesures associé.

Ce vote permet de continuer à construire ensemble l'avenir de notre cadre de vie.



>>> eau-rhin-meuse.fr/sdage\_2022\_2027

## 7.4 Annexe 4 : Présentation des installations

### Usine de Bischwiller



**Coordonnées GPS :** 48°45'48''N 7°52'16''E  
**Capacité de production :** 1200 m3/h

**Descriptif technique**

Alimentée en eau brute par les puits « sud-est » et « piezo » de Bischwiller, elle approvisionne le réservoir d'Hagenau. L'ensemble de l'usine a une capacité de production théorique de 1 200m3/h, répartie en deux files de traitement distinctes.

**Alimentation électrique :** 2 transformateurs MT/BT de 1 000 KVA dont un en secours  
 Puissance souscrite : 346 KW

**Chaînes Degremont :**

Débit nominal 450 m3/h, alimentée par le puits « sud-est° » et « piezo »

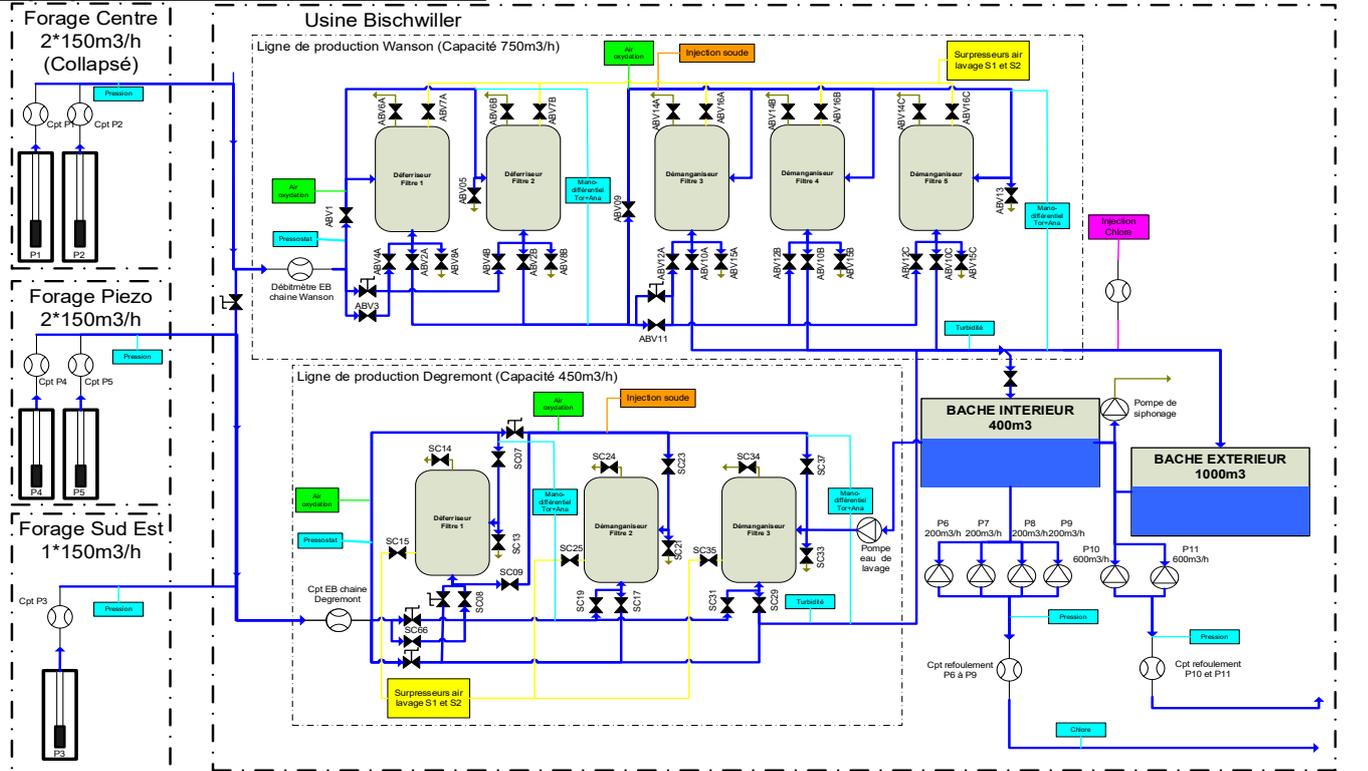
- 1 filtre déferriseur biologique avec injection d'air d'oxydation
- Correction du pH par addition de soude (non utilisé)
- 2 filtres démantaiseurs biologiques avec injection d'air
- Désinfection au chlore gazeux

**Chaînes Wanson**

Débit nominal 750 m3/h, elle était alimentée par le puits « centre ». La chaîne est actuellement à l'arrêt.

- 2 filtres déferriseurs biologique avec injection d'air d'oxydation
- Correction du pH par addition de soude (non utilisé)
- 3 filtres démantaiseurs biologiques avec injection d'air
- Désinfection au chlore gazeux

**Synoptique de fonctionnement de l'usine**



**Bâche de reprise** : 2 (intérieure = 400m<sup>3</sup> et extérieure = 1000m<sup>3</sup>)

Deux groupes de pompage de reprise asservis au niveau du réservoir d'Haguenau :

- Les pompes P6, P7, P8, P9 : 200 m<sup>3</sup>/h chacune aspirant dans la bâche intérieure
- Les pompes P10 et P11 : 600 m<sup>3</sup>/h chacune pouvant aspirer dans les deux bâches

Tableau récapitulatif des caractéristiques des pompes de reprise

N° pompe	Type	n° machine	Débit	HMT	Puissance	Vitesse	Intensité
			m <sup>3</sup> /h	m	kW	tr/min	A
P6	152 FP 3E	1226501/2	185	75	75	1470	143
P7	152 FP 3E	122650,11/2	187	75	75	1470	143
P8	MEN 125-100-250 L	5219556	200	75	75	2945	141
P9	MEN 125-100-250	OF 43726 / 01	200	75	75	2900	141
P10	NE 20x50 GUINARD	531071	450	90	180	1500	
P11	NE 20x50 GUINARD	531072	450	90	180	1500	

Localisation de l'usine



# Usine d'Oberhoffen sur Moder



**Coordonnées GPS :** 48°45'53"N 7°52'47"E

**Capacité de production :** 600 m<sup>3</sup>/h

## Descriptif technique

Alimentée en eau brute par les puits 1 et 2 d'Oberhoffen, elle approvisionne le réservoir d'Haguenau. L'ensemble de l'usine a une capacité de production de 600 m<sup>3</sup>/h

**Alimentation électrique :** 2 transformateurs MT/BT de 1 000 KVA dont un en secours

Puissance souscrite : 420 KW

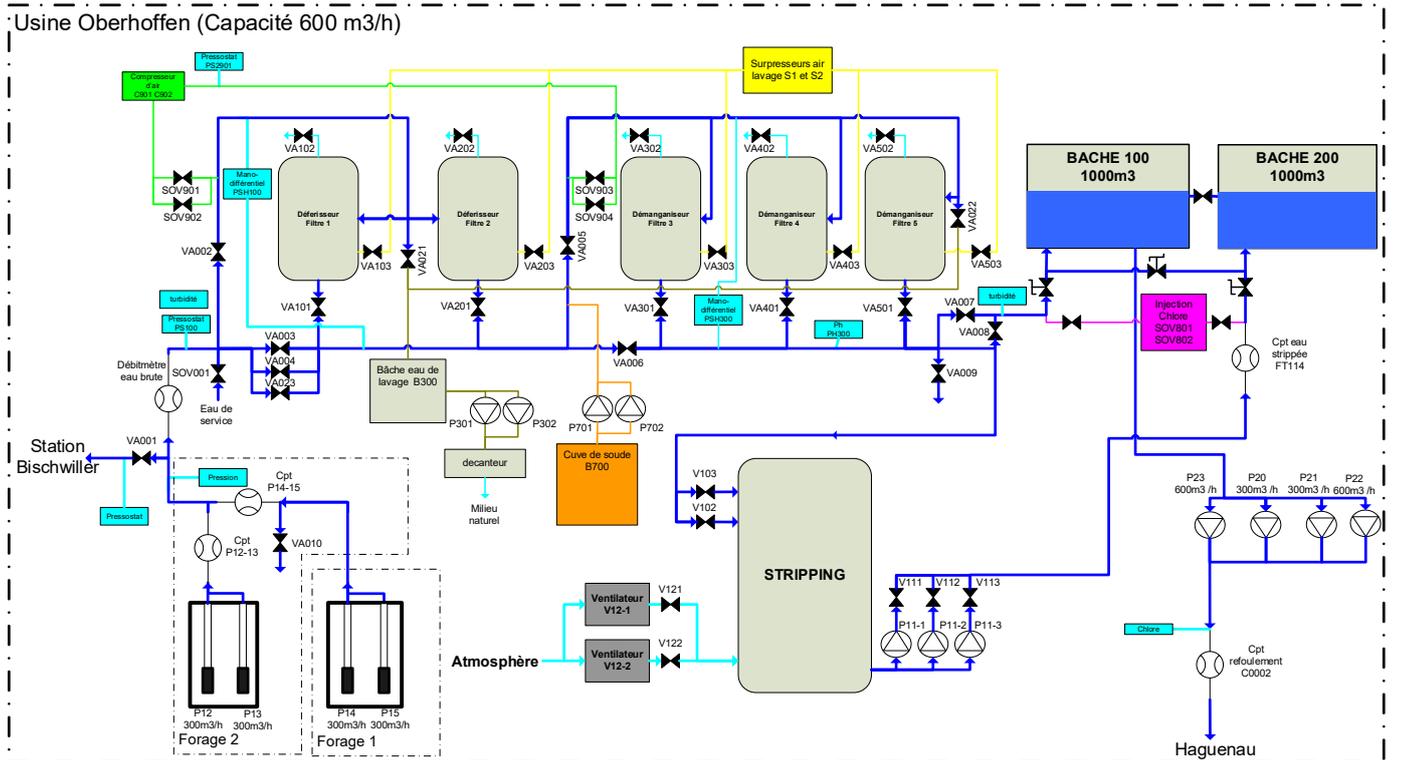
## Premier étage de traitement biologique

- 2 filtres déferriseurs biologiques avec injection d'air d'oxydation
- Correction du pH par addition de soude (non utilisé)
- 3 filtres démanganiseurs biologiques avec injection d'air

## Deuxième étage de traitement par stripping

- ⇒ Traitement spécifique pour le chlorure de vinyl
- 3 pompes de reprise à vitesse variable dont 2 en fonctionnement et une en secours
- 2 ventilateurs dont un en fonctionnement et l'autre en secours munis chacun de filtres à air
- 1 cheminée d'évacuation du gaz (chlorure)
- Désinfection au chlore gazeux

## Synoptique de fonctionnement de l'usine



### Bâche de reprise : 2 bâches de 1000 m<sup>3</sup>

Un groupe de pompage de reprise aspirant dans les deux bâches. Le pompage est asservi au niveau du réservoir d'Haguenau.

Tableau récapitulatif des caractéristiques des pompes de reprise

N° pompe	Fournisseur	Type	N° machine	Débit	HMT	Puissance
				<i>m<sup>3</sup>/h</i>	<i>m</i>	<i>kW</i>
P20	KSB	ETAR 150/500/1GM 1994	1R31 909 271/1	300	75	110
P21	KSB	ETAR 150/500/1GM 1994	1R31 909 271/2	300	75	110
P22	KSB	ETAR 200/500/1GM 1994	1R31909281	600	75	160
P23	KSB	ETAR 200/500/1GM 1994	1R3190928	600	75	160

Localisation de l'usine

# Usine de Rohrwiller



**Coordonnées GPS :** 48°45'0"N 7°54'45"E

**Capacité de production :** 280 m<sup>3</sup>/h pendant 21 heures

## Descriptif technique

Alimentée en eau brute par les puits 1 et 2 de Rohrwiller, elle dessert la commune de Rohrwiller et approvisionne le réservoir de Bischwiller

**Alimentation électrique :** 1 transformateurs HT/BT de 160 KVA dont un en secours

Puissance souscrite :

## Ligne 1 :

Débit nominal 125 m<sup>3</sup>/h, alimentée par les puits 1

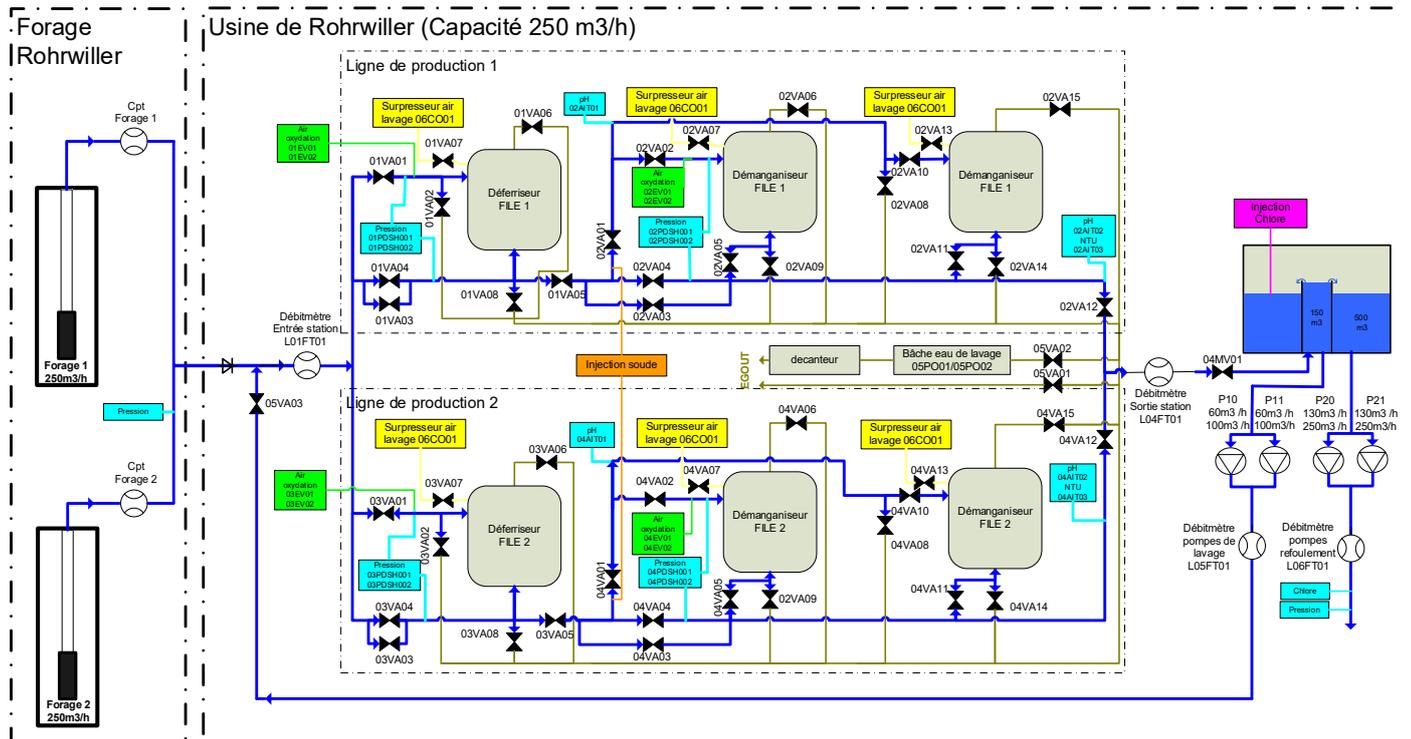
- 1 filtre déferreur biologique avec injection d'air d'oxydation
- Correction du pH par addition de soude (non utilisé)
- 2 filtres démantaniseurs biologiques avec injection d'air
- Désinfection au chlore gazeux

## Ligne 2 :

Débit nominal 125 m<sup>3</sup>/h, alimentée par les puits 2

- 1 filtre déferreur biologique avec injection d'air d'oxydation
- Correction du pH par addition de soude (non utilisé)
- 2 filtres démantaniseurs biologiques avec injection d'air
- Désinfection au chlore gazeux

## Synoptique de fonctionnement de l'usine



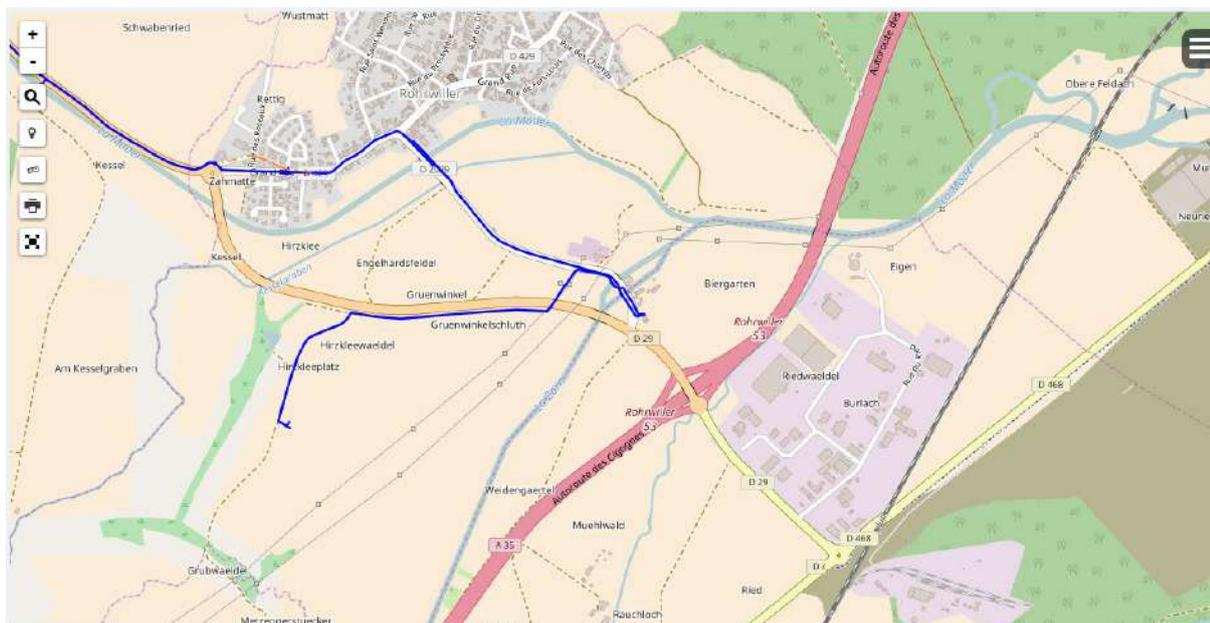
## Reprise :

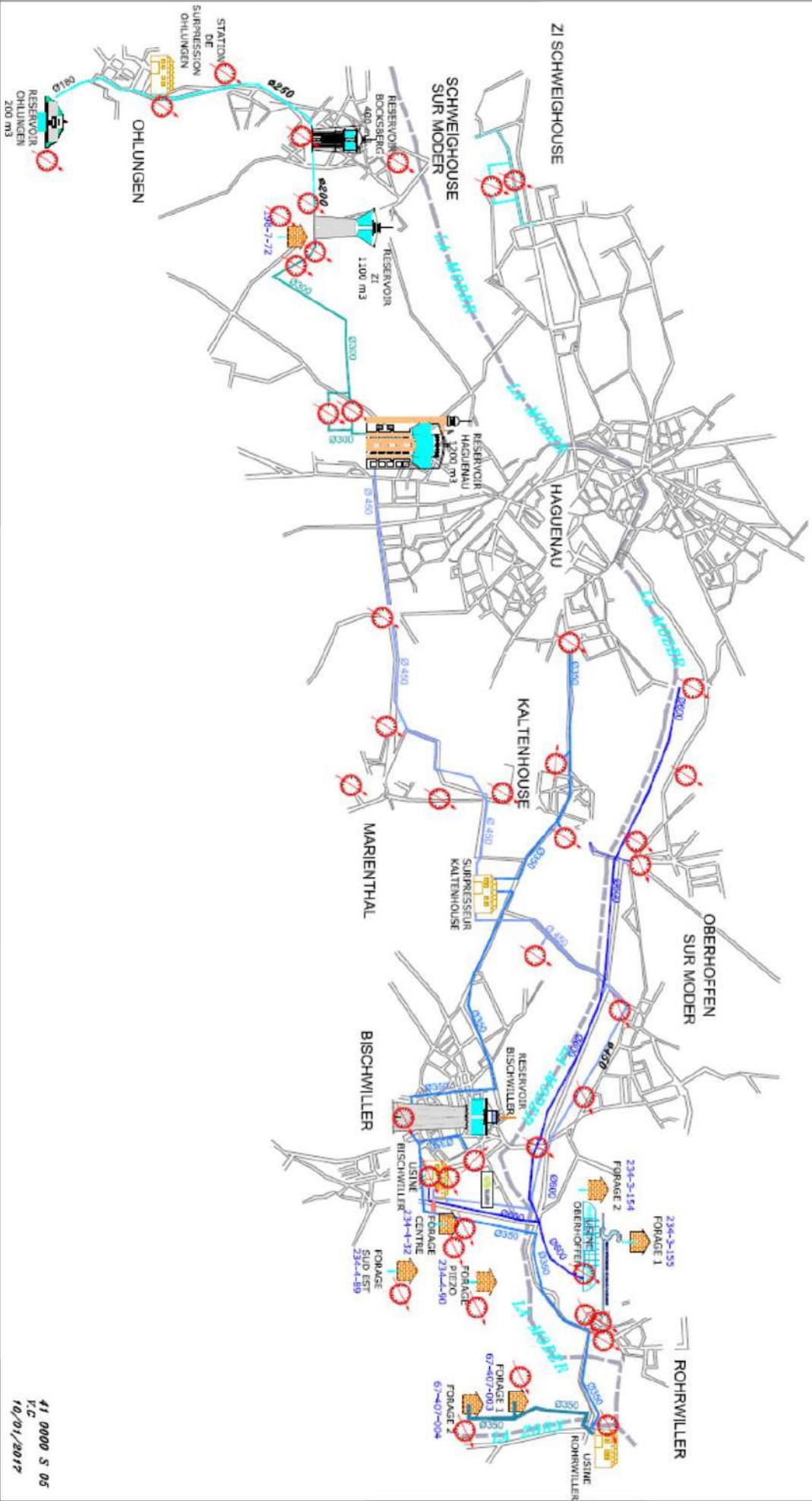
Deux bâches de 150 m<sup>3</sup> et 500 m<sup>3</sup> ont été ajoutées à la sortie de l'usine. La bâche de 150 m<sup>3</sup> est utilisée pour le lavage des filtres. La bâche de 500 m<sup>3</sup> est alimentée par le trop-plein de la bâche de lavage.

Un groupe de pompage de reprise aspire dans la bâche de 500 m<sup>3</sup> pour alimenter le réservoir de Bischwiller. Le pompage est asservi au niveau du réservoir.

Tableau récapitulatif des caractéristiques des pompes de lavage et de reprise

Atelier	N° pompe	Fournisseur	Type	N° machine	Débit	HMT	Puissance absorbée
					m <sup>3</sup> /h	m	kW
Pompes lavage	P10	KSB	ETB 080-065-125 GBHAV11D200552 BM	9973791609 000400 02	100	14	4,88
	P11	KSB	ETB 080-065-125 GBHAV11D200552 BM	9973791609 000400 01	100	14	4,88
Pompes reprise	P20	KSB	ETN 125-100-250 GBXAA11GD307502B	9973791609 000200 01	250	72	60,86
	P21	KSB	ETN 125-100-250 GBXAA11GD307502B	9973791609 000200 02	250	72	60,86

Localisation de l'usine



## 7.5 Annexe 5 : Inventaire

Nature des biens	Caractéristiques des biens	Quantité	Année de mise en	
<b>STATION DE TRAITEMENT DE BISCHWILLER</b>				
CLOTURE		1	2015	partiel moteur
PORTAIL ELECTRIQUE AVANT		1	2021	
PORTAIL ARRIERE		1	2011	
<b>FORAGE CENTRE</b>				
<b>CHAMBRE DE VANNES</b>				
DEBITMETRE		1	2015	
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1991	
<b>FORAGE</b>				
DEBITMETRE		1	2016	
POMPE DE FORAGE N°1		1	2015	
POMPE DE FORAGE N°2	GRUNDOFS SP160 2.2	1	2007	
<b>ARMOIRE BT</b>				
ARMOIRE DE COMMANDE		1	2011	
<b>BACHE DE REPRISE</b>				
POMPE DE VIDANGE DE LA BACHE	GOURDIN LH 28 7,5 kW	1	1974	
POMPE A VIDE SIPHON	SIHI	1	2019	
BALLON DEPRESSION POMPE A VIDE	EBEL	1	2004	
VANNES VIDANGE BACHE DE REPRISE		1	1991	
VANNE D'ISOLEMENT BACHE DE REPRISE DN 600		1	1991	
COMPTEUR VIDANGE BACHE	SCHLUMBERGER WOLTEX DN 150	1	1990	
CAPTEURS DE NIVEAU ANALOGIQUE	ENDRESS-HAUSER Waterpilot FMX167	2	2020	sonde bache intérieure
<b>PREPARATION DE REACTIFS</b>				
<b>INJECTION SOUDE</b>				
CUVE STOCKAGE SOUDE		1	1991	
POMPE DOSEUSE SOUDE FILTRES DEGREMONT	PROMINENT	1	1991	
POMPE DOSEUSE SOUDE FILTRES WANSON	PROMINENT	1	1991	
DOUCHE DE SECURITE AVEC RINCE-OEIL		1	1991	
<b>POST-CHLORATION</b>				
PRE-REGULATEUR	GRUNDFOS	2	2018 et 2017	
INVERSEUR AUTOMATIQUE		1	2020	
HYDRO-EJECTEURS	GRUNDFOS	7	2020	
ELECTROVANNES EAU MOTRICE		7	2015	
REDUCTEURS DE PRESSION		7	2019	
DEBITMETRE CHLORE	GRUNDFOS	7	2009 et 3 de 2018	
VACUOSTAT	GRUNDFOS	2	2009 et 2017	
<b>FILTRATION</b>				
<b>PRODUCTION D'AIR</b>				
ASSECHEUR D'AIR COMPRIME	HIROSS ESSIC DXB110 SS	1	2004	

COMPRESSEUR AIR DE SERVICE 1	KAESER ASD57	1	2004	
COMPRESSEUR AIR DE SERVICE 2	KAESER ASD57	1	2017	
SURPRESSEUR AIR DE LAVAGE 1	HIBON DV4	1	2018	
SURPRESSEUR AIR DE LAVAGE 2	HIBON SNH	1	2004	
PREFILTRES ENTREE SORTIE	KAESER	3	2004	
DESHUILEUR	BEKO KT04	1	2004	
BALLON AIR COMPRIE N°1	CREYSSENSAC 990 m3	1	2012	
BALLON AIR COMPRIE N°2	CREYSSENSAC 990 m3	1	2012	
ELECTROVANNES DE PURGE	L'ensemble	1	2020	
<b>FILTRE DEFERRISEUR BIOLOGIQUE DEGREMONT</b>				
FILTRE DEGREMONT N°1		1	1974	
GARNITURE + BUSELURE FILTRE DEGREMONT N°1		1	2020	
POT DE MELANGE FILTRE DEGREMONT N°1		1	1974	
ACTIONNEURS VANNES PNEUMATIQUE ET MANUELLES FILTRE DEGREMONT N°1		7	1991	
VANNES PNEUMATIQUE ET MANUELLES FILTRE DEGREMONT N°1	L'ensemble des vannes	1	2015	partiel
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1974	
DEBITMETRE EAU BRUTE	KROHNE Waterflux 3100 C	1	2021	
MANOMETRE DIFFERENTIEL FILTRE DEGREMONT N°1	BAUMER	1	1974	
PRESSOSTAT EAU BRUTE FILTRE DEGREMONT N°1	TELEMECANIQUE XMG - B003	1	1974	
<b>FILTRES DEFERRISEURS BIOLOGIQUE WANSON 1 &amp; 2</b>				
FILTRES WANSON 1 & 2		2	1974	
GARNITURES + BUSELURE FILTRES 1	vidange totale en 2017	1		
GARNITURES + BUSELURE FILTRES 2	vidange totale en 2017	1		
ACTIONNEURS VANNES FILTRES WANSON 1 & 2		12	2011	
VANNES FILTRES WANSON 1 & 2	L'ensemble des vannes	1	2011	
POT DE MELANGE FILTRES WANSON 1 & 2		1	1974	
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1987	
PRESSOSTAT EAU BRUTE FILTRES WANSON 1 & 2	TELEMECANIQUE XMG - B002	1	1974	
DEBITMETRE EAU BRUTE FILTRES WANSON 1 & 2	KROHNE Waterflux 3100W	1	2011	
MANOMETRE DIFFERENTIEL	BOURBON HAENNI	1	2009	
<b>FILTRE DEMANGANISEURS DEGREMONT 2 &amp; 3</b>				
FILTRES DEGREMONT 2 & 3		2	1974	
GARNITURE FILTRES DEGREMONT 2		1	2010	
GARNITURE FILTRES DEGREMONT 3		1	2010	
POT DE MELANGE FILTRES DEGREMONT 2 & 3		1	1974	
ACTIONNEURS VANNE FILTRE DEGREMONT 2 & 3	renouvellement partiel en 2017	12	2017	
VANNES FILTRES FILTRES DEGREMONT 2 & 3	partiel	1	2020	
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1974	
MANOMETRE DIFFERENTIEL FILTRES DEGREMONT 2 & 3		1	2009	
TURBIDIMETRE EN LIGNE FILTRES DEGREMONT N°12	ENDRESS-HAUSER	1	2010	
<b>FILTRES DEMANGANISEURS WANSON 3, 4 &amp; 5</b>				
FILTRES 1 & 2		3	1974	
GARNITURES + BUSELURES FILTRES WANSON 3	vidange totale en 2017	1		
GARNITURES + BUSELURES FILTRES WANSON 4	vidange totale en 2017	1		
GARNITURES + BUSELURES FILTRES WANSON 5	vidange totale en 2017	1		
ACTIONNEURS VANNES FILTRES WANSON 3, 4 & 5		17	2011	
VANNES FILTRES WANSON 3, 4 & 5	L'ensemble des vannes	1	2011	
POT DE MELANGE FILTRES WANSON 3, 4 & 5		1	1974	

TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1987
MANOMETRE DIFFERENTIEL FILTRES WANSON 3, 4 & 5	BOURBON HAENNI	1	2009
TURBIDIMETRE EN LIGNE FILTRES WANSON N°13	ENDRESS-HAUSER	1	2008
<b>REFOULEMENT EAU TRAITEE</b>			
POMPE N°10	GUINARD NE 20-50	1	1991
POMPE N°11	GUINARD NE 20-50	1	1991
ANTIBELIER	CHARLATTE 10 m3	1	2014
POMPE N°6		1	2021
POMPE N°7		1	2020
POMPE N°8		1	2021
POMPE N°9		1	2020
CLAPETS	L'ensemble	1	2021
VANNES REFOULEMENT	L'ensemble	1	2021
COMPTEUR DE VOLUME DN 300 N°1	Débitmètre	1	2020
COMPTEUR DE VOLUME DN 400 N°2	Débitmètre	1	2021
ANALYSEUR DE CHLORE N°10		1	2018
DEMARREUR POMPE N°10	SCHNEIDER ELECTRIC ALTISTART 22	1	2011
DEMARREUR POMPE N°11	SCHNEIDER ELECTRIC ALTISTART 22	1	2011
DEMARREUR POMPE N°6	SCHNEIDER ELECTRIC ALTISTART 22	1	2011
DEMARREUR POMPE N°7	SCHNEIDER ELECTRIC ALTISTART 22	1	2018
DEMARREUR POMPE N°8	SCHNEIDER ELECTRIC ALTISTART 22	1	2011
DEMARREUR POMPE N°9	SCHNEIDER ELECTRIC ALTISTART 22	1	2011
<b>REGARD VANNE CRUE MODER</b>			
VANNE PAILLON ENTERREE		1	1992
CAPTEUR DE NIVEAU	ELECTROMATIC	1	1992
<b>POSTE DE TRANSFORMATION</b>			
TRANSFORMATEUR		1	2011
INTERRUPTEURS DE PROTECTION TRANSFO		1	2011
DISJONCTEUR DE PROTECTION GENERALE TRANSFO		1	2011
<b>ARMOIRE ELECTRIQUE BT</b>			
ONDULEUR	S2S SYRIUS	1	2021
TABLEAU GENERAL BT		1	2011
ARMOIRE DE COMMANDE		7	2011
AUTOMATE	TSX57	1	2011
TELETRANSMISSION	SOFREL 550	1	2011
PC+ECRAN		1	2011
IHM		2	2011
<b>BATIMENT (hors exploitation)</b>			
CENTRALE D'ALARME ANTI-INTRUSION		1	2011
CHAUFFE-EAU		3	2007
DESHUMIDIFICATEUR N°1	MUNTERS ML690	1	2002
PONT ROULANT AVEC PALAN MANUEL N°1	SADAMEC 5T	1	1974
PONT ROULANT AVEC PALAN MANUEL N°2	MOREL 2T	1	1974

partiel

renouvellement  
partiel 2 lots  
résistances en  
2019

Nature des biens	Caractéristiques des biens	Quantité	Année de mise en service
<b>PUITS PIEZO</b>			
CLOTURE		1	1991
PORTAIL		1	1991
<b>PUITS PIEZO</b>			
<b>CHAMBRE DE VANNES</b>			
DEBITMETRE		1	2015
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1991
<b>FORAGE</b>			
DEBITMETRE		1	2015
POMPE DE FORAGE N°4	KSB UPA 200-35/2 16,5 kW	1	1998
POMPE DE FORAGE N°5	KSB UPA 200-35/2 16,5 kW	1	2007
<b>ARMOIRE BT</b>			
ARMOIRE DE COMMANDE		1	2011
TELETRANSMISSION	SOFREL S550	1	2011
ANTENNE MODEM RADIO	WESTERMO RM80	1	2011
<b>BATIMENT (hors exploitation)</b>			
CENTRALE D'ALARME ANTI-INTRUSION FORAGE		1	2011
<b>PUITS SUD-EST</b>			
CLOTURE		1	1991
PORTAIL		1	1991
<b>PUITS SUD-EST</b>			
<b>CHAMBRE DE VANNES</b>			
DEBITMETRE		1	2015
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1991
<b>FORAGE</b>			
POMPE DE FORAGE		1	2018
<b>ARMOIRE BT</b>			
ARMOIRE DE COMMANDE		1	2011
TELETRANSMISSION	SOFREL S550	1	2011
TRANSFORMATEUR SUR POTEAU		1	2011
INTERFACE DE COMMUNICATION	WESTERMO DW120	1	2011
<b>BATIMENT (hors exploitation)</b>			
CENTRALE D'ALARME ANTI-INTRUSION		1	2011

Nature des biens	Caractéristiques des biens	Quantité	Année de mise en service
<b>STATION DE TRAITEMENT DE OBERHOFFEN</b>			
CLOTURE	renouvellement partiel en 2016 (F2)	1	1995
PORTAIL ELECTRIQUE PRINCIPAL		1	Réparation 2018
PORTAIL LATERAL		1	2011
<b>FORAGE 1</b>			

ASSECHEUR D'AIR	AIRSEC INDUSTRIE A100 0,8 kW	1	2009
<b>CHAMBRE DE VANNES</b>			
COMPTEUR FORAGE 1		1	2015
ANTIBELIER FORAGE 1	CHARLATTE ARAA 1500 L	1	2012
VANNES FORAGE 1	L'ensemble	1	2015
<b>FORAGE</b>			
POMPE DE FORAGE P14	KSB UPA 300 94/2A	1	2021
POMPE DE FORAGE P15	KSB UPA 300 94/2A	1	2013
<b>FORAGE 2</b>			
ASSECHEUR D'AIR	AIRSEC INDUSTRIE A100 0,8 kW	1	2017
VENTOUSE	Dn 100	1	1995
<b>CHAMBRE DE VANNES</b>			
VANNE DE DECHARGE ELECTRIQUE	DN 200	1	1995
COMPTEUR FORAGE 2		1	2015
ANTIBELIER FORAGE 2	CHARLATTE ARAA 1500 L	1	2012
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	2015
VANNE PAPILLON P12/P13	DN 400	1	1995
<b>FORAGE</b>			
POMPE DE FORAGE P12	P13 mise en lieu et place de la P12	1	2019
POMPE DE FORAGE P13		1	2015
<b>LABORATOIRE</b>			
PHOTOMETRE N°04		1	2001
MULTIPARAMETRE		1	2015
<b>BACHE DE REPRISE</b>			
VANNE ALIMENTATION BACHE PAPILLON MANUELLE (AVEC REDUCTEUR)	KSB AMRI BOAXB DN 600	1	1995
VANNE GUILLOTINE MURALE MOTORISEE	1000 mm	1	2006
VANNE PAPILLON PNEUMATIQUE IMMERGEE	DN 600	2	1995
EXTRACTEUR D'AIR		1	2006
TUYAUTERIE BACHE DE REPRISE		1	1995
COMPTEUR SORTIE BACHE	ITRON WOLTEX DN 400	1	2011
CAPTEURS DE NIVEAU ANALOGIQUE		2	2012
<b>PREPARATION DE REACTIFS</b>			
<b>INJECTION SOUDE</b>			
CUVE STOCKAGE SOUDE	SODIPIA 10 m3	1	1995
POMPE DOSEUSE SOUDE N°1	PROMINENT WAMA	1	1995
POMPE DOSEUSE SOUDE N°2	PROMINENTWAMA	1	1995
DOUCHE DE SECURITE AVEC RINCE-OEIL		1	1995
TRACAGE ELECTRIQUE	REICHEM 50 ml	1	1995
<b>INJECTION POLYMERE</b>			
STATION AUTOMATIQUE PREPARATION POLYMERE	STRANCO POLYBLEND	1	2001
<b>POST-CHLORATION</b>			
PRE-REGULATEUR	GRUNDFOS	2	2018 et 2017
INVERSEUR AUTOMATIQUE		1	2017
HYDRO-EJECTEURS	GRUNDFOS	1	2018
DEBITMETRE CHLORE	GRUNDFOS	2	2018
POMPE EAU MOTRICE		1	2001
<b>FILTRATION</b>			
<b>PRODUCTION D'AIR</b>			
COMPRESSEUR AIR DE SERVICE N°1	KAESER SK21	1	2001
COMPRESSEUR AIR DE SERVICE N°2	KAESER SK21	1	2001
SURPRESSEUR AIR DE LAVAGE S901 N°1	PERFLEX ROBISCHI RBL 50/L	1	1995

SURPRESSEUR AIR DE LAVAGE S902 N°2	PERFLEX ROBISCHI RBL 50/L	1	1995
DESHUILEUR DE TRAITEMENT DES CONDENSATS		1	1995
BALLON AIR COMPRIME	PAUCHARD 1010 L	1	2012
SECHEUR D'AIR DE PROCESS	KAESER TB26	1	2001
SOUPAPE SURPRESSEURS 1 & 2	L'ensemble	2	2001
EXTRACTEUR D'AIR		1	2018
<b>FILTRES DEFERRISEURS BIOLOGIQUES F1/F2</b>			
TURBIDIMETRE EN LIGNE EAU BRUTE		1	2017
FILTRES F1/F2	remise en peinture 2016	2	1995
GARNITURE + BUSELURE FILTRES F1		1	2020
GARNITURE + BUSELURE FILTRES F2		1	2011
POT DE MELANGE FILTRES F1/F2		1	1995
ACTIONNEURS VANNES PNEUMATIQUE ET MANUELLES FILTRES F1/F2	renouvellement partiel en 2017	12	1995
VANNES PNEUMATIQUE ET MANUELLES FILTRE F4 FILE 2	L'ensemble des vannes	1	1995
VANNES ET CLAPETS FILTRES DEFERRISEURS F1/F2	L'ensemble	1	1995
DEBITMETRE ENTREE CHAINE	KROHNE	1	2021
MANOMETRE DIFFERENTIEL FILTRES F1/F2		1	2021
<b>FILTRES DEMANGANISEURS F3, F4 ET F5</b>			
FILTRES F3, F4 ET F5		2	1995
GARNITURE + BUSELURES FILTRES F3		1	2015
GARNITURE + BUSELURES FILTRES F4		1	2017
GARNITURE + BUSELURES FILTRES F5		1	2019
POT DE MELANGE FILTRES F3/F4/F5		1	1995
ACTIONNEURS VANNE FILTRES F3/F4/F5		21	1995
VANNES FILTRES FILTRES F3/F4/F5	L'ensemble des vannes	1	2015
VANNES A CHAINE ENTREE BACHE	DN 600	2	1995
TUYAUTERIE + EQUIPEMENTS HYDRAULIQUES	L'ensemble	1	1995
MANOMETRE DIFFERENTIEL FILTRES F3/F4/F5		1	2021
PH-METRE FILTRES F3/F4/F5	ENDRESS-HAUSER	1	1995
TURBIDIMETRE EN LIGNE FILTRES F3/F4/F5	ENDRESS-HAUSER	1	2020
<b>STRIPPING</b>			
VANNES STRIPPING DN 250	KSB AMRI BOAX S DINACTER 50	4	2008. 1 en 2016
VANNES A OPERCULE	L'ensemble	1	2008
GARNITURE DE FILTRE - SPHERE SQUELETIQUE		1	2008
FILTRE A AIR		1	2021
DEBITMETRE SORTIE STRIPPING	ENDRESS HAUSER DN 300	1	2008
POMPE DE REPRISE N°1	KSB ETABLOC GN 150-200 / 1504 15 kW	1	2008
POMPE DE REPRISE N°2	KSB ETABLOC GN 150-200 / 1504 15 kW	1	2008
POMPE DE REPRISE N°3	KSB ETABLOC GN 150-200 / 1504 15 kW	1	2008
VENTILATEURS	SIEGLE + EPPLÉ	2	2008
VARIATEURS POMPES ET VENTILATEURS	TELEMECANIQUE ALTIVAR 31	5	2008
<b>REFOULEMENT EAU TRAITEE</b>			
POMPE P20	KSB ETAR 150/500 110 kW	1	1995
POMPE P21	KSB ETAR 150/500 110 kW	1	1995
ANTIBELIER	CHARLATTE 10 m3	1	1995
VESSIE ANTIBELIER		1	2012
POMPE P22	KSB ETAR 200/500 160 kW	1	1995
POMPE P23	KSB ETAR 200/500 160 kW	1	1995
POMPE VIDE CAVE REPRISE	ITT FLYGT 3057.180 1,5 kW	1	2017
VANNE PAPILLON MANUELLE P22	DN 400	1	1995

partiel

VANNE PAPILLON MANUELLE P23	DN 400	1	1995
VANNES ET CLAPETS	L'ensemble	1	1995
REDUCTEUR DE PRESSION		1	1995
ANALYSEUR DE CHLORE		1	2016
<b>BACHE EAU DE LAVAGE</b>			
PONT RACLEUR		1	1995
MOTOREDUCTEUR PONT RACLEUR		1	1995
VANNES PAPILLON	KSB AMRI DN 150	4	1995
POMPE EAU DE LAVAGE N°1	ITT FLYGT CP 3127 180 MT	1	1995
POMPE EAU DE LAVAGE N°2	ITT FLYGT CP 3127 180 MT	1	2018
<b>POSTE DE TRANSFORMATION</b>			
TRANSFORMATEUR		2	1995
INTERRUPTEURS DE PROTECTION PORTE FUSIBLE		1	1995
DISJONCTEUR DE PROTECTION GENERALE TRANSFO		2	1995
BATTERIE DE CONDENSATEURS		1	2012
<b>ARMOIRE ELECTRIQUE BT</b>			
ONDULEUR	ABLEREX MS 3000 3 kVA	1	2021
DEMARREURS PROGRESSIFS EN COFFRET		4	3 de 95 et 1 en 2017
ARMOIRE ELECTRIQUE BT		18	1995
AUTOMATE GENERAL	TSX57	1	2011
TELETRANSMISSION	S550	1	2011
RADIOTRANSMISSION (EMETTEUR)	WIMAX ALVARION	1	2010
PC+ECRAN		1	2021
ARMOIRE AUTOMATE STRIPPING	TSX	1	2008
IHM		1	2016
VENTILATEUR		1	2001
TRANSFORMATEUR PRIMAIRE	380/220 V	1	1995
<b>BATIMENT (hors exploitation)</b>			
CENTRALE D'ALARME ANTI-INTRUSION		1	2011
CHAUFFE-EAU		2	2004
DESHUMIDIFICATEUR N°1	MUNTERS ML690 E	1	1995
DESHUMIDIFICATEUR N°2	MUNTERS ML690 E	1	1995
PALAN ELECTRIQUE AVEC CHARIOT	3T	1	1995
AEROTHERME N°1	CALDERA Aeroplast 24 kW	1	2019
AEROTHERME N°2	CALDERA Aeroplast 24 kW	1	1995
AEROTHERME N°3	CALDERA Aeroplast 24 kW	1	2019
AEROTHERME N°4	CALDERA Aeroplast 24 kW	1	1995
CLIMATISATION	AIRWELL	1	2005



